

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

DES EFFETS
DE LA PLURALITÉ D'ÉTABLISSEMENTS
en matière de Sociétés par Actions
en Droit français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit privé et Droit public)

Présentée et soutenue le Jeudi 7 Novembre 1929, à 14 heures

Jean LOCHET

MEMBRES DU JURY :

Président :	M. DEMOGUE.	
Suffragants	{ M. LÉVY-ULLMANN M. PILON }	Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14. rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1929 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

DES EFFETS
DE LA PLURALITÉ D'ÉTABLISSEMENTS
en matière de Sociétés par Actions
en Droit français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit privé et Droit public)

Présentée et soutenue le Jeudi 7 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

Jean LOCHET

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DEMOGUE.

Suffragants { M. LÉVY-ULLMANN } Professeurs.
 { M. PILON }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14. rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1929 —



INTRODUCTION

1. *Causes de la pluralité d'établissements*

Pour diverses raisons, un grand nombre de sociétés ont créé, à côté de leur siège principal, des établissements de natures diverses et ont essaimé dans toute la France et quelquefois dans le monde entier.

Pour les unes, le désir de se rapprocher, soit de leurs clients, soit de leurs fournisseurs, a motivé cette expansion ; au moyen d'agences, de bureaux de vente, de succursales, de filiales, elles se sont efforcé de remédier aux inconvénients d'une centralisation gênante, et de se mettre en rapports directs avec leurs correspondants. Pour d'autres, la commodité des administrateurs a nécessité la création d'un « siège administratif » souvent fort éloigné du centre d'exploitation de la société. C'est le cas de nombreuses entreprises dont l'objet est la mise en valeur de richesses situées aux colonies ou dans des pays étrangers et le siège à Paris. Il est arrivé aussi que les capitalistes qui souscrivaient en vue de fonder une entreprise dans un pays étranger, ont créé dans leur pays d'origine un service financier auquel ils pourraient

s'adresser plus commodément. En France enfin, la concentration des affaires dans la capitale a amené de nombreuses entreprises d'origine provinciale, et non des moindres, à créer à Paris un « siège central » ou un « siège administratif » dont l'importance est souvent plus considérable que celle du siège social.

2. But de cette étude

Le but de cette étude est de rechercher quels peuvent être les effets juridiques engendrés par cette pluralité d'établissements, au cours de la vie d'une société. Disons tout de suite que la question se ramène en définitive, dans la plupart des cas à déterminer quel est le véritable domicile de la société, puisque la doctrine et la jurisprudence rattachent à cette détermination du domicile, les importantes questions de la compétence, de la faillite, de la nationalité, et dans une certaine mesure celle de la monnaie dans laquelle doit être effectué le service des obligations d'une Société.

Nous étudierons donc les effets de la pluralité d'établissements, au moment de la formation des sociétés, dans le cours de leur existence, et au moment de leur disparition, puis nous essayerons, en concluant, de montrer que dans toutes ses solutions, la jurisprudence a sauvegardé le principe de l'unité des sociétés et de la solidarité des différents établissements qui les composent.

Cette notion de pluralité d'établissements a jusqu'ici été fort peu étudiée, et l'on ne peut guère signaler sur la question qu'une thèse de M. Broallier sur les succur-

sales (1) et un article de M. Lescot (2). Sur une question voisine, celle des filiales, il existe une thèse récente de M. Gegout (3). En dehors de ces études particulières, on trouve dans les traités généraux de droit commercial quelques développements consacrés aux effets de la pluralité d'établissements et traitant de la compétence, de la nationalité et de la faillite en matière de sociétés.

3. Plan. — *Effets produits à la constitution de la Société*

Au moment de la constitution d'une société, il est important de déterminer en quel endroit se trouve le véritable siège de ses affaires, en quel lieu est situé son domicile.

En effet, la jurisprudence rattache à cette notion de domicile la notion de nationalité, pour les sociétés. Le « jus sanguinis » ne leur étant pas applicable, le seul critérium possible est celui du « jus soli ». Mais lorsque la société sera établie dans des états différents, quelle nationalité devra-t-on lui reconnaître ? Nous verrons quelles sont les diverses solutions proposées par la doctrine, nous étudierons le système de la jurisprudence française, et nous ferons remarquer les inconvénients qui en résultent. Nous analyserons pour terminer ce chapitre, les différents projets qui ont été conçus pour

(1) P. Broallier, *Les succursales des établissements industriels et commerciaux*. Thèse, Lyon, 1926.

(2) *Des succursales des Sociétés*. *Rec. Jur. des Soc.*, juin 1924.

(3) Gegout, *Filiales et groupements de Sociétés*, Thèse, Paris, 1929.

perfectionner ce système, et en particulier le projet du Comité de la Société des Nations.

Lorsqu'une société crée des succursales ou des centres d'activité en dehors de son siège principal, que cette création ait lieu au moment de la constitution de la société ou qu'elle ait lieu postérieurement, elle doit remplir certaines formalités de publicité, au siège central, et dans les établissements secondaires dans des conditions différentes selon qu'il s'agit d'une société française ou d'une société étrangère.

Nous étudierons quelles sont les sanctions prévues par le législateur pour le cas où ces formalités ne seraient pas remplies, et comment elles sont appliquées par la jurisprudence. Nous verrons également quelles conséquences peut avoir vis-à-vis des tiers l'absence ou l'irrégularité de la publicité.

4. Effets produits au cours de l'existence d'une Société

Voilà la société constituée ; quels vont être au cours de son fonctionnement les effets de la pluralité de sièges ?

Tout d'abord, en droit interne comme en droit international, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour donner compétence, dans certaines conditions, et sous certaines réserves, aux tribunaux des lieux où une société est établie. La solution est unanimement acceptée ; sa justification théorique est discutée, qu'on la fonde sur la possibilité d'une pluralité de domiciles, ou sur

l'idée de domicile secondaire, ou encore qu'on se contente d'invoquer d'impérieuses nécessités pratiques.

La société veut-elle, au cours de son existence, changer le lieu de son établissement ? Il va falloir transférer le siège social fixé par les statuts. Nous verrons dans quelles conditions ce transfert est possible, et à quelles formalités de publicité il est soumis. En droit international, on a discuté la possibilité d'un tel transfert car, a-t-on dit, il a pour résultat de changer la nationalité de la société, ce qui ne peut être obtenu qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Enfin, la question de la pluralité d'établissements se rattache par certains côtés à celle de la monnaie dans laquelle doivent être payées les obligations émises par les sociétés. On sait que, d'après la doctrine et la jurisprudence, le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie. Or, en règle générale, et sauf stipulations spéciales, le lieu de paiement est le domicile du débiteur. Pour déterminer la monnaie de paiement, il faudra donc auparavant déterminer le domicile de la société, ce qui peut être délicat dans le cas d'entreprises possédant plusieurs établissements. Nous nous proposons d'insister sur cet aspect de la question en raison de sa nouveauté et de l'importance considérable des intérêts qu'elle met en jeu.

5. *Au moment de la disparition de la société*

Au moment où la société disparaît enfin, il peut y avoir lieu à hésitation pour savoir en quel lieu doit être

dressé son acte de décès, c'est-à-dire sa déclaration de faillite ou sa mise en liquidation judiciaire. Nous verrons les deux théories soutenues par la doctrine, l'une attribuant compétence au siège d'exploitation, l'autre préférant le siège de l'administration ; puis nous étudierons le système construit par la jurisprudence française, et les conflits qui peuvent se produire en droit international, car dans ce domaine, l'unité de la faillite, bien que souhaitée par tous n'est pas près d'être réalisée.

Un cas particulièrement complexe de disparition de sociétés possédant plusieurs établissements, qui s'est révélé ces dernières années, est celui des sociétés russes nationalisées par le gouvernement des soviets. Nous verrons comment l'existence d'un siège secondaire ou d'une succursale a parfois permis à certaines de ces sociétés de survivre et de se reconstituer en dehors de leur pays d'origine, sans qu'il y ait eu, à proprement parler, de transfert régulier au siège social.

Nous devons donc rechercher quelles sont les règles juridiques que les tribunaux ont dégagées de la loi et des principes généraux du droit ; nous devons aussi examiner comment ils les ont appliquées en fait et comment ils ont apprécié les éléments qui composent l'établissement secondaire et l'établissement principal ; nous verrons le statut juridique que la doctrine et la jurisprudence ont assigné à chacun des centres d'activité d'une société : siège social, siège principal, siège administratif, succursale, agence, filiale, etc...

Nous verrons au cours de cette étude que la jurisprudence française n'a jamais pu admettre qu'une société

ait plusieurs sièges sociaux, parce qu'elle lie étroitement la notion du siège social et celle du domicile. Or, en droit français, le domicile est unique, traditionnellement (Planiol, C. I, n° 597. 8.). Le siège social doit donc être aussi unique.

Si cette étude devait être purement spéculative, il faudrait commencer par bâtir un cadre théorique, puis, passant à l'examen des faits, chercher à faire rentrer les cas particuliers dans les compartiments ainsi préparés ; mais en une semblable matière, ce serait s'exposer à des erreurs et à des divisions arbitraires, et il paraît préférable d'étudier les applications singulières faites dans chaque cas par la jurisprudence, avant de dégager les idées générales qui les inspirent.

PREMIÈRE PARTIE

Les effets de la pluralité d'établissements au moment de la constitution de la Société

CHAPITRE PREMIER

LA PLURALITÉ D'ÉTABLISSEMENTS ET LA NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS

6. *La nationalité des sociétés*

Existe-t-il vraiment une nationalité des sociétés ? Telle est la question que se pose M. J.-P. Niboyet (1), et il y répond en contestant la légitimité de l'application de l'idée de nationalité aux sociétés. Pour lui, la nationalité « constate un rapport d'ordre politique entre un individu et un état », et toutes les questions qu'on a coutume de ranger sous l'appellation de « nationalité des sociétés » peuvent être résolues par l'étude du conflit des lois et de la condition des étrangers. M. Niboyet a récemment repris la question (2), et il conclut

(1) *Revue de droit international privé*, 1927, n° 3.

(2) Niboyet, *Manuel de dr. intern. privé*, 2^e éd. du Manuel de Pillet et Niboyet, Paris, 1928, p. 300 et ss.

qu'il n'y a pas de nationalité véritable pour les sociétés, que si les sociétés ont un domicile qui les régit au point de vue de leur fonctionnement, ce domicile n'influe pas sur la nationalité.

C'est la thèse soutenue par M. Pépy (1) ; pour ce dernier, il n'existe pas de problème spécial de la nationalité des sociétés, « ce qu'on appelle de ce nom, comprend une série de questions distinctes qui, pour partie, se rattachent à la question plus générale de la condition des étrangers, et pour partie, rentrent dans la détermination du régime légal applicable à une société donnée ».

C'est d'ailleurs la solution adoptée par une législation, celle de la République Argentine, qui n'admet pas que les sociétés puissent être soumises à d'autres lois que celles de leur domicile, et qui fait produire par ce domicile les effets que dans d'autres pays on attache d'ordinaire à la nationalité (2).

MM. Lyon-Caen et Renault font remarquer (3) « qu'à proprement parler, une société n'a pas une nationalité comme en a un individu ; elle a un domicile qui doit servir à déterminer le pays auquel elle se rattache, et, par suite, les lois qui lui sont applicables ». Dans un article récent (4), M. Léon Mazeaud souligne aussi les différences qui existent entre la notion de nationalité des sociétés et celle de nationalité des personnes physiques.

(1) Pépy, *La nationalité des Sociétés*, 1920, p. 128.

(2) V. Houpin et Bosvieux, *Traité des sociétés*, t. III, n° 1435, Férausse, *Les sociétés dans la République Argentine*, thèse, Paris, 1928.

(3) *Traité de droit commercial*, t. II, n° 1167.

(4) Cl. 1928, p. 30, *De la nationalité des sociétés*.

Dans une note sous une décision du Tribunal Arbitral mixte franco-allemand (1), M. Hamel constate que la conception de la nationalité des sociétés élaborée par les T. A. M. conduit à « creuser profondément le fossé qui sépare la nationalité des personnes morales de celle des personnes physiques, et à considérer la nationalité des personnes morales comme une simple qualification juridique de la loi nationale applicable... Système déjà ancien, dit-il, Demogue, Vareilles-Sommières, Pillet, Pépy, l'ont adopté. Il semble bien que seul il réponde à la véritable nature juridique des personnes morales et des sociétés en particulier ».

Déjà en 1908, en effet, M. Demogue annotant un jugement du Trib. Civ. de Lille protestait contre l'assimilation abusive des personnes morales aux personnes physiques, notamment en matière de nationalité (2). Alors, disait-il, que la nationalité des individus est un lien entre eux et un état fondé sur une présomption d'affection et de dette morale, la prétendue nationalité des sociétés n'est qu'un ensemble de questions différentes qui doivent être tranchées différemment. L'analogie avec les personnes physiques conduit à la théorie de la nationalité imposée, tandis qu'un système plus large, inauguré par le jugement annoté, admet « qu'une société se constitue régulièrement en suivant les dispositions d'une loi déterminée lorsqu'elle avait une raison sérieuse et avouable de faire ce choix ». Cette théorie, bien

(1) T. A. M. franco-allemand, 27 octobre 1923, S. 1924-II-25.

(2) Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, S. 1908-II-177.

qu'ayant rallié des suffrages dans la doctrine (1), ne paraît pas avoir jusqu'à présent entraîné la jurisprudence.

7. Intérêts de la question

A vrai dire, il n'existe aucun texte législatif déterminant en France la nationalité des sociétés. Les auteurs du projet de 1883 se sont refusé à résoudre la question sous prétexte que les solutions devaient être différentes, suivant les circonstances de chaque espèce (2). La Commission extraparlamentaire de réforme de la loi sur les sociétés en 1903 s'est réfugiée dans le même silence (3). On ne saurait assimiler à ce point de vue en particulier, les personnes physiques aux personnes morales ; certaines obligations dérivant de la nationalité ne peuvent, de toute évidence, être imposées aux sociétés, le service militaire par exemple. Il n'en reste pas moins de nombreux intérêts pratiques à déterminer, quelles sociétés auront en France la qualité de « nationales », et quelles sociétés devront être considérées comme étrangères : seules les sociétés françaises sont soumises à la loi du 24 juillet 1867, pour leur constitution et leur fonctionnement. Les sociétés étrangères doivent être reconnues par loi, décret ou traité. Les Sociétés étrangères sont soumises à des formalités spéciales pour l'émission de leurs titres et leur admission à la cote (Loi du 30 janvier 1907,

(1) Percerou, note ss. le même jugement au D. 1910-II-41.

(2) *Journal Officiel* 6 déc. 1883.

(3) *Journ. Soc.* 1903, p. 466.

art. 3, décrets du 6 février 1880 et du 1^{er} décembre 1893), elles doivent payer des impôts spéciaux, notamment sur leurs actions, peuvent être tenues de fournir la caution judicatum solvi (art. 16 code civil, et 166, code proc. civ.), elles peuvent être citées en justice devant les tribunaux français, même si elles n'ont pas de succursale en France (art. 14, code civ.). Enfin les étrangers ne sont ni électeurs, ni éligibles aux tribunaux de commerce (1). A condition de ne pas chercher à assimiler en tous points la nationalité des sociétés de commerce à celle des individus, il est donc légitime et commode d'employer les expressions de « sociétés nationales » et de « sociétés étrangères ».

8. *Qualités d'un bon critérium de nationalité*

Mais d'après quel critérium déterminera-t-on la nationalité d'une société ? Il faut éviter la pluralité de nationalités, qui peut arriver par suite de la diversité des législations, aussi bien que l'absence de nationalité (2). Il faut également restreindre l'arbitraire des fondateurs, car une société ne saurait se donner une nationalité qui ne correspondrait à aucune réalité (3).

(1) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1162 et Lyon-Caen, Cl. 1917, p. 5.

(2) V. Fromageot, *De la double nationalité des individus et des sociétés*, thèse, 1891.

(3) Cf. Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, S. 1908-II-177.

9. *Nationalité imposée ou nationalité choisie*

D'après la jurisprudence actuelle, et bien qu'une tendance ait paru se dessiner en sens contraire (1), le choix de la nationalité ne saurait être laissé à l'arbitraire des fondateurs, mais s'impose d'une manière impérative (2).

Les tribunaux ont donc toujours refusé de faire dépendre la nationalité d'une société du lieu où ont été passés les statuts (3) ou de celui où ont été souscrits les capitaux. La pratique a montré qu'il était impossible de la fixer d'après la nationalité des associés (4),

Il existe pourtant des cas exceptionnels, hors de France, il est vrai, où la volonté des associés pourra avoir une influence sur la nationalité de la société : l'arrêté du 14 avril 1925 prévoit dans son article 1^{er} que « les sociétés constituées conformément à la loi ottomane et fonctionnant en Syrie ou au Liban, dans lesquelles les intérêts des ressortissants des puissances contractantes du traité de Lausanne autres que la Turquie sont prépondérants et qui désireraient se rattacher à la nationalité de la Syrie, du Liban ou de l'une desdites puissances contractantes auront à déclarer avant le 30 août 1929 au

(1) Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, S. 1908-II-177.

(2) En ce sens, Houpin et Bosvieux, t. III, 1487, p. 136.

(3) Req., 17 juillet 1899, Ospina c. Ribon, D. 1904-I-225.

(4) Paris, 23 janv. 1889, S. 91-II-123; 18 mai 1909, S. 1909-II-201; Trib. Nancy, 16 avril 83, S. 88-II-89; Trib. Seine, 26 mai 84, Ref. S. t. 14-II-27; Tr. Com. Seine, 29 juin 1910, G. P. 1910-II-358; Contra Trib. Seine, 26 mai 84, S. 88-II-89.

gouvernement de l'état où elles fonctionnent celle de ces nationalités dont elles auront fait choix ». L'art. 2 prévoit, il est vrai que « les statuts de la société seront conformes aux prescriptions de la loi de l'état auquel la société demande à être rattachée » ; il n'en reste pas moins une certaine latitude aux associés.

A l'inverse, une certaine nationalité est parfois imposée par les textes aux sociétés. Le décret du 7 janvier 1927, relatif aux Sociétés immatriculées dans les consulates de France en Chine prévoit des conditions de nationalité du personnel et des capitaux. Au Maroc, la loi fixe impérativement la nationalité des sociétés qui est déterminée « par la loi du pays dans lequel a été établi sans fraude le siège social légal » (art. 7 du Dahir sur la condition civile des français et des étrangers) (1).

10. *Doctrine et Jurisprudence françaises :* *la nationalité se détermine par le domicile*

La doctrine et la jurisprudence françaises déclarent en général que la nationalité d'une société ne doit pas être laissée à l'arbitraire des associés et admettent qu'elle est fixée par le domicile. Mais les divergences commencent quand il s'agit de déterminer ce domicile. En effet, si aucun doute n'est possible quand l'activité de la société est concentrée en un lieu unique, il peut y avoir lieu à hésitation quand l'entreprise est fractionnée et comprend

(1) V. J. Bonan, *La nationalité des sociétés constituées au Maroc*, *Rec. Jur. Soc.*, 1928, p. 164.

un centre d'exploitation, un siège administratif, un siège social distincts.

La jurisprudence française a d'ailleurs évolué sensiblement sur cette question ; nous étudierons son état avant, pendant et après la guerre de 1914.

11. *Jurisprudence avant la guerre*

I. — AVANT LA GUERRE DE 1914

Avant la guerre, la doctrine et la jurisprudence s'étaient mises d'accord pour décider que la nationalité des sociétés dépend de leur domicile. Le lieu du domicile, c'est-à-dire du principal établissement déterminera donc la nationalité des sociétés. « C'est, disent MM. Houpin et Bosvieux, le critérium qui paraît le plus sûr et celui qu'ont adopté depuis longtemps la doctrine et la jurisprudence ». (1) Si toute l'activité de la société se trouve concentrée en un seul lieu, pas de difficultés, la société aura la nationalité du pays dans lequel se trouve ce siège unique. Mais dans l'hypothèse qui nous occupe, il s'agit par définition de sociétés qui sont établies en plusieurs endroits, dont les éléments résident en des pays différents. Et c'est alors que naissent les difficultés et les divergences entre les auteurs. Une société peut avoir par exemple son siège social, ses bureaux, ses assemblées d'actionnaires, son conseil d'administration en

(1) Houpin et Bosvieux, t. III, n° 1487, p. 136. En ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1167, *Jurisclasser des Sociétés*, t. III, fasc. 29.

France, et exploiter des entreprises situées à l'étranger. Quelle sera alors sa nationalité ?

12. *Le critérium du siège d'exploitation*

Deux opinions étaient soutenues en doctrine. Les uns, considérant qu'une entreprise n'a d'existence positive que par ses manifestations matérielles, s'attachaient, pour déterminer la nationalité d'une société, au siège d'exploitation, au lieu où elle possède des usines, des biens quelconques, lui donnaient le pas sur le centre moral de la société, sur le lieu où les statuts fixent son siège social, où se réunissent ses organes directeurs, assemblées d'actionnaires et conseil d'administration, où elle a ses bureaux (1).

C'est le système qui a été adopté par la loi belge de 1873, art. 129, et par le code de commerce italien de 1882, art. 230.

La jurisprudence italienne a d'ailleurs interprété ce texte d'une façon particulière. D'après MM. Houpin et Bosvieux, (2) « Il semble qu'en Italie le siège social et le

(1) Parmi ces auteurs, on peut citer : Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1168. Lyon-Caen, J. S., 1880, p. 32 et note sous Cass. 4 mars 1885, S. 85-I-169. Bard, *Précis de droit intern. privé*, p. 208. Despagne, *Précis de droit intern. privé*, p. 83. Weiss, *Théorie et pratique du Droit intern. privé*, t. II, p. 419. Boistel, *Précis de Droit Commercial*, 396 ter. Vavasseur, *Traité des sociétés*, 952. Surville et Arthuys, *Cours de Droit intern. privé*, p. 456 et dans ce sens quelques arrêts : Cass. Req. 10 fév. 63, S. 63-I-199 ; Cass. 13 mars 65, D. 65-I-228 ; Cass. 3 mai 1848, S. 48-I-444 ; Seine 11 mars 1880, Cl. 1880, p. 195 ; Douai 3 août 1882, Cl. 82, p. 413.

(2) T. III, n° 1435.

centre d'exploitation soient les deux éléments auxquels on s'attache pour déterminer la nationalité d'une société, en ce sens qu'il suffit que l'un des deux soit en Italie pour rendre la société italienne » (1). Cependant cette opinion paraît contredite par M. Mario d'Amelio (2), qui soutient que les sociétés étrangères qui fixent en Italie leur principal établissement conservent leur nationalité, à moins qu'elles n'y établissent également leur siège, en dirigeant, de l'Italie, leur activité. (art. 230 code com. italien, alinéa 1). Dans tous les cas, ces sociétés sont soumises à toutes les règles d'ordre public établies par la législation italienne pour l'exploitation d'une société anonyme. Mais l'opinion de M. d'Amelio n'est sans doute pas admise sans contestations en Italie, car selon M. Nast, suivant une certaine partie de la doctrine italienne, la nationalité des sociétés dépendrait du lieu où est l'objet principal de leur entreprise, tandis que pour M. d'Amelio elle dépend du lieu de leur siège administratif principal.

Bien que ce système du siège d'exploitation ait été combattu par de nombreux auteurs, et, comme nous le verrons n'ait pas été suivi par la jurisprudence, il compte encore des partisans à l'heure actuelle (3). Cependant, MM. Lyon-Caen et Renault sont arrivés à concéder « qu'il y a lieu de laisser aux intéressés la faculté de rattacher la société au pays où elle a son siège social sans y avoir

(1) V. Rome Cass. 13 sept. 87, Cl. 89, p. 510.

(2) Cl. 1917, p. 1224.

(3) Lyon-Caen et Renault, 4^e éd., t. II, n° 1167. Weiss, 2^e éd., t. II, p. 480.

aucune partie de son exploitation » (1), et « qu'on ne saurait s'attacher d'une façon absolue au pays du principal établissement (comme le soutenait M. Lyon-Caen (2), mais que quelque tempérament doit être apporté au principe admis sur ce point.... les tribunaux peuvent reconnaître que la société a pu se soumettre aux lois qu'elle a adoptées, et qui ne sont pas celles du pays de son exploitation, mais de son siège social ou administratif ». D'après ce système atténué, il resterait à la société la faculté d'opter entre la loi du pays de son siège social et celle du pays de son exploitation (3).

Dans la pratique, ce système est inacceptable. Comment en effet déterminer la nationalité des entreprises et elles sont nombreuses (banques, assurances, wagons-lits), qui possèdent des exploitations dans des pays différents ? Ce sera alors la tâche des tribunaux, répondent MM. Lyon-Caen et Renault « d'apprécier pour quel pays la société dont il s'agit a été principalement constituée », Tâche bien délicate en vérité ! C'est tomber dans l'arbitraire des juges pour éviter celui des fondateurs.

De plus, un des avantages principaux du système disparaît quand l'objet de la société consiste en opérations de pure spéculation qui ne sont pas nécessairement fixées à tel ou tel endroit. Dans ce cas, en effet, il faudrait admettre en bonne logique que la nationalité d'une société change chaque fois que le siège de son exploita-

(1) T. II, n° 1167.

(2) J. S. 1880, p. 32.

(3) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1168.

tion change de pays, ce qui est inadmissible, une société ne pouvant, en droit français, changer de nationalité qu'avec le consentement de tous les actionnaires (1). MM. Lyon-Caen et Renault évitent cette objection en affirmant qu'une société peut changer le pays de son exploitation et demeurer soumise aux lois qui la régissaient à l'origine. Mais cette affirmation paraît contredire leur principe général d'après lequel la nationalité d'une société est déterminée par son siège d'exploitation.

Bref, le critérium de nationalité tiré du siège d'exploitation est en fait impraticable sous sa forme absolue, telle qu'elle a été exposée par M. Lyon-Caen (2). Sous sa forme mitigée (3) il se rapproche sensiblement du critérium adopté par la majorité des auteurs et par la jurisprudence, le critérium du siège social, que nous allons étudier.

13. *Le critérium du siège social*

La jurisprudence a maintes fois condamné le système de la nationalité dépendant du centre d'exploitation tel qu'il vient d'être exposé : « Pour déterminer la nationalité d'une société, il convient non de s'attacher au lieu où se poursuit l'exploitation de cette société, mais d'envi-

(1) Art. 31 Code Com. (Loi du 22 novembre 1913), « Sauf dispositions contraires des statuts, l'assemblée générale, délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. »

(2) J. S. 1880, p. 32.

(3) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1167.

sager le siège social, c'est-à-dire le point d'où part l'impulsion à donner aux rouages de l'entreprise (1). A de nombreuses reprises les tribunaux ont jugé « qu'une société possède son domicile attributif de nationalité dans le lieu où se trouve réellement fixé son siège social » (2). Il faut donc prendre en considération le siège social du moment qu'il est sérieux et non fictif et qu'il peut être regardé comme le principal établissement de la société (3). De nombreux arrêts et jugements consacrent ainsi la supériorité du siège social sur le siège d'exploitation (4). On peut également citer par analogie des décisions rendues en droit interne préférant en matière de faillite le siège social au siège d'exploitation (5) et en

(1) Aix, 6 juillet 1908, *Thomas c. Société La Mantéga*, G. P. 1908-II-462.

(2) Paris, 18 mai 1909, D. 1909-II-325.

(3) Cass. 22 déc. 96, S. 97-I-84 ; 17 juillet 99, S. 1900-I-339 ; 29 mars 98, S. 1901-I-70.

(4) Chambéry, 1^{er} déc. 66, D. 66-II-246 ; Cass. Civ., 20 juin 70, D. 70-I-416 ; Cass. Civ., 21 juin 80, D. 80-I-465 ; Trib. Corr. Seine, 2 mars 1905, Cl. 1907, p. 420 ; Paris, 23 janvier 89, D. 90-II-1 ; Trib. Com. Perpignan, 23 déc. 1913, Cl. 1917, p. 1066 ; Cass. Req., 21 juin 80, D. 80-III-465 ; Cass. Req., 28 mars 98, *Rev. Soc.*, 98-255 ; Cass. Req., 17 juillet 99, D. 1904-I-225 ; Paris, 2 mars 92, *Rev. Soc.*, 92-340 ; Liège, 9 décembre 1903, *Rev. Soc.*, 1904, 236 ; Aix, 6 juillet 1908, *Gaz. Trib.*, 1909-I-212 ; Trib. Seine, 13 février 77, Cl. t. VIII, p. 160 ; Trib. Com. Seine, 2 février 92, *Rev. Soc.*, 92-310 ; Trib. Civ. Seine, 9 janvier 94, *Rev. Soc.*, 94. 137 ; Trib. Civ. Havre, 24 déc. 96, J. S. 99, 131 ; Trib. Com. Seine, 2 mars 1905, *Gaz. Trib.*, 22 mars 1905 ; Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, S. 1908, II, 177.

(5) Req., 17 avril 66, D. 66-I-280 ; 1 février 81, D. 81-I-314 ; 9 août 81, D. 82-I-408 ; 30 janvier 82, D. 83-I-233 ; 20 janvier 97, D. 97-I-69.

matière fiscale (1). C'est dans ce sens que s'est fixée la plus grande partie de la doctrine (2).

Les tribunaux étrangers ont également rendu de nombreuses décisions en ce sens (3).

L'Administration de l'Enregistrement français repousse également le critérium de nationalité tiré du siège d'exploitation. L'Instruction n° 2.405 s'exprime ainsi dans un style non dénué de littérature : « De même que c'est l'origine, le sang et non point le territoire natal qui fait seul le Français de naissance, de même aussi, c'est la loi, la toute puissance de l'autorité publique et non pas la chose exploitée, n'importe le lieu de sa situation, qui crée l'être moral et l'investit des attributs de la personnalité dans les limites du territoire national. Là donc où la société naît, là où elle a ses archives, là où elle trouve la loi qui la protège et les tribunaux qui la jugent, là enfin où elle meurt et se liquide, là évidemment est sa nationalité, la qualité qui la fait de tel pays plutôt que de tel autre » (4).

14. Conditions pour que le siège social soit réel et sérieux

Voyons maintenant quelles conditions la jurisprudence exige de ce siège social pour le prendre en considération, car il va sans dire qu'un siège social frauduleux ou fictif

(1) Cons. d'Etat, 2 février 1900, 1901-III-56.

(2) Thaller, *Traité élém. de droit commercial*, p. 411, n° 762, Houpin, t. III, n° 1.487. Pic., *Dalloz Prat.*, V° Société, n° 4.617).

(3) Trib. Fédéral Suisse, 22 juillet 89, *Rev. Soc.*, 90, p. 49 ; Haute Cour de Justice d'Angleterre, 17 juillet 90, Cl. 91, p. 587 ; Cour d'appel de Turin, 17 février 99, Cl. 1903, p. 413.

(4) V. aussi Veyrieras, *Les sociétés étrangères en France*,

ne saurait avoir aucun effet au point de vue de la nationalité : *fraus omnia corrumpit*. Ce point a été jugé à maintes et maintes reprises et ne saurait faire aucun doute : (1)

Il arrive, en effet, que des fondateurs français constituent une société en pays étrangers dans le seul but de tourner certaines prescriptions de la loi française : soit en Belgique pour rendre possible la négociation immédiate de toutes les actions, y compris les actions d'apport (2), soit en Angleterre, pour éluder l'obligation de souscription intégrale du capital social (3), soit dans d'autres pays, pour éviter des charges fiscales ou des frais de constitution (4).

(1) Cass. 22 déc. 96, *Rev. Soc.* 97.127 ; 25 février 79, S. 81-I-461 ; 21 novembre 89, Cl. 89.850 ; 21 janvier 97, *Rev. Soc.*, 97.267 ; Cass. 29 avril 85, D. 85-I-225 ; 22 déc. 96, D. 97-I-159 ; Paris, 27 mars 1907, *Rev. Soc.*, 1908, 195 ; Lille, 21 mai 1908 ; Paris, 18 mai 1909 ; Rouen, 26 juil. 1912, J. S. 1913, 265 ; Paris, 26 mai 1903, *Rev. Dr. Com.* 1904, 330 ; Paris, 23 mars 1909, *Rev. Soc.* 1909, 441 ; Cour d'Alexandrie, 29 avril 1908, Cl. 1909, 253 ; Nancy, 8 mai 75, S. 76-II-137 ; Angers, 23 juin 1913, G. P. 1913-II-113 ; Rennes, 26 juill. 1926, G. P. 1927-1-59 ; Trib. Corr. Seine, 27 juil. 1910, R. S. 1910-II-430 ; Trib. Civ. Lille, 12 mai 1909, J. S. 1910, 35 ; Tr. Com. Nice, 24 mai 1907, R. S. 1909, 18 ; Trib. Com. Seine, 26 août 1902, *Rev. Crit.* 1903, 154 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 99, J. S. 99, 474 ; Trib. Civ. Marseille 21 nov. 1911, Cl. 1913, 598 ; Trib. Com. Nancy, 18 février 1907, G. P. 1907-I-441 ; Trib. Com. Seine, 14 avril 21, G. P. 1921-II-446, et de nombreuses autres décisions.

(2) Liège, 20 février 1901, Cl. 1902, 881.

(3) V. Rodriguez : Une fraude à la mode : des entreprises françaises constituées en sociétés anglaises.

(4) Civ., 20 juin 70, D. 70-I-416.

La question de savoir si le siège social est fictif ou frauduleux est une question de fait qui est laissée à l'appréciation des tribunaux. Cela a été formellement jugé par la Cour de Cassation (1). « Lorsque le juge du fait constate qu'il résulte des éléments du procès qu'une société étrangère en apparence d'après les statuts est en réalité une société française, cette constatation échappe au contrôle de la Cour de Cassation ».

Les tribunaux français admettent très bien que des français puissent fonder à l'étranger une société étrangère avec des capitaux français, même si l'exploitation doit avoir lieu en France (2) à la condition que le siège social indiqué par les statuts à l'étranger ne soit pas un vain mot, mais soit effectivement le siège de l'administration régulière de la société. Mais lorsque, en fait, la société est administrée de France, ils décident constamment que le siège social fixé statutairement à l'étranger est fictif que la société est en réalité française et que de plus elle est nulle, pour n'avoir pas observé les formalités de la loi française sur les sociétés (v. Jurisprudence citée ci-dessus).

15. *Cas où le siège social est divisé en plusieurs éléments*

Il peut d'ailleurs arriver que non seulement le siège social soit situé dans un pays différent du siège d'exploitation, mais que de plus il soit divisé en plusieurs élé-

(1) Crim., 4 août 1906, J. S. 1907, 346.

(2) Trib. Corr. Seine, 2 mars 1905, Cl. 1907, 429 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 99, G. P. 99-II-238.

ments eux-mêmes situés dans des pays différents. Dans ce cas, et dans le cas où le siège statutaire est purement fictif, et où l'on ne peut en tenir compte, les tribunaux ont eu à déterminer le lieu où se trouve le siège social. Ils ont considéré qu'il s'agissait là d'une question de fait, laissée à leur appréciation, et, selon les espèces, ils ont estimé que l'organe principal du siège social et de la société était tantôt le conseil d'administration, tantôt l'assemblée des actionnaires, tantôt le siège administratif tantôt un autre élément. Ils se sont efforcé de rechercher quel était en fait et dans chaque espèce le lieu d'où partait la direction effective de la société, où se trouvait sa « tête » (1).

Ce lieu sera en principe celui où se réunissent les assemblées générales d'actionnaires (2). Quelquefois, le lieu qui est considéré comme le centre de la société est celui où se tiennent les conseils d'administration (3):

(1) V. sur cette question l'article de M. Léon Mazeaud : *De la nationalité de sociétés*, Cl. 1928, 30.

(2) Paris, 12 mai 81, Cl. 82, 317 ; Trib. Corr. Seine, 10 février 81, Cl. 81, 158 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 99, Cl. 1900, 802 ; Lille, 21 mai 1908, S. 1908-II-177 ; Trib. Corr., Marseille, 31 déc. 1909, J. S. 1911, 456 ; Paris, 25 avril 1913, G. P. 1913-II-185 ; Paris, 10 novembre 1922, S. 22-II-128 ; Alexandrie, 19 avril 1908, *Rev. de d. i. p.*, 1908, 869 ; Trib. Arbr. Mixte germano-belge, 24 juin 22, *Rev. des décis. des T. A. M.*, 25, 58 ; Req., 1^{er} février 81, D. 81-I-314 ; en ce sens Pillet, p. 137 et 138.

(3) Civ., 20 juin 70, D. 70-I-416 ; Trib. Com. Seine, 27 août 91, Cl. 91-I-241 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 99, Cl. 1900, 802 ; Amiens, 9 novembre 1901, Cl. 1903, 167 ; Trib. Corr. Seine, 27 juill. 1910, G. P. 1910-II-152, et sur renvoi Rouen, 26 juillet 1912, G. P. 1912-II-151 ; Trib. Corr. Seine, 2 juillet 1912, D. 1912-II-165 ; Paris,

On prend quelquefois en considération le lieu où résident les dirigeants (1).

Parfois, les tribunaux retiennent « le lieu où se traitent les principales affaires (2).

D'autres fois, c'est le lieu où est concentrée l'administration de la Société qui l'emporte (3).

D'autres fois, on s'attache au lieu où se trouvent les bureaux (4), ou la comptabilité (5), ou simplement les

23 mars 1909, J. S. 1909, 268 ; Trib. Civ. Seine, 18 février 1893, G. P. 1893-I-238. En ce sens Goirand, p. 182 ; Leven, p. 53 ; Bosvieux, p. 489 ; Wahl, *Précis théor. et prat. de dr. com.*, n° 499 et ss.

(1) Req., 22 déc. 96, D. 97-I-159 ; Trib. Com. Nancy, 18 février 1907, Cl. 1907, 765 ; Trib. Com. Seine, 26 mai 1909, Cl. 1910, 195 ; Trib. Com. Seine, 29 juin 1910, *Journ. Trib. Com.* 1911, 217 ; Trib. Corr. Seine, 27 juillet 1910, G. P. 1910-II-152 et sur renvoi Rouen, 26 juillet 1912, G. P. 1912-II-151 ; Cons. Féd. Berne, 20 janvier 75, D. 75-II-169 ; Alexandrie, 29 avril 1908, Rev. D. I. P., 1908, 869.

(2) Trib. Com. Nancy, 18 fév. 1907, Cl. 1907, 765 ; Trib. Com. Seine, 26 mai 1909, Cl. 1910, 195 ; Trib. Com. Seine, 29 juin 1910, *Journ. Trib. Com.* 1911, 217 ; Trib. Corr. Seine, 27 juillet 1910, G. P. 1910-II-152 et sur renvoi, Rouen, 26 juillet 1912, G. P. 1912-II-151 ; Paris, 25 avril 1913, G. P. 1913-II-185 ; Cons. Féd. Berne, 29 janvier 75, D. 75-II-169.

(3) Req. 20 juin 80, D. 80-I-465, 22 déc. 96, D. 97-I-159 ; Trib. Corr. Marseille, 31 déc. 1909, J. S. 1911, 456 ; Trib. Corr. Seine, 27 juillet 1910, G. P. 1910-II-152 et sur renvoi Rouen, 26 juillet 1912, G. P. 1912-II-151 ; Paris, 10 novembre 22, S. 22-II-128 ; Alexandrie, 17 février 1908, Rev. d. i. p. 1908, 780 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 99, G. P. 99-II-238.

(4) Trib. Corr. Seine, 10 février 81, Cl. 81, 158 ; Paris, 27 mars 1907, Cl. 1907, 768.

(5) Trib. Com. Seine, 3 mai 99, Cl. 1900, 802 ; Trib. Com. Seine, 23 octobre 1908 et Paris 23 mars 1909, S. 1909-II-183 ; Trib. Com. Seine, 29 juillet 1910, *Journ. Trib. Com.*, 1911, 217 ; Trib. Corr.

archives (1), ou même au lieu où est rédigée la correspondance (2).

D'autre part, il est indubitable qu'on ne saurait choisir comme siège social un lieu où ne se trouvent que des employés subalternes (3) ou même une simple boîte à lettres (4).

Quelquefois même on ne tient aucun compte d'un véritable siège administratif (5).

Bref, sur ce point, les tribunaux se considèrent comme absolument libres. Il semble, d'ailleurs, que les solutions qu'ils adoptent soient conformes aux principes juridiques, car « le siège social correspond mieux que le centre d'exploitation à la notion abstraite de domicile. C'est au siège social que se trouvent concentrées les intérêts de la société, puisque c'est là qu'on rencontrera d'habitude ses organes essentiels et ses rouages adminis-

Seine, 2 juillet 1912, D. 1912-II-165 ; Alexandrie, 17 février 1908, *Rev. de d. i. p.*, 1908, 780.

(1) Trib. Com. Seine, 29 juin 1910, *J. Trib. Com.* 1911, 217 ; Trib. Corr. Seine, 2 juillet 1912, D. 1912-II-165.

(2) Req., 25 février 95, 95-I-341.

(3) Req., 22 déc. 96, D. 97-I-159 ; Trib. Corr. Marseille, 31 déc. 1909, *J. S.* 1911, 456.

(4) Trib. Com. Seine, 23 octobre 1908 ; Paris, 23 mars 1909, *S.* 1909-II-183 ; Trib. Corr. Seine, 2 juillet 1912, D. 1912-II-165 ; 19 mars 1920, *J. S.* 1924, 132.

(5) Trib. Corr. Seine, 10 fév. 81, Cl. 81, 158 ; Trib. Civ. Nevers, 15 déc. 91, Cl. 92, 1.023 ; Amiens, 9 nov. 1901, Cl. 1903, 167 ; Trib. Seine, 2 mars 1905, Cl. 1907, p. 421 ; Lille, 21 mai 1908, *S.* 1908-II-177 ; Cass., 6 juillet 1914, Cl. 1916-I-296 ; T. A. M., germano-belge, 16 octobre 23, Rec. déc. T. A. M., III, 570.

tratifs, que se discuteront et se décideront ses opérations et que viendront converger les résultats de son activité. Dès lors, il est rationnel d'y fixer le domicile de la société plutôt qu'au siège de son activité matérielle et industrielle. En outre, au point de vue pratique, le siège social, nécessairement unique, sera le plus souvent facile à déterminer (1). »

Dans certains cas néanmoins les tribunaux tiennent compte du siège d'exploitation, en matière fiscale notamment. L'art. 12, de la loi du 31 juillet 1920, dispose qu'il y a exemption de l'impôt sur les importations quand le vendeur « est établi » au pays d'origine. Par application de cet article, il a été jugé (2) « qu'aucun texte n'exige quand la vente a été faite par une société anonyme ayant le siège de ses opérations au pays d'origine, quelle justifie en outre que son siège social est fixé dans ce même pays ». Il s'agissait dans l'espèce de la société du Rio dont le siège social est à Londres et l'exploitation à Huelva.

De même il a été jugé (3) que les dispositions spéciales qui imposent aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, pour pouvoir fonctionner en France, d'y avoir un établissement autonome doivent les faire considérer comme étant domiciliées en France, en ce qui concerne l'application du régime fiscal institué par la loi du 29 mars 1914.

Il a été décidé également (4) qu'une société étrangère

(1) Houpin et Bosvieux, t. III, n° 1487.

(2) Cass. Civ., 1^{er} mai 1928, S. 1928-I-246.

(3) Cass. Req., 27 nov. 23, D. H. 1924, 22.

(4) Cass. Req., 29 juill. 1913, S. 1917 I-142.

est assujettie à l'impôt sur le revenu à raison des usines exploitées en France par une société en nom collectif formée par elle et qui n'a pas une existence indépendante de la société-mère.

On voit que ces arrêts attribuent certains effets secondaires à la situation du siège d'exploitation. Mais cette constatation n'infirme en rien ce que nous avons dit de la nationalité des sociétés, qui ne dépend que du siège social.

16. *Aperçu de droit comparé*

Comme la jurisprudence française, certaines jurisprudences étrangères décident que pour déterminer la nationalité d'une société il ne faut pas s'attacher au siège d'exploitation. La jurisprudence belge est tout à fait analogue à la jurisprudence française (1). En Angleterre, c'est l'enregistrement qui détermine la nationalité. Une société enregistrée en Angleterre a la nationalité britannique, alors même que le siège de ses opérations est dans un pays étranger, auquel appartiennent en outre son personnel administratif et ses actionnaires (2).

En Egypte, sont égyptiennes les sociétés qui sont fondées dans le pays. La Cour d'Alexandrie a décidé que seul, l'enregistrement en Angleterre ne suffit pas pour conférer à une société la nationalité britannique : « il ne dépend pas de la seule volonté des fondateurs d'une société de fixer sa nationalité, c'est la loi du véritable

(1) V. Trib. Com. Liège, 1^{er} février 1901, Cl. 1901, 387.

(2) Cour. d'appel d'Angleterre, 23 janv. 1917, Cl. 1917, p. 1123.

siège social qui doit déterminer les conditions de sa fondation et de son fonctionnement (1). Repoussant le critérium tiré du siège d'exploitation, elle déclare qu'une société belge constituée en Belgique par des fondateurs belges et français, et qui a son siège social à Bruxelles où ont lieu toutes les assemblées générales, où habitent les commissaires de surveillance, ne devient pas égyptienne par le seul fait d'avoir son champ d'activité en Egypte (2).

La même solution est admise en Allemagne (5).

On rencontre d'ailleurs quelquefois des cas embarrassants : (v. p. ex. sur la nationalité des sociétés ayant leur siège social dans une concession étrangère ou internationale en Chine (4). Le critérium du siège social est inapplicable car le territoire de la concession est chinois, et les sociétés ne sont pas chinoises).

17. *Essais d'unification intervenus avant 1914*

Mais d'autres législations se réfèrent à d'autres critères que celui du siège social, et il en résulte dans la pratique de graves difficultés. Dès avant la guerre on s'était préoccupé de remédier à ces inconvénients et d'éviter la double nationalité des sociétés.

Divers conférences et congrès ont étudié la question ; le congrès sud-américain de Montevideo (1888) avait

(1) Cour d'Alexandrie, 29 avril 1908, Cl. 1909, p. 253.

(2) Cour d'Alexandrie, 19 février 1927, S. 1927-IV-9.

(3) *Rev. de d. i. p.* 1904, 231. Reichsgericht, 9 mars 1904.

(4) Escarra au Cl. 1924, p. 1.142.

résolu d'appliquer aux personnes morales — en ce qui concerne leur constitution — la loi du siège social, — en ce qui concerne leur fonctionnement, la loi du pays où il a lieu. Dans les résolutions du Congrès de Paris (1889) nous lisons que « la nationalité d'une société sera déterminée par la loi du lieu où elle aura été constituée sans fraude et où elle aura fixé son siège social ; ce siège social ne peut être que dans le pays où elle aura été constituée. L'Institut de Droit International, dans sa session à Hambourg (1891) avait voté la résolution suivante . « On doit considérer comme pays d'origine d'une société par actions le lieu dans lequel est établi sans fraude son siège légal ». Cette formule paraît acceptable ; elle est en tout cas préférable à la solution bâtarde qui fut adoptée au Congrès International des sociétés par actions de 1900 : « La nationalité d'une société par actions doit être déterminée par le pays où elle a son principal établissement ou par le pays de son siège social réel fixé par les statuts ».

Nous verrons que la question n'est pas encore définitivement résolue et qu'elle a fait l'objet d'une étude sous les auspices de la Société des Nations.

18. *La nationalité des sociétés pendant la guerre*

Nous traiterons rapidement cette question qui ne rentre qu'indirectement dans notre sujet, puisque pendant la période de guerre les tribunaux ont précisément rejeté tout critérium de nationalité des sociétés tiré de la situation du siège social ou du siège d'exploitation pour s'at-

tacher aux circonstances de fait et rechercher dans chaque espèce la personnalité agissante (1).

Certains auteurs enseignaient que l'état de guerre ne pouvait en rien changer le critérium de la nationalité des sociétés (2), mais la Cour de Cassation s'appuyant sur la théorie de l'interposition de personnes (art. 1^{er} du décret du 25 septembre 1914) décida « qu'il appartient aux juges du fond, appréciant souverainement les faits de la cause, de déclarer qu'une société, bien que fondée en France conformément à la loi française, et ayant en France son siège social réel, est cependant en réalité une personne interposée sous le couvert de laquelle une entreprise allemande faisait le commerce en France et doit en conséquence être maintenue sous séquestre (3) ».

Les tribunaux maintinrent donc sous séquestre toutes les entreprises dans lesquelles ils relevèrent une « prédominance » ennemie (4) que cette prédominance vienne de la nationalité des capitaux (5), de celle des associés et

(1) V. Tchernoff : *L'effet de la guerre sur les sociétés étrangères ennemies*. *Rev. Pol. et Parlem.*, juillet 1916; Landry : *La nationalité des sociétés*, *ibid.*, nov. 1916; Barrault : *Des entreprises allemandes constituées sous forme de sociétés françaises*, *Rev. de d. i. p.*, 1916, p. 159; Lyon-Caen, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1916 et 17; Wahl : *Situation des sociétés de nationalité ennemie ou composées de sujets ennemis*, *J. S.* 1916, 153; Lyon-Caen, *Cl.* 17, p. 5; Pic, *Contribution à l'étude de la nationalité des sociétés*, *Cl.* 17, p. 841.

(2) Wahl, *J. S.* 1916, p. 153.

(3) Req., 20 juillet 1915, *Conservés de Lenzbourg*, *Cl.* 1916, 248..

(4) Paris, 30 juillet 1919, *J. S.* 20, 226.

(5) Arg. tiré de Montpellier, 24 janvier 1916, *S.* 1916-II-17, et Paris, 27 février 1917, *J. S.* 1918, p. 175.

gérants (1), de celle des membres du Conseil d'administration (2). Dans le cas de sociétés qui n'avaient leur siège ni en France ni en Allemagne, mais qui, en fait, étaient dirigées par des Allemands, les tribunaux ont décidé que la nationalité de ces sociétés était bien celle du 3^e pays, mais qu'il y avait lieu néanmoins de les mettre sous séquestre (3) à condition qu'il soit prouvé que les capitaux allemands étaient en majorité dans l'affaire (4). Si les intérêts ennemis n'étaient pas en majorité, l'ordonnance du Président du Tribunal Civil de la Seine du 14 déc. 1915, J. S. 1916-114 décide que « dans le cas où une société étrangère qui possède une succursale en France comprend des administrateurs ou actionnaires ressortissant à une puissance ennemie, il y a lieu de placer sous séquestre les bénéfices pouvant résulter au profit de ceux-ci de l'exploitation de la Société en France ».

Les tribunaux mirent également sous séquestre les succursales et filiales des maisons ennemies qui, sous une apparence autonome, se rattachaient étroitement à la maison-mère (5). Ils délièrent les associés français des liens qui les unissaient à des sociétés allemandes (6).

Quelques décisions restent cependant attachées, au

(1) Réf. Trib. Civ. Seine, 18 nov. 1920, G. P. 1921-I-597.

(2) Aix, 19 mai 1915, J. S. 1918, p. 176.

(3) Aix, 19 mai 1915, J. S. 1918, p. 176.

(4) Trib. Seine, Réf. 28 déc. 1915, J. S. 1917, 110 ; Rouen, 19 janvier 1916, D. 18-II-17.

(5) Réf. Trib. Civ. Seine, 20 juillet 1915, Cl. 15, p. 672 ; Paris, 30 juillet 19, J. S. 1920, 226.

(6) Paris, 30 juillet 1919, J. S. 1920, 226.

moins en principe, au critérium du siège social (1).

Cette jurisprudence fut en partie déterminée par une circulaire du garde des sceaux du 29 février 1916, opposant les indices auxquels s'attache le droit privé et ceux qui intéressent le droit public pour la détermination de la nationalité des sociétés. D'après cette circulaire, le droit public, applicable en temps de guerre, doit faire abstraction de la personnalité morale des sociétés ; le siège social n'est qu'une présomption de contrôle national, mais une présomption non irréfragable.

En Angleterre, la jurisprudence suivit une évolution analogue (2).

19. Les traités et la notion de « contrôle »

Les traités qui mirent fin à la guerre de 1914 firent intervenir la notion anglaise de « contrôle », c'est-à-dire la prédominance d'un pays dans la marche d'une société (3). On aurait pu croire que le critérium de la nationalité des sociétés allait être changé. En fait, seuls les Tribunaux Arbitraux Mixtes s'inspirèrent du « contrôle », mais la jurisprudence française, après quelques hésitations, revint à ses errements d'avant-guerre.

Les Tribunaux arbitraux mixtes, interprétant les trai-

(1) Rouen, 19 janvier 1916, D. 18-II-17.

(2) V. de Visseler, *La nationalité et le caractère ennemi des sociétés commerciales d'après la jurisprudence des Cours anglaises*, *Rev. de d. i. p.*, 1917, 503.

(3) Traité de Versailles, art. 74 et 297 b.

tés, décident qu'il y a lieu de rechercher non seulement la nationalité des personnes qui possèdent la majorité des actions d'une société, mais encore celle de tous ceux qui dans toutes les parties de son administration peuvent assurer la maîtrise aux ressortissants d'une puissance quelconque (1). D'après eux, le siège n'est pas déterminant pour fixer la nationalité des sociétés de capitaux (2). *A fortiori*, il ne peut avoir pour effet de conférer à une société de personnes une nationalité autre que celle de ses membres (3).

20. La jurisprudence française après la guerre

On aurait pu croire que la jurisprudence française qui avait, durant la guerre, touché du doigt les inconvénients du critérium du siège social, se laisserait entraîner par ces exemples et séduire par le système du contrôle. Et, de fait, quelques décisions semblaient avoir adopté un système très voisin (4). Un jugement de Colmar rompit même définitivement avec la théorie traditionnelle, constatant « qu'il se dessine dans la jurisprudence une tendance, motivée par de très légitimes appréhensions d'ordre national, qui tend à déterminer le vrai caractère

(1) T. A. M. franco-allemand, 25 juin 1923, G. P. nov. 28, Som., p. 80.

(2) T. A. M. franco-allemand, 31 août 21, *Rec. des décis. des T. A. M.*, 21 401 ; T. A. M. franco-allemand, 30 sept. 21, *ibid.*, 1921, 422.

(3) T. A. M. franco-allemand, 27 octobre 23, S. 1924-II-25.

(4) Douai, 24 déc. 23, D. H. 24, 194.

national d'une société commerciale composée entièrement ou en partie de membres étrangers, en recherchant des indications plus sûres que celles qui découlent du lieu de son siège » (1).

Mais, à vrai dire, le critérium du siège social n'avait jamais été complètement abandonné (2), et un arrêt de Montpellier (3) revient à la pure théorie d'avant-guerre en décidant que la nationalité d'une société est déterminée par son domicile et celui-ci par le lieu où elle a son principal établissement, c'est-à-dire le lieu dont elle a fait le centre de ses affaires, où se trouvent concentrées son activité et sa vie juridique, où fonctionnent ses services essentiels, en d'autres termes son siège social. On en arrive ainsi à donner la qualité de françaises à des sociétés formées uniquement par des étrangers, et à attribuer à ces sociétés des avantages dont ne jouiraient pas séparément les membres qui la composent. Par exemple, une société française formée par des anglais avec des capitaux anglais, peut bénéficier du droit de reprise de la loi du 30 juin 1926 alors que pris comme individus, les étrangers qui la composent n'auraient pu prétendre à cette prérogative ! (4).

Aussi un mouvement semble-t-il se dessiner dans la doctrine en faveur d'une modification du critérium de

(1) Colmar, 29 octobre 1925, S. 1927-II-33.

(2) Rouen, 19 janvier 1916, D. 18-II-17 ; Paris, 17 déc. 19, J. S. 20, p. 405.

(3) 3 mai 26, S. 26-II-75. Dans le même sens, Rennes, 26 juillet 26, G. P. 27-I-59.

(4) Cass. Req., 24 déc. 28, Rey c. La Soie artificielle de Calais, G. P. 10 janvier 29 et S. 1929-I-121.

la nationalité des sociétés. Les arrêts ci-dessus rapportés sont vivement critiqués (2).

Dans un article intitulé : « De la nationalité des sociétés » (1), M. Mazeaud soutient que, d'après la jurisprudence, pour qu'une société puisse être considérée comme ayant la nationalité d'un état, il faut la réunion de trois conditions : 1° qu'elle ait établi son siège social réel dans cet état ; 2° qu'elle soit constituée suivant la loi de ce pays et enfin 3° qu'elle soit rattachée à cet état par un lien sérieux, un intérêt légitime, par un « lien de fond ».

21. *Le rapport du Comité de la S. D. N.*

La question de la nationalité des sociétés a fait l'objet d'une étude approfondie par le Comité d'experts pour la codification progressive du droit international désigné par la S. D. N. Un rapport fut dressé et adopté par le Comité en avril 1927 (3). Ce rapport fait un historique de la jurisprudence : avant-guerre, critérium du siège social, pendant la guerre, critérium du contrôle ; après guerre, retour aux conceptions traditionnelles. Il paraît impossible au Comité de joindre et de combiner les critères d'avant-guerre et le contrôle pour tenir compte à la fois des nécessités du temps de paix et du temps de

(1) V. note de M. Rousseau au S. 1926-II-75, et note sous Cass. Req., 24 déc. 28, précité, G. P. 10 janvier 29 ; note de M. Niboyet sur le même arrêt, au S. 1929-I-121.

(2) Cl. 1928, p. 30.

(3) Publications de la S. D. N. ; V. Questions juridiques, 1927, v. 12 ; C. 207, M. 81, 1927, V.

guerre. Il faut, dit-il, soit adopter la notion de contrôle comme critérium, soit retourner aux critères d'avant-guerre, en les modifiant d'après les nécessités des temps nouveaux. Mais la notion de « contrôle » paraît au Comité trop élastique et trop équivoque pour servir de base en vue d'un règlement international. D'autre part des règles rigides sur la nationalité des sociétés n'auraient pas de chances de succès.

Le rapport fait remarquer la distance considérable qui sépare la nationalité des personnes physiques de la nationalité des personnes morales, et constate que, pour les personnes morales, domicile et nationalité ne font qu'un. (La législation argentine a même pu complètement substituer la notion de domicile à celle de nationalité). Pour conclure, il propose d'adopter comme règle internationale que « la nationalité des sociétés de commerce se détermine d'après la loi de leur constitution et d'après le siège social dont la qualification juridique est soumise à la loi susmentionnée de leur formation ».

A condition de laisser à chaque état la faculté de définir juridiquement la notion de siège social réel, il paraît possible au comité de la S. D. N. d'aboutir à une entente internationale qui serait très désirable.

Le projet est surtout caractéristique en ce qu'il exige une liaison nécessaire entre la loi compétente et le fait matériel du domicile.

Dans ses observations sur le rapport de M. Rundstein, M. Schücking, membre du Comité, étudie le cas particulièrement intéressant pour nous, où les organes du siège social sont dispersés, où les assemblées générales se

réunissent dans un autre pays que le Conseil d'administration. M. Schücking considère alors comme « siège social effectif » celui où se trouve le conseil de surveillance ou le comité administratif ; et cependant il reconnaît lui-même (1) que la jurisprudence internationale pourrait s'engager dans une autre voie et que l'arrêt n° 7 de la Cour Permanente de Justice Internationale préfère s'attacher au lieu où se réunissent les assemblées d'actionnaires. Nous avons vu les hésitations de la jurisprudence française sur ce point.

M. Schücking cite des cas où une société, bien que formant matériellement une « unité économique » peut être considérée formellement comme deux sociétés établies dans des pays différents. La Banque Ottomane, par exemple, est dirigée par une assemblée d'actionnaires et par deux comités administratifs, dont l'un siège à Londres, et l'autre à Paris. De plus, elle a son siège statutaire à Constantinople où elle est Banque d'Etat et jouit du privilège d'émission. Dans ces cas anormaux, l'Etat dans lequel la question se pose de déterminer la nationalité de telles sociétés devrait le faire d'après sa propre conception du siège social effectif. Dans l'espèce, aucun doute n'est possible : la société est ottomane. Mais si l'on admettait la règle formulée par M. Schücking, il pourrait arriver dans des cas analogues qu'une société soit reconnue comme nationale par plusieurs états. Et cette considération a amené M. Rundstein, dans ses remarques sur les observations de M. Schücking, à émettre l'opinion

(1) P. 20 du rapport.

que « le cas de plusieurs sièges sociaux ou de pluralité d'organes (dédoublément du Conseil d'administration sous forme de Comités administratifs) reste sans aucune influence sur le fondement du critère principal de la nationalité » ; les sièges supplémentaires seront subordonnés au siège principal. Mais comment déterminer le siège principal ? Le rapporteur est muet sur ce point.

Revenant ensuite sur l'idée fondamentale de son rapport, à savoir la liaison qui doit exister entre la loi de la constitution et le siège réel établi dans l'Etat de la constitution, M. Rundstein rejette comme impropre à un règlement international la théorie du « domicile élu » qui a été soutenue par une partie de la doctrine et de la jurisprudence françaises (1).

Il considère comme de simples « formes pathologiques » les cas de la Cie du Canal de Suez, de la Banque d'Etat du Maroc, de la Deutsch Niederländische Telegraphengesellschaft qui sont précisément caractérisés par le fait que le siège social est établi dans un autre pays que celui dont la société a adopté la loi pour sa constitution. Pour M. Rundstein, de telles situations ne peuvent résulter que de circonstances exceptionnelles, ne peuvent être sanctionnées que par des conventions diplomatiques et ne peuvent s'expliquer que par des raisons historiques.

Bref, les conclusions du Comité sont résumées dans le projet de Convention suivant :

Art. 1. — Les Etats parties à la convention sont d'accord que la nationalité des sociétés de commerce est à

(1) V. *suprà* et en particulier Lille, 21 mai 1908.

déterminer par la loi d'une des Parties contractantes à laquelle a été soumise leur constitution et par le siège social réel établi dans le territoire de l'Etat de leur constitution. »

« Art. 2. — La détermination de la nationalité ainsi conçue ne porte aucune atteinte à la liberté des Etats contractants de statuer sur les conditions formelles et matérielles auxquelles serait soumise la constitution des sociétés de commerce, ces règles dépendant entièrement de la législation territoriale. »

« Art. 3. — Dans les rapports entre les Parties contractantes, la qualification juridique du siège social se déterminera d'après les dispositions de la législation territoriale dont relève la constitution de la société.

« Toutefois, le siège statutaire devant se rattacher au territoire de la constitution de la société, les Parties contractantes auront la liberté de qualifier un siège social comme fictif et artificiel, si le rattachement avec le territoire d'un Etat contractant ou d'un Etat tiers est établi frauduleusement pour éluder les dispositions impératives de la législation compétente ou si le siège réel et effectif ne se trouve pas dans le pays de la constitution.

« La déchéance de la nationalité du chef d'un siège fictif et artificiel ordonnée par un des Etats contractants sera reconnue par les autres Etats contractants. Les effets juridiques de cette déchéance seront déterminés d'après les dispositions en vigueur dans les Etats contractants dont les tribunaux et les autorités administratives seront saisies en vue du règlement des sanctions s'y rattachant. »

« Art. 4. — Le critère de la nationalité des sociétés de commerce déterminé d'après les dispositions de cette convention s'appliquera à leurs succursales, agences, établissements subsidiaires et auxiliaires ne jouissant pas d'une existence autonome ou indépendante, même si elles sont situées en dehors de l'Etat d'origine de la société principale ».

Conclusion sur la nationalité des sociétés

De tout ce que nous venons de dire, il résulte que le critérium du siège social est préconisé par une grande partie de la doctrine et généralement admis par les tribunaux, notamment par les tribunaux français, et, pour notre part, nous n'hésitons pas à nous rallier à ce point de vue. C'est qu'en effet ce critérium est incontestablement le plus pratique, et la plupart du temps le plus légitime. Il permet de déterminer la nationalité d'une société d'après un indice extérieur facile à vérifier, stable, sans procéder à des recherches toujours délicates sur la nationalité des associés, des dirigeants, ou des capitaux, qui peut d'ailleurs changer. Il permet d'éviter dans tous les cas la double nationalité et l'absence de nationalité.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que le système du siège social soit entièrement exempt d'inconvénients : il peut faire reconnaître à des étrangers qui fondent une société en France des droits qui seraient refusés à ces mêmes étrangers pris individuellement. En temps de guerre, l'intérêt de la défense nationale exigerait qu'on abandonne temporairement le système du siège social pour

recourir à celui du « contrôle » ou à un système analogue. En temps de paix, il appartiendrait au législateur de réglementer les conditions auxquelles les étrangers peuvent fonder des sociétés en France, pour éviter que ceux-ci ne bénéficient d'avantages que la loi leur refuse formellement.

CHAPITRE II

PUBLICITE ET PLURALITE D'ETABLISSEMENTS

28. *Textes*

Le législateur a cru devoir entourer la création d'une succursale de certaines formalités de publicité. Ces formalités sont édictées dans les articles 56-59 de la loi du 24 juillet 1867 et dans la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce.

L'article 55 de la loi du 24 juillet 1867 stipule que « dans le mois de la constitution de toute société commerciale, un double de l'acte constitutif, s'il est sous seings privés, ou une expédition, s'il est notarié, est déposé au greffe de la justice de paix et du Tribunal de Commerce du lieu dans lequel est établie la société ». « Des formalités spéciales sont en outre prévues pour les sociétés en commandite par actions et pour les sociétés anonymes. »

L'article 59 de la même loi prévoit que « si la société a plusieurs maisons de commerce situées dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 55 et la pu-

blication prescrite par l'article 56 ont lieu dans chacun des arrondissements où existent les maisons de commerce. Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement ». Or, l'article 56 auquel il est fait allusion édicte dans son dernier paragraphe que « les formalités prescrites par l'article précédent (55) et par le présent article (56) seront observées, à peine de nullité à l'égard des intéressés... »

On voit immédiatement l'utilité d'une telle publicité pour les tiers. Elle leur permet de connaître les statuts de la société et leur apprend quels sont les pouvoirs exacts de ses différents organes : assemblée, conseil, administrateurs. Ils éviteront ainsi la surprise désagréable d'avoir traité avec un employé sans pouvoir. De plus, la publicité de l'acte constitutif permet souvent de recueillir des renseignements intéressants sur l'importance de la société, les capitaux qu'elle possède, les personnes qui ont participé à sa fondation.

Serait-il suffisant qu'une telle publicité ait lieu au siège social seulement ? Nous ne le croyons pas. Le public qui veut faire des affaires avec les succursales, a le plus grand intérêt à être renseigné sur la société avec laquelle il traite, sur les pouvoirs du directeur de la succursale. La rapidité des opérations commerciales exige qu'il puisse obtenir immédiatement toutes les indications dont il a besoin. La publicité aux lieux des succursales est donc fort utile, mais son omission est-elle si grave qu'elle doive être sanctionnée par la nullité de la société ?

Une controverse s'est élevée dans la doctrine et la

jurisprudence sur le point de savoir si l'omission des formalités de publicité au lieu d'une des « maisons de commerce », pour employer l'expression de la loi de 1867, entraîne la nullité de la société.

23. Doctrine. — Premier Système : pas de nullité

Examinons d'abord la doctrine. Une première opinion, s'appuyant sur le texte même de l'article 59, observe qu'il n'édicte aucune nullité. Si donc cet article peut être considéré comme se suffisant à lui-même, rien ne permet aux tribunaux de déclarer nulles les sociétés qui ont omis la publicité au lieu de leurs succursales : Pas de nullité, sans texte. Il est d'ailleurs certain, si l'on se rallie à cette opinion, que les tiers qui auraient été lésés par le défaut de publicité, ont un recours contre la société coupable de cette négligence et peuvent lui réclamer des dommages-intérêts en vertu de l'art. 1382, Code Civil.

On a objecté à ce système que l'article 55 et l'art. 56 auxquels renvoie l'art. 59, sont, eux, expressément sanctionnés par la nullité de la société. On a fait observer également que l'ancien article 42 du Code de Commerce sanctionnait le défaut de publicité dans une succursale par la nullité de la société. A ceci, l'on peut répondre que si l'article 59 renvoie aux art. 55 et 56, c'est uniquement en vue d'indiquer les formalités à remplir, et non pour sanctionner leur omission. Quant à l'ancien art. 42 du Code Com., il est aujourd'hui abrogé et remplacé par la loi de 1867, et l'on n'en peut tirer argu-

ment pour résoudre la difficulté. On peut citer dans ce sens une importante partie de la doctrine (1).

24. Deuxième Système : Nullité

Une autre opinion soutient que si l'article 59 se réfère aux articles 55 et 56, c'est non seulement pour déterminer les formalités à remplir, mais aussi et surtout pour indiquer la sanction au cas de non observation. Une société qui n'a pas été publiée au lieu d'une seule de ses succursales, serait nulle dans son entier. Cette opinion s'appuie également sur l'argument tiré de l'ancien article 42 du Code de Commerce (2).

Ce système paraît évidemment plus conforme à la lettre et à l'esprit de la loi, mais on voit immédiatement surgir dans la pratique ses inconvénients qui sont extrêmement graves.

La sanction n'a été en effet, édictée que dans le but de protéger les tiers et de faciliter leurs recherches. Or, comment les tiers pourront-ils savoir si la société a bien rempli les formalités de publicité, non seulement dans la succursale avec laquelle ils traitent, mais dans toutes

(1) Lyon-Caen et Renault, n° 211 ; Thaller, n° 366 ; Arthuys, n° 809 ; Thaller et Pic, n° 316 ; Lyon-Caen, note au S. 86-II-41 ; Deloison, n° 51 ; Hémard, n° 124 ; Lacour, n° 270.

(2) En ce sens, Pont, t. II, n° 1.223 ; Vavasseur, n° 923 ; Goirand, n° 231 ; Rousseau, n° 392 ; Bosvieux, J. S. 1908, 54 ; Pic Dalloz *Pratique*, v° Société, n° 751 ; Rivière, *Commentaire de la loi sur les sociétés*, p. 286 ; Bédarrides, *Sociétés*, t. II, n°s 608-610 ; Alauzet, *Droit Commercial*, I, 608 ; Mathieu et Bourguignat, *Sociétés*, p. 274.

ses succursales ? Loin de faciliter la tâche des tiers, cette sanction la rend donc singulièrement difficile, sinon pratiquement impossible. C'est ce que fait très bien remarquer M. Wahl (1).

25. Systèmes intermédiaires

Il paraît donc illogique en théorie et néfaste en pratique de sanctionner de la même façon le défaut de publicité pour le siège social et pour une succursale. Aussi certains auteurs se sont-ils efforcé de restreindre l'application de la nullité prévue par la loi.

On a d'abord fait une distinction entre les succursales qui sont créées au moment de la fondation de la société et celles qui sont créées postérieurement. Pour les succursales, créées en même temps que la société, aucune discussion n'est possible, sinon le texte ne recevrait plus aucune application. Mais pour les succursales créées postérieurement, on a fait remarquer que l'art. 59 relatif aux succursales renvoie aux art. 55 et 56 qui prévoient des formalités qui doivent être remplies dans le mois de la constitution de la société. Si donc la succursale est fondée plus d'un mois après la maison-mère, il n'est pas possible de faire la publicité dans les délais légaux, et l'on ne saurait sanctionner par la nullité l'omission d'une formalité impossible à remplir (2). M. Bosvieux fait remarquer que « l'ouverture d'une suc-

(1) Note sous Madagascar, 27 juillet 1910, S. 1911-I-265.

(2) Système de M. Vavasseur et de M. Wahl. Dans le même sens, Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 1924, 210 ; Bosvieux, note ss. Madagascar,

succursale au cours de l'existence de la société ne peut entraîner la nullité d'une société régulièrement constituée à l'origine, et le défaut d'accomplissement des formalités de publicité n'a alors pour effet, que de faire considérer la succursale comme inexistante pour toutes les opérations par elle conclues ». Dans un article publié au J. S., 1908, 49, il notait déjà que si la création des succursales est postérieure à celle de la société, aucun texte n'exige impérieusement une publication, et l'on ne peut « étendre la nullité par analogie ».

D'après une interprétation préconisée par M. Wahl (1) « c'est seulement au lieu de la succursale que la société non publiée dans une succursale est nulle ; l'art. 59 ne dit pas le contraire, la Cour de cassation non plus, et on ne saurait imputer au législateur l'intention d'avoir considéré comme nulle partout une société régulièrement publiée au seul endroit où les tiers, à l'exception de ceux qui traitent dans le ressort d'une succursale, chercheront à voir s'il y a eu publicité » : Il ne s'agirait donc que d'une nullité relative. Mais, comme nous le verrons la jurisprudence ne s'est pas jusqu'à présent engagée dans cette voie.

26. *Jurisprudence*

La jurisprudence, elle aussi, a cherché par tous les moyens à restreindre la portée de la nullité édictée par la loi.

27 juillet 1910, J. S. 1911, 160 ; *Contrà* : Copper-Royer, *Traité théor. et prat. des sociétés anon.*, n° 306.

(1) Précis de droit commercial, n° 545.

Tout d'abord, elle a déterminé très strictement les conditions que doit remplir un établissement pour mériter l'appellation de « maison de commerce », et pour être soumis aux formalités de publicité. Il faut que l'établissement soit vraiment une succursale, c'est-à-dire qu'il y ait à sa tête un agent de la société ayant pouvoir de traiter avec les tiers (1). Souvent, pour éviter de prononcer la nullité, les tribunaux déclarent que la prétendue succursale n'était qu'un chantier d'opérations (2). Il faut qu'il s'agisse d'un établissement permanent (3). une filiale ne serait pas soumise à la publicité de l'art. 59 (4). De même dans les groupements de sociétés, qu'on les nomme trusts, omniums, cartels ou comptoirs, il n'y aurait lieu à publicité que si les établissements fondateurs perdaient toute autonomie. Dans ce cas, des publications seraient nécessaires au siège central et aux sièges secondaires de la nouvelle société (5).

D'après la définition de M. Broallier, une succursale est un organe accessoire, distinct de la maison principale, traitant les mêmes affaires qu'elle et ayant à sa tête un employé pouvant traiter avec les tiers, mais subordonné. C'est à peu de chose près la définition qu'en donnent Houpin et Bosvieux (6) et cette notion de succursale

(1) Bosvieux, J. S. 1908, 49.

(2) Paris, 19 mars 1895, *Rev. Soc.* 1895, p. 280 ; Besançon, 23 mars 1910, J. S. 1911, p. 20 ; Cass., 14 nov. 87, D. 89-I 205 ; Trib. Civ. Seine, 20 janvier 85, J. S. 85, p. 359.

(3) Paris, 19 mars 85, précité.

(4) Cass. Civ., 12 déc. 1850, S. 1851-I 170.

(5) Pic, I, 259.

(6) T. II, n° 1.205, p. 642.

paraît avoir été acceptée par la jurisprudence, par opposition avec le simple chantier d'exploitation (1).

C'est ainsi qu'il a été décidé que les gares mêmes importantes des Compagnies de Chemins de fer (2), les directions locales du Crédit foncier (3) ne constituent pas des établissements soumis à la publicité.

Dans un grand nombre de cas où il s'agissait indubitablement de succursales authentiques, les tribunaux ont cherché à éviter l'application de la nullité par des considérations tirées de l'espèce en cause, en déclarant, soit que le demandeur n'a pas qualité pour se prévaloir de cette nullité (4), soit que les formalités ont été remplies avant la demande en nullité, bien que tardivement (5), soit que, au moment de l'introduction de l'instance, la succursale n'existait pas encore (6).

Les tribunaux, adoptant le système proposé par certains auteurs ont parfois décidé que la nullité n'était encourue qu'à l'égard des tiers qui ont contracté avec la succursale. Un jugement du Tribunal Civil de Lons-le-Saulnier (7) avait déclaré qu'il s'agit d'une « nullité absolue d'ordre public ». Sur appel, la Cour de Besançon

(1) Besançon, 23 mars 1910, J. S. 1911, 20 ; Trib. Com. Gand, 11 mai 1907, J. S. 1909, 25 ; Paris, 19 mars 95, J. S. 95, 267 ; Besançon, 16 octobre 1928, G. P. 1928-II-740 ; Trib. Com. Seine, 6 avril 1927, G. S., mai 1927.

(2) Bourges, 7 nov. 1923, R. S. 1924, 74.

(3) Aix, 6 décembre 1923, R. S. 1924, 75.

(4) Madagascar, 27 juillet 1910, S. 1911-I-265.

(5) Trib. Seine, 20 janvier 1883, J. S. 85, 350.

(6) Cass. Req., 27 décembre 1927, G. P. 1928, Somm., p. 9.

(7) 29 mars 1928, G. P. 1928-II-201.

semble avoir voulu atténuer cette rigueur car elle dit seulement que « la nullité peut être invoquée par les tiers qui ont contracté avec la succursale ». La Cour de Hanoï (1) admet que cette nullité « se rapproche en principe, d'une nullité absolue » qu'elle peut être demandée par toute personne intéressée, mais qu'il faut un intérêt pécuniaire et juridique. En réalité, on ne voit pas ce qui peut, dans la loi, donner à cette nullité le caractère relatif, contrairement au système admis pour les autres nullités.

Certains tribunaux, adoptant le système de M. Bosvieux, déclarent que la nullité n'est encourue que pour le défaut de publicité dans les succursales créées par la société au moment de sa fondation (2). On ne voit pas non plus sur quel texte de loi se fonde cette distinction.

Des jugements ont même été jusqu'à dire franchement que le défaut de publication dans une succursale n'entraîne pas la nullité de la société (3).

Cependant la majorité de la jurisprudence est en sens contraire et la question ne peut plus guère se discuter depuis un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation qui s'est prononcé pour la nullité (4).

(1) 12 février 1926, J. S., sept. 26.

(2) Trib. Civ. Seine, 9 nov. 98, R. S. 99, 253.

(3) Trib. Com. Seine, 6 avril 1927, *Gaz. Soc.*, mai 27 ; Trib. Civ. Marseille, 13 août 1903, J. S. 1904, p. 164 ; Nancy, 14 octobre 1911, *Gaz. Soc.*, 1913, 444.

(4) Cass. Civ., 21 nov. 1916, D. P. 1921-I-9 ; Thiéry c. Libercier ; dans le même sens : Trib. Com. Amiens, 13 janvier 1910, R. S. 1911, 246 ; Madagascar, 28 novembre 1906, J. S. 1907, 269 ; Paris, 29 décembre 1885, R. S. 86, p. 144 ; Madagascar, 27 juillet 1910,

Des décisions récentes estiment même que la nullité peut être invoquée par « l'ancien directeur de la succursale, comme fin de non-recevoir à l'action en reddition de comptes dirigée contre lui » (1).

27. Conséquences du système adopté par la jurisprudence

La solution rigoureuse admise par la jurisprudence est une source de gros frais pour les sociétés à succursales multiples telles que les établissements de crédit, de transport, etc... Si, au moment de leur naissance, ces sociétés n'ont que des succursales peu nombreuses, les fondateurs y rempliront facilement et à peu de frais les formalités de publicité. Mais si, au cours de leur existence, ces sociétés ouvrent des succursales nouvelles, les administrateurs reculeront souvent devant les frais d'une publicité qui doit être effectuée au siège de tous les établissements de la société. Si, par suite, les statuts de la société viennent à subir une modification, il faudra la publier dans toutes les succursales, sous peine d'invalidité de la modification, et peut-être de nullité de la société et de responsabilité des administrateurs. On ne saurait donc trop recommander aux administrateurs de sociétés à établissements multiples de veiller à la régularité de la publicité légale.

J. S. 1911, 160 ; Besançon, 16 octobre 1928, G. P. 28 II-740 ; Hanoï, 12 février 26, J. S. septembre 26 ; Cass. Req., 27 décembre 27, R. S. 28, p. 107 ; Cass., 18 décembre 1850, D. 51, V. 496 ; Cass. 26 janv. 85, D. 85-II-195.

(1) Besançon, 16 octobre 28, G. P. 28-II-740 ; Amiens, 13 janvier 1910, R. S. 1911, 246.

On doit reconnaître que le système de la jurisprudence paraît plus conforme au texte de la loi. Juridiquement, il semble que la nullité doit s'imposer comme sanction au cas de non observation des formalités des art. 55 et 56. Tous les systèmes et toutes les subtilités inventés par les auteurs et les arrêts ne sont que des subterfuges destinés à pallier à une situation inacceptable en fait. Une révision de la loi s'impose donc sur ce point, et il semble que l'on pourrait admettre comme base le système proposé par certains auteurs : pas de nullité de la société, mais recours possible des tiers lésés par le défaut de publicité, en vertu de l'art. 1.382.

28. *Droit international*

Nous venons de voir quelles sont, d'après la loi de 1867 les formalités de publicité à remplir par les sociétés qui possèdent des succursales. Mais cette loi ne s'occupe que des sociétés françaises en France. Il nous reste à examiner quelles seront les obligations des sociétés étrangères qui établissent des succursales ou des sièges d'opérations en France, et quelles seront les obligations des sociétés françaises qui opèrent à l'étranger.

29. *Cas des Sociétés étrangères en France*

Aucun texte n'exige des sociétés étrangères qui fondent un établissement en France qu'elles y accomplissent des formalités de publicité : la loi de 1867 ne s'occupe que des sociétés françaises et la question s'est posée de

savoir si l'on pouvait, par analogie, étendre ses dispositions aux sociétés étrangères. Certains auteurs se sont demandé si l'on ne pourrait pas, au nom de l'ordre public, exiger qu'elles se soumettent aux mêmes formalités que les sociétés françaises. Toutefois, dans le silence de la loi, une telle extension paraît abusive et la majorité des auteurs et des arrêts la repousse. La règle générale est en matière de formalités : *Locus regit actum*, et, dans l'absence de textes, on ne saurait imposer aux sociétés étrangères des obligations qui n'ont pas été prévues par le législateur. Les tribunaux sont presque unanimes dans ce sens (1). La majorité des auteurs approuve cette jurisprudence, tout en faisant appel au législateur pour combler cette lacune (2). Plusieurs projets ont d'ailleurs été déposés en vue de compléter la loi sur ce point et d'assujettir les sociétés étrangères aux mêmes formalités que les sociétés françaises (3).

Certains auteurs pensent au contraire que même dans l'état actuel des textes, les sociétés étrangères doivent être traitées de la même façon que les sociétés françaises (4). Un arrêt de la Cour de Rouen (5) semble s'être engagé dans cette voie.

(1) Cass., 14 février 73, Cl. 74, 79, 16 janvier 85, Cl. 86, 456; 17 juillet 99, D. 1904-I-225, Trib. Lille, 13 juin 97, Cl. 99, 393; Amiens, 9 novembre 1901, J. S. 1903, 20.

(2) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1.120; Surville et Arthuys, 466; Weiss, *Tr. élém.*, p. 725; Houpin et Bosvieux, n°s 1237 et 1499.

(3) Art. 2 et 3 du projet de 1903, proposition Chastenot, *Ann. de droit commercial*, 1913, p. 295, Cl. 1912, p. 985.

(4) Hémar, p. 436; Thaller et Pic, n° 260.

(5) 25 janvier 1905, J. S. 1906, p. 74.

Il paraît difficile d'approuver cette opinion, mais on doit louer les tribunaux qui ont cherché à empêcher les sociétés étrangères de profiter de cette clandestinité légale pour se livrer à des opérations frauduleuses et léser les tiers avec lesquels elles traitaient. Les tribunaux ont, en effet, jugé dans différents cas qu'ils avaient le pouvoir d'apprécier si les modifications des statuts avaient reçu une publicité suffisante pour être opposables aux tiers (1). Dans cette espèce, la société dont il s'agissait avait établi en France un siège administratif ; il a été jugé, d'abord que la loi de 1867 n'est pas applicable aux sociétés étrangères, mais que « toutefois, les modifications apportées en cours d'existence à l'organisation de la société, notamment en ce qui concerne leur fonctionnement ou leurs sièges sociaux et administratifs, tant en France qu'à l'étranger, sont inopposables aux actionnaires, si elles n'ont pas été régulièrement (2) portées à leur connaissance et paraissent à cause de leur clandestinité entachées de fraude ».

La question de la publication des succursales des sociétés étrangères en France a d'ailleurs perdu de son intérêt depuis la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce qui prévoit expressément, dans son article 9 que « toute société commerciale étrangère qui établit une succursale ou une agence en France est soumise à l'immatriculation dans le registre du Commerce ».

Pour la publicité prévue par la loi du 18 mars 1919, il n'y a plus à distinguer selon que la succursale est établie

(1) Trib. Com. Perpignan, 23 décembre 1913, Cl. 1917, 1066.

au moment de la constitution de la société ou postérieurement. Dans les deux cas l'inscription est obligatoire. Cependant, dans le second cas, il faudra aussi faire mention de la création de la succursale sur le registre du lieu du siège social (1).

A la différence de la publicité prévue par la loi du 24 juillet 1867, les modifications aux statuts n'ont pas à être publiées aux lieux des succursales, puisqu'on ne trouve en somme, à ces endroits qu'une référence à l'immatriculation effectuée au siège social. La loi prévoit pour le défaut d'immatriculation des sanctions qui ne sont plus la nullité de la société, mais qui consistent dans des peines d'amende et d'emprisonnement infligées à ceux qui ont fait des déclarations inexactes ou qui ont omis toute déclaration (art. 18 et 19).

Une circulaire du Ministre du Commerce du 22 novembre 1922 a transmis aux greffiers un avis du Comité de législation commerciale sur le sens à donner aux mots « agence et succursale », et ceci concerne les sociétés françaises aussi bien que les sociétés étrangères. D'après le comité, il faut entendre par agence ou succursale « tout établissement secondaire dans lequel un représentant de la société conclut des opérations de commerce, réalise des affaires de nature analogue à celles du principal établissement ». La circulaire ajoute que par suite de simples usines, fabriques ou ateliers, ne devront pas faire l'objet d'une immatriculation distincte, mais que mention en

(1) Art. 6, 7 et 11 de la loi. V. Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 1924, p. 213,

devra être faite dans l'immatriculation de l'établissement dont ils dépendent.

Il faudra donc immatriculer une usine recevant les commandes et faisant elle-même des expéditions aux clients (1), un courtier ou un agent représentant une seule assurance (2), mais non un simple représentant (3) ni, malgré un jugement très critiquable du Trib. Com. de Compiègne (4), un simple chantier d'entreprise.

La règle générale qui se dégage de ces décisions est la suivante : doit être immatriculé tout établissement, tout individu, qui se présente au public comme représentant exclusif, stable et permanent de la société, et comme ayant le pouvoir de traiter en son nom. En effet, l'immatriculation n'est prescrite qu'en vue de renseigner le public, et le public n'ira se renseigner qu'aux endroits où il traite avec la société, et non pas aux endroits où sont installés des établissements avec lesquels il n'a aucun rapport.

Cette interprétation des mots « agence et succursale » est également valable pour la loi du 18 mars 1919 et pour celle du 24 juillet 1867. Elle semble applicable également à la loi du 30 juin 1926. En effet, il est intéressant d'observer que la jurisprudence applique exactement les mêmes principes dans l'interprétation qu'elle donne de

(1) Lyon, 1^{er} juin 22, J. S. 23, p. 458.

(2) Question écrite de M. René Lefebvre, J. O., 1921, p. 16. Débats de la Chambre.

(3) Question écrite de M. Rotier, du 26 juillet 1922, J. O., D. P. Sénat, p. 230.

(4) 7 octobre 1921, G. P. 1921-II-543.

la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale. Les locaux qui sont visés par cette loi, disent les tribunaux, sont ceux que fréquentent la clientèle, et non les ateliers ou usines, où le public ne va pas.

30. *Cas des sociétés françaises à l'étranger*

Il faut maintenant examiner l'hypothèse inverse, celle où des sociétés françaises fondent des établissements à l'étranger.

En vertu de la règle : *locus regit actum*, la publicité est réglée, dans chaque pays étranger, par les lois de ce pays et non par les lois du pays auquel appartient la société.

Nous avons vu que c'est le système adopté par la jurisprudence française. Les jurisprudences étrangères, et particulièrement la jurisprudence belge, sont en ce sens (1).

Les tribunaux belges entendent d'ailleurs le mot « succursale » de la même façon que les tribunaux français. C'est, d'après le Trib. Com. Gand (2), « un siège quelconque d'opérations que fonde en Belgique une société étrangère ayant son principal établissement à l'étranger. un établissement secondaire à la gestion duquel est préposée une personne soumise à la même responsabilité envers les tiers que si elle gérât une société belge, et devant conséquemment avoir la signature sociale et les pouvoirs d'un mandataire ».

Les publications doivent être faites dans les formes

(1) Bruxelles, 20 novembre 1908, Cl. 1909, 54.

(2) 11 mai 1907, J. S. 1909, p. 25.

prescrites par la loi du lieu de la succursale. En Belgique par exemple, les statuts doivent être publiés *en entier* (1)

Cette publicité n'est obligatoire qu'en vertu de la loi étrangère ; une société française qui possède une succursale à l'étranger n'est pas tenue, au regard de la loi française de publier sa constitution au lieu de cette succursale ; elle ne pourrait être déclarée nulle, en France, pour défaut de publicité dans une succursale à l'étranger (2).

La question de savoir si l'on doit considérer les pays de protectorat comme pays étrangers, à ce point de vue, est discutée. Un arrêt de Madagascar (3) semble répondre affirmativement, mais un arrêt récent de la Cour de Hanoï (4) décide que « bien que l'Annam soit un pays de protectorat, les sociétés françaises qui y possèdent des maisons de commerce sont obligées d'y faire des publications conformément à la loi française » (5).

(1) Cour de Gand, 8 décembre 1886, Cl. 87-95; Cour de Bruxelles, 8 février 1898 et 7 juillet 1905, Cl. 1906, 221.

(2) Contra, Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 1924, 214, 2^e col., note 1.

(3) 27 juillet 1910, S. 1911-II-265.

(4) 12 février 1926, J. S. sept.-oct. 26.

(5) V. aussi Cass. Req., 15 mars 1899, S. 99-I-369.

DEUXIÈME PARTIE

Les effets de la pluralité d'établissements au cours de l'existence d'une Société

31.

Il nous faut maintenant examiner quels seront les effets de la pluralité d'établissements au cours de l'existence de la société.

Nous nous proposons d'étudier d'abord sa répercussion sur les règles de compétence, au cas où les divers établissements se trouvent en France, et au cas où ils se trouvent dans différents pays, qu'il s'agisse d'une société française ayant des succursales à l'étranger, ou d'une société étrangère ayant des succursales en France.

Nous verrons ensuite la question du transfert du siège social : s'il est possible, en droit interne et en droit international ; à quelles conditions il est soumis ; quels sont ses effets, notamment au point de vue de la nationalité de la société.

Il peut enfin arriver qu'une société ait émis des obligations ; elle doit les amortir et servir des intérêts à ses créanciers : dans quelle monnaie doit-elle le faire ? Nous ne voulons pas reprendre la très vaste question dite des « paiements or », mais simplement étudier les rapports

qu'il peut y avoir entre la pluralité d'établissements d'une société et la monnaie dans laquelle elle doit payer ses obligations. On sait en effet qu'en règle générale la monnaie de paiement est, sauf stipulation contraire, déterminée par le domicile du débiteur, et que ce domicile se trouve au lieu de son principal établissement. Nous rechercherons quel est le principal établissement d'une société quand elle en possède plusieurs.

CHAPITRE TROISIEME

LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS ET LES REGLES DE COMPETENCE

32. *Textes et principes*

SECTION I. — EN DROIT INTERNE

L'article 59 parag. 5 du Code de Procédure Civile dispose que la société doit être assignée « tant qu'elle existe, devant le juge du lieu où elle est établie. »

Il faut faire une distinction, au point de vue de la compétence, entre deux sortes d'actions : celles qui sont exercées par les associés ou les tiers, et qui ont pour objet l'organisation même de la société, et celles qui sont exercées contre la société pour un motif quelconque.

Pour les premières, le Tribunal du lieu du siège social est seul compétent; et en cas de pluralité d'établissements il ne s'agira que de déterminer où se trouve le siège social; pour les autres, la doctrine et la jurisprudence ont admis depuis longtemps qu'une société pouvait être assignée en d'autres lieux que celui de son siège social; il faudra rechercher quelles conditions doit remplir un établissement pour qu'une société puisse y être assignée.

En principe, en matière sociale, le tribunal du siège est seul compétent. Mais que doit-on considérer comme le siège social ? Est-ce le siège statutaire ou le siège d'exploitation ? Si les statuts sont muets, que devra-t-on décider ? Nous retrouvons ici une question analogue à celle que nous avons déjà rencontrée en matière de nationalité des sociétés (1) ; elle a été tranchée par la doctrine et la jurisprudence d'une manière tout à fait semblable.

Le Tribunal compétent est celui du siège social statutaire, mais les tribunaux ont toujours pensé que la fraude ne doit pas être admise, et ils ont décidé, avec juste raison, que le siège social statutaire devait, pour attirer la compétence, être sérieux et réel, et non fictif (2).

Cependant, si l'on doit admettre qu'un siège social fictif ne peut avoir aucun effet, vis-à-vis des tiers, il n'en est pas toujours ainsi entre associés; on peut alors dire qu'il vaut élection conventionnelle de domicile. C'est le système qui a été suivi par quelques décisions : le domicile d'une société commerciale est déterminé, à l'égard des tiers, par le lieu où elle a son principal établissement, et non par la déclaration des statuts qui fixent le siège social à l'égard des associés (3).

Au cas de fictivité du siège social, les tribunaux se reconnaissent le pouvoir de rechercher où se trouve le

(1) V. *suprà*, n° 12 et 13.

(2) Thaller et Pic, t. I, n° 192 et ss. ; Cass., 20 juin 1870, D. 70-I-416 ; 30 janvier 82, D. 83-I-223 ; Paris, 23 janvier 89, D. 90-II-1.

(3) Alger, 16 janvier 95, D. 96-II-118 ; Cass. Req., 25 février 1895, S. 95-I-180 ; Cass., 23 février 49, D. 49-I-253 ; 4 mai 68, D. 68-I-313 ; en ce sens, Vavasseur, n° 864.

siège réel de la société (1). Si le siège social, sans être fictif n'est que purement nominal, et s'il existe un siège qui concentre en réalité toute l'administration de la société, qu'il se nomme « siège central » ou siège administratif, les tribunaux décident que c'est là que la société doit être assignée (2).

Cependant, les auteurs qui donnaient en matière de nationalité, la préférence au siège d'exploitation, lui accordent encore cette préférence en matière de compétence (3). Mais cette opinion qui a pu inspirer quelques arrêts (4) est depuis longtemps repoussée par la jurisprudence. Nous verrons qu'une controverse analogue a divisé les auteurs en matière de faillite, et qu'elle a été tranchée dans le même sens par les tribunaux. Des arrêts déjà anciens ont cependant décidé qu'au cas où le lieu de l'administration ne coïncide pas avec celui de l'exploitation, il appartient aux tribunaux de déterminer quel est en fait le principal établissement. Ni le siège d'exploitation ni le siège social ne seraient nécessairement attributifs de compétence (5). Mais ces arrêts sont restés isolés.

(1) Paris, 29 décembre 85, J. S. 86, 545 ; Amiens, 24 déc. 86, J. S. 90, p. 50.

(2) Cass. Req., 15 mai 1911, D. 1914-I-275 ; 19 juin 1911, J. S. 1912, 31 ; Paris, 21 janvier 1911, J. S. 1912, 281 ; Toulouse, 6 avril 1911, *Rev. Soc.* 1912, 250 ; Chambéry, 13 juillet 1927, S. 28-II-16.

(3) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1167 ; Boistel, 396 *ter* ; Gerbaut, Weiss.

(4) V. Cass. Req., 18 novembre 1890, Refonte S. t. 16-I-512.

(5) Dijon, 1^{er} avril 1874, D. 75-II-81 ; Nîmes, 24 juillet 1917, *Rev. Soc.*, 1918, 6.

33. Détermination du principal établissement par la jurisprudence

Supposons maintenant que, soit par suite du silence des statuts, soit par suite de la fictivité du siège social statutaire un tribunal ait le champ libre pour déterminer où se trouve le principal établissement. Que va-t-il décider ?

La jurisprudence cherche l'endroit où la vie juridique de la société est concentrée, où se trouvent groupés ses organes essentiels (1). Aux yeux des tribunaux, les organes essentiels sont : l'assemblée générale des actionnaires, le conseil d'administration ou de surveillance, les archives, la comptabilité, le livre des transferts, la caisse, la correspondance, et en dernier lieu, le centre d'exploitation (2).

A ce siège social ainsi déterminé par les tribunaux la société pourra donc être assignée en toute matière et par tous : par les associés ou par les tiers en matière sociale, en matière de nullité de société par exemple, en matière ordinaire, par tous ceux qui ont contracté avec elle, que ce soit par l'intermédiaire de son siège central ou de ses succursales.

(1) Cass., 4 mai 57, D. 57-I-401 ; 17 avril 66, D. 66-I-280 ; 20 juin 70, S. 70-I-373 ; 16 mars 74, S. 75-I-51 ; 21 juin 80, S. 81-I-130 ; 9 août 81, S. 82-I-150 ; 25 février 95, J. S. 95, 307 ; 20 janvier 97, J. S. 97, 259 ; 29 mars 98, S. 1901-I-70 ; 26 nov. 1906, J. S. 1907, 425 ; 25 mai 1909, J. S. 1910, 395.

(2) Toulouse, 23 novembre 92, *Rev. Soc.*, 93, 135 ; Rennes, 24 juillet 1903, *Rev. Soc.*, 1904, 287.

34. La Jurisprudence des « gares principales »

Nous avons vu que vis-à-vis des tiers la fixation du siège social par les statuts n'est valable et attributive de compétence que si la société y a, en fait, son principal établissement. Et encore faut-il faire une importante réserve, car, depuis longtemps, les tribunaux ont décidé que vis-à-vis des tiers la compétence du siège social n'était pas exclusive, et qu'une société pouvait posséder en d'autres endroits des établissements assez importants pour qu'elle puisse y être assignée. Les décisions sur ce point sont innombrables, et la jurisprudence dite « des gares principales » est déjà fort ancienne et incontestée, cependant sa justification théorique est assez délicate.

35. Sa justification théorique

Des auteurs déjà anciens, en particulier Laurent (1), ont voulu justifier cette jurisprudence en disant que les personnes morales seraient susceptibles d'avoir plusieurs domiciles. Rien, dans la loi ne permet une affirmation aussi hardie. L'article 19 de la loi de 1867 parle de « maisons de commerce » et non de « domiciles ». Bien au contraire, la doctrine et la jurisprudence françaises ont toujours admis comme un dogme l'unité du domicile, aussi bien pour les personnes morales que pour les personnes physiques (2). Sans doute cette idée de l'unité

(1) V. *Principes de droit civil*, t. II, n° 70, Cass., 4 mars 85, S. 85-I-169.

(2) Colmar, 18 mars 1853, D. 53-II-121; Cass., 4 août 96, S. 1900-I-515.

de domicile a subi des crises (1), mais nous ne pouvons introduire dans le droit français une théorie analogue à celle du droit allemand. Il faudrait un texte comme celui du Code Civil allemand. « Le domicile peut exister en même temps dans plusieurs lieux ». Or, l'article 102 du Code Civil ne parle que d'un seul domicile.

D'autres auteurs enseignent que si l'on peut assigner une société ailleurs qu'à son siège social, c'est en vertu d'une élection de domicile tacite dans tous les lieux où elle a établi des agences ou des succursales (2). Mais comment expliquer alors que la plupart des sociétés, loin de chercher à bénéficier de cette élection de domicile, s'efforcent, au contraire, d'en restreindre les effets et d'attribuer compétence au Tribunal du siège social chaque fois qu'elles le peuvent ? Dans les polices d'assurances cette clause était pour ainsi dire de style, avant la loi qui est venue l'interdire (3).

D'autres encore, notamment M. Tissier (4), renonçant à découvrir une justification théorique de cette jurisprudence, l'approuvent cependant à cause de ses incontestables avantages pratiques.

D'après M. Lescot (5), il existe pourtant un texte qu'il suffit d'interpréter sainement, c'est l'art. 59 du Code de

(1) V. note de M. Demogue, ss., Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, S. 1908-II-177.

(2) Thaller, *Tr. élém.* n° 310 ; Thaller et Pic, I, 193 ; Arthus, I, 165 ; Boistard, *Leçons de Proc. Civ.*, I, 137.

(3) Loi du 2 janvier 1902.

(4) Note au S. 1899-II-258.

(5) *Rec. Jur. Soc.*, 24, p. 217.

Proc. Civ. « La société sera assignée, tant qu'elle existe. devant le tribunal du lieu où elle est établie ». Or, une société peut être établie ailleurs qu'au siège social ou au centre principal de ses opérations, et ce sera le cas précisément de toute entreprise collective possédant des succursales ».

Mais comme le fait remarquer cet auteur (1), il semble que si l'on s'appuie uniquement sur cet article, on doit aller plus loin que ne l'a fait la jurisprudence, et décider qu'une société peut être assignée partout où elle a un établissement quelconque fut-ce une simple usine ou un simple comptoir de ventes. Décider que seule une véritable succursale peut attirer la compétence, c'est ajouter au texte de la loi (2) M. Lescot eroit voir une conséquence de cette fausse interprétation dans les hésitations et la confusion de la jurisprudence en matière d'actions dirigées contre les Compagnies de Chemins de fer (3).

36. Son application pratique

Quoiqu'il en soit, les tribunaux interprètent les termes de l'art. 59 parag. 5 du Code de Proc. Civ. d'une façon restrictive. Nous allons voir quelles conditions doit remplir une succursale pour qu'une société puisse y être assignée.

La faculté d'assigner une société au domicile de sa succursale est d'ailleurs une simple faveur à laquelle les

(1) *Rec. Jur. Soc.*, 24, p. 217.

(2) *Ibid.*, p. 217.

(3) *Ibid.*, p. 218.

tiers peuvent renoncer, ce n'est pas une disposition impérative, et les tiers pourraient aussi bien assigner la société à son siège social, sans que celle-ci puisse soulever l'incompétence. Ce point ne saurait faire de doute ; la Cour de Paris l'a jugé formellement (1) : « s'il est loisible d'assigner une société ou une compagnie au siège de l'une de ses succursales ou de l'un de ses établissements cette faculté n'est pas exclusive de l'attribution de compétence réservée au lieu de son siège social, à la société elle-même, prise en la personne de son directeur ou de ses administrateurs, par l'art. 59 par. 5 Code Civ. » (2).

Mais la société ne pourrait imposer aux tiers la compétence de son siège social que par une convention expresse, formellement acceptée par eux. Il serait insuffisant d'insérer dans les statuts un article stipulant que tous les litiges seront de la compétence des tribunaux du siège social, car les statuts, s'ils font la loi des associés, sont sans valeur vis-à-vis des tiers, qui sont restés étrangers à leur rédaction (3).

Et même, en matière d'Assurances, une clause conventionnelle ayant pour but d'attribuer compétence au tribunal du siège social serait nulle de plein droit.

Les Compagnies d'Assurances inséraient autrefois dans leurs polices une clause en ce sens qui était devenue de

(1) 22 novembre 1924, D. H. 1925, 48 ; Zorukzoglu c. Banque française des pays d'Orient.

(2) Dans le même sens, Colmar, 6 juin 1928, *Rev. Als.-Lor.*, 1928, 551.

(3) Cass. Req., 5 novembre 1928, Chaussures Incroyable c. Bittard, R. S. 1929, 22.

style. Cela occasionnait aux assurés qui étaient obligés d'assigner au siège social, des frais quelquefois considérables ; et de plus, il en résultait un encombrement fâcheux des tribunaux parisiens, presque toutes les grandes compagnies d'assurances ayant leur siège à Paris. La loi du 2 janvier 1902, qui est venue modifier la compétence en matière d'assurances et à laquelle les compagnies ne peuvent déroger, a fait cesser ces inconvénients.

La jurisprudence en cette matière est souvent appelée « jurisprudence des gares principales », parce que c'est à l'égard des compagnies de Chemins de Fer que les tribunaux ont eu depuis longtemps déjà l'occasion de se prononcer.

37. La notion de succursale d'après la jurisprudence

Pourqu'une société puisse être assignée au domicile de sa succursale, il faut la réunion de plusieurs conditions :

Il faut d'abord, que la succursale jouisse d'une certaine autonomie, qu'elle ait à sa tête un employé supérieur capable d'engager la société vis-à-vis des tiers ;

Il faut ensuite que le litige ait pris naissance dans les opérations de la succursale ;

Il faut que la copie d'assignation ait été remise à un agent qualifié pour la recevoir.

C'est en cette matière que les tribunaux ont eu à définir la notion de succursale. Un arrêt récent de Dijon (1) résume fort bien les règles de compétence : « Si, en prin-

(1) 8 mars 1928, *Streichenberger c. Triconnet*.

cipe, par application de l'art. 59 Code de procéd. Civ., une société doit être assignée devant le tribunal de son siège social ou de son principal établissement, elle peut l'être partout où elle possède un établissement, quelle qu'en soit la dénomination, où se font des opérations semblables à celles du siège social et dirigé par un agent ayant pouvoir de représenter la société et de l'engager envers les tiers, autant du moins qu'il s'agit d'opérations traitées par cet établissement ».

Les tribunaux se montrent d'ailleurs plus ou moins difficiles pour l'appréciation de l'autonomie de la succursale. Un siège d'exploitation a pu être considéré comme suffisant parce que « la société y entretient un personnel d'exploitation, y traite les affaires relatives à l'extraction du minerai, y paie les salaires des ouvriers, y installe en qualité de directeur un agent principal chargé immédiatement de représenter dans toutes ces questions ses intérêts sur place » (1), ou même le lieu où une société a acheté des terrains, établi des bureaux et recherché des souscripteurs (2). Mais, généralement les tribunaux se montrent plus difficiles, ils exigent que la société possède une véritable succursale, et que les agents qui la représentent aient des pouvoirs assez étendus. Est insuffisante, la présence d'un agent d'une compagnie d'assurances qui ne fait que préparer les polices (3), la

(1) Alger, 11 juillet 1885, Cass., Req. 16 avril 83, *Rev. Soc.*, 83, p. 719.

(2) Cass., Req. 17 février 85, *Rev. Soc.*, 85, p. 319.

(3) Alger, 5 janvier 1901, *Rev. Soc.*, 1902, 110 ; Rennes, 21 mars 1907, *Rev. Soc.*, 1908, p. 389.

présence d'employés qui n'ont pas de rapports avec les tiers ; ainsi, en matière de chemins de fer, les services d'inspection (1) ; à plus forte raison une simple usine de fabrication (2).

Partout où la société possède au contraire, un établissement relativement autonome, elle peut être assignée. La jurisprudence en ce sens, est innombrable (3).

En matière de chemins de fer, les tribunaux font des distinctions selon qu'il s'agit de gares plus ou moins importantes. Ce système est fort critiquable, car il aboutit à ce résultat que « s'il s'agit de litiges nés des opérations d'une petite gare, aucun autre tribunal n'est compétent, sous réserve de l'art. 420, Code Civ., que le tribunal du siège social. Aussi certaines décisions se sont-elles ralliées à un autre critérium de la gare succursale, en assimilant aux gares importantes celles auprès desquelles fonctionnent des services administratifs de contrôle de surveillance et de direction (4). Dans une action

(1) Lyon, 4 nov. 96, *Rev. Soc.*, 98, p. 221.

(2) Trib. Com. Bordeaux, 6 avril 1906, R. S. 1907, 75.

(3) V. p. ex., Orléans, 20 nov. 68, D. 69-II-21 ; Angers, 13 janvier 94, *Rev. Soc.*, 94, 433 ; Cass., 7 mars 1911, S. 1911-I-511 ; Cass., 29 mars 1909, S. 1909-I-462 ; Cass., 26 nov. 1906, S. 1909-I-393 ; Cass., 17 février 85, S. 85-I-248 ; Bordeaux, 7 avril 1913, G. P. 1913-II-34 ; Grenoble, 20 mai 1924, R. S. 25, 290 ; Lyon, 4 nov. 96 et Paris, 15 déc. 96, S. 97-II-279 ; Rouen, 14 février 94, S. 95-II-219 ; Caen, 4 nov. 97, Rouen, 9 avril 98, Agen, 29 juin 98, Orléans, 16 mars 99, S. 99-II-257 ; Pau, 26 nov. 1908, S. 1911-II-15 ; Lyon, 19 mai 1911, S. 1912-II-236 ; Rouen, 16 février 98, R. S. 99, 345 ; Paris, 19 mars 1908, R. S. 1909, 106.

(4) Cass. Req., 22 juin 1920, S. 22-I-272.

dirigée contre une Compagnie de Chemins de Fer, le tribunal compétent serait celui dans le ressort duquel se trouve établi le service chargé de surveiller soit le point de la ligne où s'est produit l'accident (action en responsabilité délictuelle), soit la gare où s'est conclu le contrat dont l'exécution donne lieu à contestation (action en responsabilité contractuelle) (1).

D'après M. Lescot, (2) on ne pourrait approuver cette jurisprudence, car, dit-il, une compagnie de chemins de fer n'a pas de succursales, elle n'a que des rouages, des organes, qui ne peuvent fonctionner indépendamment de la Compagnie. On devrait dans ce cas substituer la notion d'établissement à celle de succursale, et une compagnie de chemins de fer devrait pouvoir être assignée dans tous ses établissements, quelle que soit leur importance. Ce système est une conséquence de l'interprétation donnée par M. Lescot, à l'art. 59 du Code Proc. Civ. En matière de significations de jugements ou actes de procédure, les règles sont évidemment les mêmes qu'en matière d'assignation (3). On ne pourrait signifier valablement au directeur d'une succursale un jugement ayant statué sur des faits n'ayant pas de rapport avec la succursale (4).

Mais, en matière d'élection de domicile, il a été jugé

(1) Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 24, p. 218 ; Bordeaux, 1^{er} mars 1910, Chambéry, 15 juin 1910, D. 13-II-63 ; Bordeaux, 7 avril 1913, G. P. 1913-II-34.

(2) *Ibid.*

(3) Lyon, 5 fév. 25, D. H. 1925, 209.

(4) Lyon, 10 juillet 1924, J. S. 1925, p. 475.

que le fait d'élire domicile dans un établissement de crédit, n'entraînait pas élection de domicile dans toutes ses succursales. Une société avait émis des obligations à Paris, avec domiciliation en vue du paiement dans une banque. Le Trib. de Commerce de Lyon (1), a jugé que la domiciliation « s'entend seulement du siège social de la banque, situé à Paris, et n'entraîne pas attribution de compétence, à l'égard de la société émettrice, pour les tribunaux de province dans le ressort desquels sont situées les agences dudit établissement ».

38. *Exceptions*

Il y a d'ailleurs des exceptions nombreuses à la compétence des tribunaux dans le ressort desquels une société possède des succursales.

C'est tout d'abord le cas de l'action sociale, où il s'agit d'une affaire qui intéresse la société tout entière et qui ne peut être que l'œuvre du Conseil d'Administration (2).

Cependant, si une société avait en fait, transporté son principal établissement au lieu d'une de ses anciennes succursales, la question pourrait être douteuse, et les tribunaux pourraient appliquer le système du siège social fictif que nous avons déjà rencontré en matière de nationalité. Il en serait de même au cas de force majeure, si par suite d'une invasion, par exemple, il était impossible d'assigner la société à son siège (3).

(1) 8 déc. 27, G. P. 1929, Som., p. 38.

(2) Trib. Com. Nantes, 18 juillet 1900, *Rev. Soc.*, 1902, p. 38.

(3) Cass. Civ., 29 mars 1923, G. P. 1923-II-16, Banque Sourmais c. Veuve Leroy-Brugnon.

39. *L'action des employés d'une succursale contre la société*

La jurisprudence est divisée en ce qui concerne l'action des employés d'une Société contre cette société elle-même. Pourront-ils l'exercer au lieu d'une succursale ? ou devront-ils s'adresser aux tribunaux du siège social ?

Certains auteurs ont prétendu que les agents d'une société ne pouvaient pas l'assigner au domicile de ses succursales (1). Cette réponse semble trop catégorique ; et en réalité, il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'un employé supérieur engagé directement par le siège central, le directeur de la succursale par exemple, ou d'un simple subalterne, voire d'un ouvrier, qui a été embauché par le directeur de la succursale et que le siège central ignore peut-être (2). Il faut reconnaître que la jurisprudence est sur ce point assez confuse. Des décisions déjà anciennes ont estimé que les employés qui voulaient exercer une action contre une société ne pouvaient le faire que devant le tribunal du lieu où elle a son siège social (3). Toutefois on trouve aussi des décisions en sens contraire (4) même dans des cas où il s'agissait d'un em-

(1) Houpin et Bosvieux, t. I, p. 159.

(2) V. Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 1924, p. 217, 2^e col., note 2.

(3) Orléans, 19 juin 1867, D. 68-II-134 ; Req., 3 janvier 79, D. 72-I-231 ; Req., 22 mai 54, D. 54-I-262 ; Cass., 25 octobre 97, D. 98-I-478 ; Alger, 27 avril 92, G. P. 92-II-408.

(4) Orléans, 20 nov. 68, D. 69-II-21 ; Paris, 1^{er} avril 75, D. 77, V. 110.

ployé supérieur, du chef de l'exploitation (1), du directeur de l'usine (2) ou de la succursale (3).

Toutefois, il semble que la jurisprudence ait une tendance à se rapprocher des principes que nous avons énoncés plus haut: compétence du tribunal dans le ressort duquel se trouve la succursale pour les contestations qui s'élèvent entre les sociétés et les employés subalternes qui n'ont pas de rapports avec le siège social (4) et compétence des tribunaux du siège social pour les contestations avec des employés supérieurs travaillant sous les ordres directs du siège central, pour les directeurs de succursales en particulier (5).

C'est le système qui est fort bien résumé dans un jugement du Trib. Com. Marseille (6). « Bien que l'agent ou le directeur de la succursale d'une société doive rendre des comptes et plaider contre elle au siège social, les employés qui ont traité avec ledit directeur ont le droit

(1) Dijon, 1^{er} avril 74, D. 75-II-81.

(2) Trib. Com. Lyon, 11 déc. 1900, R. S. 1901, 250 ; Paris, 18 déc. 1916, R. S. 1919, 69.

(3) Trib. Fédéral, 29 avril 87, Cl. 1890, 283 ; Trib. première inst., Casablanca, 7 mai 1925, R. S. 1925, 478.

(4) Dijon, 14 mai 1912, S. 1913-II-8 ; Bourges, 30 nov. 1903, S. 1904-II-108 ; Paris, 18 déc. 1916, R. S. 1919, 69 ; Aix, 2 août 1907, R. S. 1908, 433 ; Cept Contra, Paris, 11 octobre 1911, G. P. 1911-II-503.

(5) Cass. Req., 28 mai 77, R. S., t. XII, I, 434 ; Lyon, 28 fév. 82, R. S. 84, p. 73 ; Alger, 2 mars 96, S. 96-II-249 ; Trib. Com. Bordeaux, 6 avril 1906, R. S. 1907, 75 ; Trib. Com. Lyon, 31 mars 1920, R. S. 1922, p. 125 ; Poitiers, 27 avril 25, J. S. 28, p. 176.

(6) 27 février 1882, G. P. 82-II-230.

d'assigner la société au lieu où est établie la succursale ».

L'utilité de cette jurisprudence est évidente : obliger un employé subalterne ou un ouvrier à assigner la société qui l'emploie à son siège social qui peut être fort éloigné, ce serait l'obliger à des frais qu'il hésiterait peut-être à engager et cela équivaldrait dans certains cas à le mettre dans l'impossibilité d'exercer ses droits.

De plus, il sera plus facile au Tribunal de la succursale de recueillir les éléments de sa décision qu'à celui du siège social, puisque c'est au lieu de la succursale que le contrat a été passé, que résident les témoins qu'il y aurait lieu de faire entendre, etc...

Au contraire, un directeur de succursale peut mieux qu'un simple ouvrier, veiller à la défense de ses droits. Il a contracté avec le siège social, il est donc naturel qu'il plaide devant le tribunal de ce lieu. Si l'on admettait qu'il puisse assigner la société au domicile de sa succursale, il figurerait au procès comme demandeur, et se ferait signifier assignation à lui-même, à titre de représentant de la société.

40. *Compétence en matières d'assurances*

Il faut encore signaler une autre dérogation aux règles générales de compétence : en matière d'assurances, la loi du 2 Janvier 1902 est venue apporter des prescriptions spéciales. Cette loi a été motivée par le fait que presque toutes les Compagnies d'assurances stipulaient dans leurs polices la compétence du tribunal de leur siège social. Il en résultait, comme nous l'avons dit, de grands frais

pour les assurés, et un encombrement des tribunaux parisiens (1). En principe, la loi du 2 janvier 1902 déclare compétent le tribunal du domicile de l'assuré. Toutefois, en matière de risques matériels, le tribunal compétent est celui de la situation des objets assurés et, en matière d'accidents, c'est celui du lieu de l'accident (2).

Il est à remarquer que cette loi n'est pas applicable à l'heure actuelle en Alsace-Lorraine (3) ; mais elle a presque son équivalent dans la loi locale en vigueur (4) qui permet à l'assuré d'assigner son assureur devant le Tribunal du domicile de l'agent avec lequel il a contracté la police (5).

Les dispositions de la loi du 2 janvier 1902 sont impératives : toute convention contraire serait nulle de plein droit (6).

41. *Les filiales et les règles de compétence*

Nous avons vu que la jurisprudence exigeait que les succursales aient une certaine indépendance pour qu'on puisse assigner la société-mère devant le tribunal de leur domicile. Que décider au cas où les établissements sont complètement autonomes, où il s'agit de filiales ? Il sem-

(1) V. Dijon, 24 juillet 77, S. 77-II-322 ; Cass., 16 février 98, S. 98-I-352.

(2) Art. 1^{er} de la loi.

(3) Art. 92 de la loi d'introduction du 1^{er} juin 1924.

(4) Art. 48 de la loi du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurances.

(5) V. Colmar, 6 juin 1928, *Rev. Als.-Lor.* 1928, p. 551.

(6) Art. 2.

ble résulter d'un arrêt de Paris (1) qu'au point de vue procédure, les deux établissements doivent être regardés comme entièrement distincts l'un de l'autre. Il s'agissait dans l'espèce d'une société de crédit ayant son siège à Paris et une succursale à Smyrne. La Cour de Paris a jugé qu'on pouvait assigner à Paris la Société à l'occasion d'opérations de sa succursale, en s'appuyant sur le motif que « la succursale de la Banque à Smyrne, si elle a une certaine autonomie dans la gestion de ses affaires et la tenue de la comptabilité où elles sont consignées, ne constitue pas par cela comme il en serait d'une filiale, une société distincte ».

Cet arrêt doit être approuvé. Au point de vue de la procédure, on doit certainement considérer la filiale et la société-mère comme deux êtres juridiques distincts. Leur unité économique est un fait que le public est censé ignorer et dont la preuve lui serait la plupart du temps délicate, sinon impossible à faire.

SECTION II. — EN DROIT INTERNATIONAL

Il nous faut maintenant examiner, au point de vue des règles de compétence, le cas où une société possède des établissements dans différents pays, soit qu'il s'agisse d'une société étrangère ayant des succursales en France, soit qu'il s'agisse d'une société française ayant établi des succursales à l'étranger.

Premier cas : Le procès a lieu en France.

(1) 23 novembre 1924, D. H. 1925, 48.

42. *Le demandeur est français*

La situation est différente suivant que le demandeur est français ou étranger.

Dans l'hypothèse d'un demandeur français agissant contre une société étrangère, l'existence d'une succursale offre moins d'intérêt que dans l'hypothèse où le demandeur serait étranger. En effet, l'art. 14 du Code civil stipule que « l'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations contractées en France avec un Français ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers les Français ».

De toute façon les tribunaux français seront donc compétents ; la seule question est de savoir devant quel tribunal l'étranger devra être assigné.

Si la Société étrangère n'a aucun établissement sur le territoire français, la jurisprudence et la doctrine admettent qu'elle peut être assignée devant le tribunal du domicile du demandeur (1).

43. *La société possède une succursale en France*

Si au contraire la société étrangère possède une succursale ou un établissement en France, que doit-on décider ? Va-t-elle pouvoir se prévaloir de l'art. 59 du Code de

(1) Valéry, n^{os} 507 et 508 ; Pillet, *Traité prat. de d. i. p.*, I, 173 ; Weiss, *T. prat. de d. i. p.*, V. 227 ; Aix, 28 février 89, D. 90-II-59.

Proc. Civ. et prétendre que seul le tribunal de son siège social est compétent ? Non, car l'art. 14 du Code Civ. vise aussi bien les personnes morales que les personnes physiques et l'art. 59 Code Proc. Civ. n'y déroge pas (1).

Puisque l'art. 59 n'est pas applicable aux sociétés étrangères, nous retombons dans le droit commun et l'on doit leur appliquer les mêmes solutions qu'aux individus (2) et la jurisprudence décide avec raison que si la société étrangère a créé en France une succursale, elle doit être assignée devant le tribunal du siège de cette dernière, même pour des opérations conclues directement avec le siège social, étant donné que l'existence d'une succursale équivaut à une résidence ou à un domicile de fait (3).

Il semble d'ailleurs que la notion de succursale soit en droit international beaucoup plus large qu'en droit interne. M. Broaillier (4) et M. Lescot (5) estiment que pour une société étrangère la résidence en France peut consister dans un établissement quelconque, usine,

(1) Arthuys, *Tr. des Sociétés*, II, 899 ; Weiss, *Tr. de d. i. p.*, V, 79 ; Pillet, *Des personnes morales*, n° 135 ; Houpin et Bosvieux, t. III, n° 1501.

(2) Lescot, *Rec. Jur. Soc.*, 1924, 219.

(3) Cass., 4 mars 85, S. 85-I-169 ; note Lyon-Caen, Paris, 5 juillet 94, S. 96-II-210 ; 23 nov. 95, J. S. 96, 167 ; 16 juin 1902, R. S. 1902, 476 ; Cass., 15 juin 1909, S. 1911-I-81 ; note Naquet, voir en ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. I, n° 406 et t. II, n° 1114, Cl. 1901, 98.

(4) *Des succursales de Sociétés*, thèse Lyon, 1926.

(5) *Rec. Jur. Soc.*, 1924, p. 219.

bureau, magasin, etc... alors même qu'il n'aurait pas le caractère d'une véritable succursale.

Cette solution est rationnelle et équitable; l'art. 14 Code Civ. doit être une mesure exceptionnelle, et il est plus avantageux pour une société étrangère d'être assignée au lieu où elle possède un établissement, si minime soit-il, que d'être obligée de venir plaider devant le tribunal du domicile du demandeur.

La jurisprudence décide constamment qu'une société étrangère doit être assignée au domicile de sa succursale (1). Même au cas où il s'agit d'une obligation contractée à l'étranger (2), elle interprète beaucoup plus largement qu'en droit interne la notion de succursale. Ainsi il a été jugé qu'une société doit être considérée comme ayant un domicile en France si elle y possède « un établissement où elle fait expédier des marchandises livrées par des établissements français » (3). Il importerait

(1) Cass., 10 août 1875, S. 76-I-121 et 4 mars 85, S. 851, 169 ; Seine, 26 mars, 87, G. P. 20 juillet 89 ; Paris, 1^{er} août 88 et note J. S. 89, 241 ; Paris, 23 novembre 95, J. S. 96, 167 ; Cass., 15 juin 1909, J. S. 1910, 174 ; Paris, 16 juin 1902, R. S. 1902, 475 ; Cass., 14 fév. 1905, S. 1906-I-342^e ; Trib. Civ. Seine, 30 janvier 92, Cl. 92, 433 ; Aix, 1^{er} mars 1911, Cl. 1912, 869 ; Trib. Civ. Seine, 4 fév. 97, R. S. 97, 297 ; Paris, 7 avril 97, R. S. 97, 344 ; 29 déc. 97, R. S. 97, 107 ; Douai, 27 mars 1904, R. S. 1905, 264 ; Trib. Civ. Seine, 3 août 95, Cl. 96, 145 ; 26 nov. 1901, R. S. 1902, 345 ; dans le même sens, Goirant, n^o 1353 Lyon-Caen et Renault, t. I, 406 et t. II, 1114.

(2) Nîmes, 21 juill. 85, G. P. 12 août 85.

(3) Trib. Com. Marseille, 6 août 1909, C. 1910, 1179 ; Contra, Paris, 4 juillet 23, Cl. 24, 992.

peu que les statuts ne donnent pas au directeur de l'établissement le pouvoir de représenter la société en justice (1). Cependant un simple agent ne suffirait pas, surtout s'il s'occupe aussi d'autres affaires que celles de la société (2), pas plus que la présence d'un personnel restreint (3).

Un arrêt d'Aix (4) qui avait décidé que même au cas où une société aurait une succursale en France, le demandeur Français peut l'assigner devant le tribunal de son domicile, a été cassé (5).

On doit d'ailleurs faire deux réserves à cette compétence : L'application de l'art. 420 code Proc. Civ. viendra souvent modifier ces règles ; et de plus, comme en droit interne, les tribunaux de la succursale sont incompétents pour connaître d'une action sociale, d'une demande en nullité par exemple. Cette demande doit être portée devant les tribunaux compétents du pays où la société a été formée (6).

Au point de vue de la procédure, il a été jugé qu'une société étrangère ayant son siège social en Suisse et une succursale en Alsace-Lorraine (alors allemande) pouvait

(1) Douai, 27 mars 1904, R. S. 1905, p. 264.

(2) Trib. Com. Seine, 5 août 1913, R. S. 1914, 247 ; Trib. Civ. Seine, 25 nov. 1913, Cl. 1914, 610 ; Jurisprudence belge dans le même sens, Cour de Bruxelles, 19 juin 94, Cl. 95, p. 166.

(3) Besançon, 29 juin 85, Cl. 88, 656.

(4) 16 janvier 83, R. S. 83, 369.

(5) Cass. Civ., 4 mars 85, G. P. 85-I-490.

(6) Chambéry, 1^{er} déc. 66, S. 67-II-182 ; Trib. Seine, 12 mai 81, J. S. 82, 265 ; Trib. Com. Seine, 8 février 92, J. S. 92, 241 ; Cass. Belge, 12 avril 88, J. S. 89, 117.

être assignée au domicile de cette succursale devant un tribunal français (1).

Il a été également jugé, ce qui paraît discutable, qu'une succursale dissoute se survit pour les besoins de sa liquidation et que les tribunaux français ont pu continuer à être compétents, même après sa fermeture (2).

De plus, cette compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers résidant en France ne va pas jusqu'à les faire considérer comme leur juge naturel ; il faut que l'action ait pour objet l'exécution d'une obligation directement contractée par l'étranger envers le français ; ainsi une société étrangère, tiers saisi, dont la déclaration est contestée, peut demander son renvoi devant son juge naturel, c'est-à-dire devant le juge de son siège social (3). On ne peut en effet étendre la compétence des tribunaux français au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour que les français puissent sans sortir de France, faire respecter par les étrangers les engagements qu'ils ont pris. Reconnaître le tribunal de la succursale comme le juge naturel de la société serait certainement interpréter les textes d'une manière abusive.

La société étrangère ne peut écarter la compétence des tribunaux français que par une convention formelle acceptée par le tiers avec lequel elle a contracté : une simple disposition de ses statuts serait inopérante ; il n'y

(1) Trib. Civ., Epernay, 2 mars 1906, G. P. 1906-I-565.

(2) Rouen, 25 janvier 1905, J. S. 1906, 74.

(3) Art. 570, *Code Proc. Civ.*, Trib. Civ. Seine, 26 octobre 95, Cl. 96, 595.

a pas de renonciation tacite à l'art. 14 Code Civ. (1). Une disposition des statuts serait bien entendu valable à l'égard des actionnaires, mais, par le fait qu'elle oblige le français à renoncer à l'art. 14 Code Civ. la société étrangère doit être considérée comme renonçant à invoquer contre lui les dispositions de l'art. 15 du même code (2).

44. *Le demandeur est étranger*

Dans toutes les hypothèses que nous venons d'envisager, le demandeur était français. La question est tout à fait différente si le demandeur est étranger. Il est évident en effet que l'étranger, même résidant en France, ne saurait bénéficier du privilège de juridiction édicté par les art. 14 et 15 du Code civil. Dans ce cas donc, la question de l'existence d'un établissement en France va revêtir une grande importance, car elle va devenir le critérium de la compétence des tribunaux français.

Un étranger veut assigner en France une société étrangère. Cette société a-t-elle, en fait, un domicile en France ? Si oui, les tribunaux français sont compétents ; si non ils doivent renvoyer les plaideurs devant leur juge naturel, c'est-à-dire devant le tribunal du domicile du défendeur, sous réserve toutefois de l'application de l'art. 420 Code de Proc. Civ. Le principe est en effet que les tribunaux français ne sont pas faits pour trancher les contestations entre étrangers.

(1) Trib. Civ. Seine, 9 mai 1927, Cl. 1928, 83.

(2) Paris, 7 déc. 93, R. S. 94, 119, .)

Il a même été jugé qu'une société étrangère qui a une succursale en France peut valablement assigner un étranger domicilié ou résidant en France, et même un étranger domicilié hors de France, en vertu de l'art. 14 Code civ. (1); à condition toutefois qu'il s'agisse de faits concernant la succursale française.

Cette interprétation de l'art. 14 Code Civ. paraît hardie, mais elle a l'avantage de saisir du litige le tribunal qui est le mieux placé pour le trancher en connaissance de cause.

45. *Aperçu de droit comparé*

Deuxième cas : Le procès a lieu à l'étranger.

La jurisprudence française sur la compétence à l'égard des sociétés étrangères est analogue aux jurisprudences étrangères sur la même matière.

Les tribunaux belges décident constamment qu'une société étrangère peut être assignée au domicile de sa succursale (2), de son bureau d'affaires (3). Cependant la présence d'un simple agent serait insuffisante, s'il s'agit d'opérations contractées à l'étranger (4).

La jurisprudence des tribunaux anglais est semblable (5)

(1) Trib. Com. Marseille, 19 juin 1893, R. S. 1894, 94, 179.

(2) Cour de Liège, 19 juillet 1910, Cl. 1912, 587.

(3) C. d'Appel de Bruxelles, 30 janvier 89, Cl. 89, 721.

(4) C. de Bruxelles, 10 février 1909, Cl. 1910, 251 ; C. de Bruxelles, 19 juin 1894, Cl. 1895, 166.

(5) Court of appeal, 31 oct. 1911, Cl. 1913, 1221 ; C. d'Appel, 25 juin 89, Cl. 90, p. 14.

mais un simple correspondant est à leurs yeux un « représentant qualifié » (1).

Même solution en Grèce (2).

Les tribunaux italiens jugent, comme les tribunaux français que l'action sociale est du ressort exclusif du tribunal du siège social (3) et pour les actions ordinaires, ils exigent l'existence d'une véritable succursale (4).

Au Brésil, on reconnaît de même la compétence du tribunal dans le ressort duquel est établie une succursale (5).

Pour les tribunaux égyptiens, la présence d'un simple agent est suffisant pour attirer la compétence (6), mais pour acquérir un véritable domicile, la société doit avoir en Egypte un personnel à ses gages et ne s'occupant que de ses affaires (7), v. *infra* le chapitre : Monnaie de paiement.

Les tribunaux allemands jugent de même qu'une société peut être assignée au lieu où elle possède une succursale (8). Une espèce curieuse s'est présentée dans laquelle le juge allemand a eu à interpréter le principe du droit français d'après lequel personne ne peut avoir deux domiciles à la fois. Il s'agissait d'une société minière

(1) Court of appeal, 20 mai 1911, Cl. 1913, 258, et diverses décisions rapportées au Cl. 1900, 385.

(2) C. d'appel de Nauplie, 1907, n° 511, Cl. 1911, 335.

(3) Cass. Florence, 25 juin 96, Cl. 99, 624.

(4) Cass. Turin, 29 août 1911, Cl. 1913, 591.

(5) Trib. Sup. Fédéral, 12 mai 1920, Cl. 1922, p. 186.

(6) Cour d'appel mixte d'Alexandrie, 3 mars 97, Cl. 98, p. 188.

(7) Cour d'Alexandrie, 2 déc. 1915, Cl. 1916, 1331.

(8) Tribunal de l'Empire, 17 avril 1895, Cl. 95, 639.

re, dont le siège social était à Düsseldorf, ville dans laquelle le droit français était alors en vigueur, et dont l'exploitation était située en Prusse sous l'empire de l'ancien droit prussien. La société était actionnée devant le tribunal de son exploitation en Prusse. Le Tribunal d'empire a jugé que « la question de savoir si, à côté du domicile de la société indiqué comme étant à Düsseldorf, cette dernière peut, d'après le droit français, avoir encore un autre domicile, et si la société peut y être actionnée serait à considérer si l'existence d'un second domicile de ce genre se produisait dans les limites du territoire où le droit français est en vigueur et si l'on tentait d'actionner la société devant le tribunal de ce domicile (1).

Il y a lieu de tenir compte dans la question de compétence en droit international de diverses conventions passées entre la France et différents pays, et qui ont modifié les règles générales. Ce sont : la convention franco-suisse du 15 juin 1869, et la convention franco-belge du 8 juillet 1899.

46. *Le traité franco-suisse*

Le traité franco-suisse du 15 juin 1869 pose en principe la compétence du juge naturel, c'est-à-dire du tribunal du domicile du défendeur (2). Ce traité forme un système complet de compétence, et ce n'est qu'au cas de silence de ses dispositions qu'on doit recourir au droit commun.

(1) Trib. d'Empire, 25 nov. 71, Cl. 74 82.

(2) V. Pillet, t. I, n^{os} 213 et ss.

La jurisprudence française et la jurisprudence suisse l'interprètent au point de vue des sociétés, de la même manière ; elles décident qu'une société suisse ayant un établissement en France peut y être assignée, et vice-versa (1).

47. *La convention franco-belge*

La convention franco-belge du 8 juillet 1899 traite de la compétence dans son titre premier. Son système consiste à soumettre les Belges en France et les Français en Belgique, aux mêmes règles que les nationaux. L'application des art. 14 et 15 du code civil est donc écartée.

Les tribunaux français sont donc compétents pour statuer sur une demande formée par un Français contre une société dont le siège est en Belgique, ayant une succursale en France, mais seulement pour les opérations faites par cette succursale (2). Si une société belge a établi un siège administratif en France, les tribunaux français sont compétents pour connaître des actes conclus par ce siège administratif, quelle que puisse être la portée de ces opérations (3). Il faut, bien entendu pour que la convention franco-belge ait lieu de s'appliquer, qu'il s'agisse d'une société belge véritable, et non d'une société française ayant un siège fictif en Belgique (4).

(1) Trib. Com. Marseille, 6 août 1909, Cl. 1910, 1179 et la note Trib. Fédéral 29 avril 1887, Cl. 1890, 283.

(2) Trib. Com. Seine, 30 avril 1904, R. S. 1906, 245 ; Trib. Com. Seine, 19 juillet 1906, R. S. 1908, 253.

(3) Trib. Com. Seine, 8 nov. 1902, Cl. 1903, 609.

(4) Paris, 26 mai 1903, Cl. 1904, 135.

Bref, on n'aura en général, dans les questions de compétence relatives à des sociétés belges, qu'à suivre les règles exposées plus haut et admises par la jurisprudence à l'égard des sociétés françaises.

CHAPITRE QUATRIÈME

LE TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

48. *Les effets du transfert du siège social*

Nous ne nous sommes occupés jusqu'à présent que du cas où une société possède en même temps plusieurs établissements d'importance inégale : siège social, siège administratif, succursales, etc... C'est ce qu'on pourrait appeler la pluralité d'établissements simultanée ; mais on peut envisager une autre hypothèse : la pluralité d'établissements au lieu d'être simultanée, peut être successive elle peut exister dans le temps au lieu d'exister dans l'espace. Il peut arriver en effet qu'une société, au cours de son existence, pour une raison ou pour une autre, trouve avantageux de délaisser le siège qu'elle s'était donné à l'origine, pour en adopter un nouveau, et que le transfert se fasse sans que les deux sièges coexistent à aucun moment. Nous devons donc, pour être complet, examiner la question de la pluralité successive d'établissements, c'est-à-dire du transfert du siège social.

Nous venons d'examiner plusieurs effets de la pluralité d'établissements simultanée, c'est-à-dire que nous nous

sommes placés dans l'hypothèse où la Société possédait en même temps plusieurs établissements d'importance inégale ; il nous faut étudier maintenant le cas de la pluralité d'établissements successive, c'est-à-dire celui où une société délaisse un siège pour en créer un nouveau, sans que ces deux sièges coexistent à aucun moment. C'est la question du transfert du siège social.

Cette question revêt une importance bien différente selon qu'on l'envisage du point de vue du droit interne ou du point de vue du droit international.

En droit interne, les effets du transfert du siège social sont peu nombreux et ne sont pas d'une importance capitale ; aussi nous contenterons-nous d'examiner à quelles conditions le siège social peut être transféré, et quelles formalités sont à remplir.

En droit international, au contraire, le transfert du siège social va avoir pour effet de changer la nationalité de la société ; nous avons vu, en effet, que la théorie dominante, en doctrine et en jurisprudence, fait dépendre la nationalité des sociétés de la situation de leur siège social. Aussi n'est-il pas étonnant que l'on se soit demandé si le transfert du siège social d'un pays dans un autre était possible ; en tout cas, il est certain qu'un tel transfert doit être soumis à des règles beaucoup plus rigoureuses qu'un simple changement de siège dans un même pays, étant donné les conséquences extrêmement graves qu'il entraîne.

49. *Transfert du S. S. dans une même ville*

D'après MM. Houpin et Bosvieux (1), le Conseil d'Administration d'une société pourrait être autorisé par les statuts à transférer le siège social dans un autre endroit de la même ville ; au cas de silence des statuts il faudrait obtenir une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, car il s'agit d'une modification statutaire.

Dans un cas où les statuts prévoyaient que le siège social pourrait être transporté « dans tout autre endroit » par simple décision du Conseil d'administration, il a été jugé que le mot « endroit » devait être interprété comme visant tout autre endroit de la même ville, mais non une autre localité du même département (2).

50. *Transfert du S. S. dans un même pays*

Transfert du siège social dans un autre endroit également situé en France. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider qu'un tel transfert constitue une modification aux statuts qui ne peut être décidée valablement que par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (3). D'après MM. Houpin et Bosvieux, serait illégale la clause que l'on rencontre quelquefois dans des statuts, et qui stipule que le siège social peut être transféré dans tout autre lieu par simple décision du

(1) T. II. n° 1.010, p. 394.

(2) Trib. Com. St-Brieuc, 5 septembre 24, G. P. 1924-II-739.

(3) Trib. Com. St-Brieuc, 5 sept. 24, G. P. 1924-II-739.

Conseil d'administration (1). Cependant une note sous Saint-Brieuc, 5 sept, 24 (2) paraît considérer cette clause comme valable.

Il a même été jugé que l'assemblée générale extraordinaire ne pouvait pas déléguer ses pouvoirs au Conseil d'administration (3) ; mais cette décision semble très peu juridique, et il y avait dans l'espèce un autre motif de la nullité du transfert, tiré du fait que la délégation de l'assemblée générale n'avait pas été publiée en même temps que la décision du conseil d'administration.

Si d'ailleurs le conseil d'administration désire changer le lieu de ses réunions, il n'est pas indispensable pour cela de transférer le siège social ; il a été jugé qu'il n'est pas nécessaire que la réunion du conseil d'administration ait lieu au siège social pour que ses délibérations soient valables (4). Le Conseil d'administration peut même convoquer les assemblées générales de la société dans un autre lieu que celui du siège social. A moins qu'il n'agisse malicieusement, les assemblées ainsi tenues sont régulières (5). Si le Conseil d'administration décide de se réunir désormais dans un autre lieu que le siège social, ce fait n'opère pas transfert du siège social qui reste fixé au lieu où se font les principales affaires, où se trouvent les principaux intérêts sociaux (6).

(1) T. II, n° 1.010, p. 494.

(2) *Rev. Not.*, 24, 25.

(3) Trib. Com. Nantes, 21 mai 1926, R. S. 28, p. 29.

(4) Rouen, 6 avril 1909, S. 1910-II-233.

(5) Gênes, 5 nov. 1909, S. 1909-IV 9.

(6) Cass., 30 juillet 88, G. P., 88-II-313 ; Cass., 4 août 85, R. S.,

Nous venons de voir qui a le pouvoir de décider le transfert du siège social dans un même pays. En principe, il faut une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les termes de l'art. 31 nouveau de la loi du 24 juillet 1867. A quelles conditions ce transfert va-t-il être valablement opéré ?

51. Conditions pour que le transfert soit valable

Même au cas où l'autorisation donnée par l'assemblée générale des actionnaires serait parfaitement régulière, elle ne suffirait pas à elle seule à transférer le siège social. Il faut qu'elle soit suivie d'un transfert effectif, c'est-à-dire que la société établisse le centre de ses affaires au nouveau siège social, qu'elle y transporte son administration, sa comptabilité, quelle y réunisse ses assemblées d'actionnaires et ses Conseils d'administration (1). Un transfert non effectif serait de nul effet (2).

86, 78. Deux jugements du Trib. Com. Marseille (23 déc. 85, J. S. 87-149 et 20 sept. 86, J. S. 87-753) avaient été jusqu'à dire que la clause d'un acte de société qui fixe le siège social ne peut être modifiée que du consentement de tous les associés, et avaient déclaré nulle et de nul effet la délibération d'une assemblée d'actionnaires qui, à la majorité seulement, avait décidé le transfert du siège social d'une ville dans une autre. Cette jurisprudence n'a plus qu'un intérêt rétrospectif depuis que la loi du 22 novembre 1913 a décidé que l'assemblée générale peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sauf en ce qui concerne la nationalité de la société.

(1) Cass., 1^{er} déc. 84, G. P., 85-I-14 ; Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1.010, p. 394.

(2) Houpin et Bosvieux, t. II, n° 829 ; Cass., 11 août et 1^{er} déc. 84,

Il faut de plus que la délibération ait été régulièrement publiée.

En effet, l'abandon et le changement du siège social qu'une société s'était donnée par ses statuts constitue une modification régie par l'art. 61 de la loi du 24 juillet 1867 et qui n'est en conséquence opposable aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités des art. 55 et 56 de la dite loi (1).

Il faut donc accomplir une double publicité : au lieu de l'ancien siège social et au lieu du nouveau, et de plus, le cas échéant, aux endroits où la société possède des succursales. Un transfert qui n'aurait pas été publié devrait être considéré comme non avenu, même à l'égard des associés entre eux, de telle sorte que l'ancien siège social resterait attributif de compétence (2).

Toutefois, l'omission de la publicité du transfert du siège social n'a pas pour effet de frapper de nullité la société (3).

On peut admettre aussi avec M. Bosvieux (4) que le dépôt au greffe de la justice de paix semble

R. S., 84, 609 et 85, 318 ; Cass., 4 août 85, R. S., 85, 78 ; Douai, 13 juin 93, J. S., 93, 509.

(1) Douai, 31 octobre 85, G. P., 85-II-708 ; Trib. Com. Nantes, 9 février 1907, G. P. 1907-I-516 ; Cass., 29 mars 98, S. 1901-I-70, en ce sens Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 866.

(2) Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1224, p. 667 ; Trib. Com. Bordeaux, 27 juin 1902, R. S., 1903, p. 186.

(3) Trib. Com. Seine, 22 août 1908, G. P., 1908-II-529.

(4) J. S. 1908, 49.

inutile si le nouveau siège social est établi dans la même ville que l'ancien, mais dans un autre canton.

52. Transfert du S. S. dans un autre pays

La question du transfert du siège social devient beaucoup plus délicate et beaucoup plus discutée si nous abordons le domaine du droit international, car alors elle se rattache directement à la question de la nationalité des sociétés. Nous avons vu en effet, que le système généralement admis actuellement fait dépendre la nationalité d'une société du lieu où elle a établi son siège social. Si donc une société transfère son siège social d'un pays dans un autre, va-t-elle par ce fait acquérir une nouvelle nationalité ? Ce transfert est-il possible ? Ou bien la société qui désire établir son siège social dans un autre pays devra-t-elle d'abord se dissoudre dans son pays d'origine, puis se reconstituer ?

53. Premier Cas : Une société transfère son siège social de France à l'Etranger

La majorité des auteurs, comme nous l'avons vu, ainsi que la jurisprudence, déclarent qu'en droit français c'est le siège social qui est attributif de nationalité. Si donc une société française transfère son siège social à l'étranger, elle cessera par là même d'être française. C'est une modification essentielle au pacte social, qui doit donc être soumise à des conditions de vote spéciales. De plus cette société va se trouver sous l'empire d'une nouvelle loi, qui ne sera pas la loi de sa constitution, ce qui a fait douter que le transfert soit possible et a amené

la plupart des auteurs à penser qu'une telle opération ne pouvait être réalisée qu'en deux temps : dissolution de la société en France, puis reconstitution dans le pays où elle veut établir son siège social, et dont elle désire acquérir la nationalité, conformément aux lois de ce pays.

Un système aujourd'hui abandonné soutenait qu'une société peut porter son siège social à l'étranger tout en restant française pourvu que son principal établissement et par suite son domicile reste en France (1). Ce système s'apparente à certains arrêts qui ont décidé que le transfert du siège social à l'étranger n'était pas à lui seul suffisant pour faire perdre à une société la nationalité française s'il n'était pas accompagné de la substitution intentionnelle d'une législation étrangère à la législation française (2).

Il se rapproche du système soutenu récemment par M. Niboyet : « il n'y a pas changement de nationalité des sociétés par le seul effet du déplacement du siège social — la nationalité change seulement lorsque les éléments constitutifs du contrôle se modifient ». Cette conséquence découle logiquement de la conception spéciale de la nationalité des sociétés d'après cet auteur (3). C'était déjà la solution de Pillet « une fois la société cons-

(1) Vavasseur, 868.

(2) Amiens, 29 juin 95, J. S. 96, 177 ; Cass., 29 mars 98, J. S. 98, 308 ; Thaller, note ss. D. 95-I-57 ; Leven, *De la nationalité des sociétés*° ; Demogue, *Rapport au Congrès des Sociétés de Bruxelles*, 1910.

(3) Niboyet, *Manuel de d. i. p.*, 2° éd. du Manuel de Pillet et Niboyet 1928.

tituée nationale suivant les lois de sa formation, elle gardera ce caractère, et les pérégrinations auxquelles ses administrateurs pourront ensuite se livrer, les déplacements qui leur seront imposés, ne changeront jamais rien à ce qu'elle a été fondée dans un certain lieu, suivant certaines lois, et que ces lois, en même temps qu'elles lui ont donné une personnalité morale, l'ont investie de leur nationalité » (1).

Mais cette solution est opposée à la doctrine dominante d'après laquelle une société française doit avoir son principal établissement en France, et d'ailleurs, on trouve des décisions de jurisprudence en sens inverse : une société qui cesse d'avoir son siège social en France perd sa nationalité française (2).

Il est admis en général que le transfert à l'étranger d'une société française » entraîne changement de nationalité ou au moins dénationalisation de cette société (3). A cette règle, il faut faire une exception au cas où le siège social d'une société serait transféré dans un pays soumis au protectorat français (4), ou dans un pays de capitulations (5), ou dans une concession internationale (6).

(1) Pillet, *Traité prat. de d. i. p.*, éd. 1924, t. II, 80.

(2) Trib. Consul. de France, à Constantinople, sept. 99, Cl. 1900, 657.

(3) Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1005.

(4) Pour le Tonkin, v. Trib. Com. Seine, 10 novembre 21, J. S. 22, 265.

(5) Pour le Maroc, voir J. S. 1915, 135.

(6) V. Trib. Consul. français de Shanghai, 1^{er} juin 1917, J. S. 21, 232.

54. *Un tel transfert est-il possible ?*

Si le transfert du siège social entraîne changement de nationalité, il apporte une modification essentielle au pacte social, aussi s'est-on demandé si une telle mesure est possible.

La loi du 21 novembre 1913, modifiant l'art. 31 de la loi du 24 juillet 1867, stipule que « sauf disposition contraire des statuts, l'assemblée générale délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société. Dans le silence des statuts le changement de nationalité d'une société ne peut donc être voté par l'assemblée générale, même par le moyen détourné du transfert du siège social. Mais les statuts peuvent-ils, par une clause expresse autoriser l'assemblée générale à effectuer un tel changement. Certains auteurs se prononcent pour la négative (1). M. Wahl admet que l'assemblée pourrait valablement voter les mesures prévues aux statuts pourvu que les actionnaires dissidents aient la faculté de se retirer de l'affaire (2).

Pour la jurisprudence, le transfert du siège social est considéré comme une modification essentielle du pacte social, puisqu'il entraîne changement de nationalité ou « dénationalisation » (3).

Aussi pour que cette opération fût possible, faudrait-il qu'il existât pour les sociétés une procédure de naturali-

(1) Thaller, 694 *bis* ; Copper Royer, p. 221.

(2) J. S. 1914, p. 67.

(3) Cass., 26 nov. 94, S. 95-I-333.

sation analogue à celle qui fonctionne pour les individus. Certains auteurs prétendent qu'une telle procédure est possible (1). Mais c'est là une conception toute théorique.

La majorité des auteurs et la jurisprudence décident que pour transférer son siège à l'étranger, une société doit d'abord se dissoudre en France, puis se reconstituer sur le territoire et selon la loi du pays dont elle désire acquérir la nationalité (2). C'est la solution adoptée en Allemagne (3).

En dehors de cette procédure, il n'est possible de transférer le siège social et de changer la nationalité que par un vote unanime des associés (4).

55. Deuxième hypothèse : une société transfère son siège social de l'étranger en France

Nous avons vu qu'aucun texte ne prévoit de procédure de naturalisation pour les sociétés, et que, malgré l'opinion de certains auteurs, elle n'est pas usitée. Mais, dans la doctrine classique, une société qui transfère son siège social en France va devenir française. La jurisprudence l'admet en effet, mais à la condition seulement que le

(1) Vavasseur, 957 ; Wahl, J. S. 1900, 256 ; Dufresnay, 68.

(2) V. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 869 et t. III, n° 1487 ; Demassieux, *Le changement de nationalité des sociétés commerciales*, thèse, Lille, 1927 ; Aix, 17 juin 79, J. S. 80, 203 ; Paris, 31 janvier 91, *Le Droit*, 18 avril 91 ; v. aussi Lyon-Caen et Renault, n° 867 ; Contra, Amiens, 29 juin 95, J. S. 96, 177 ; Drouin, 25 ; Goirand, 1343 ; Demogue, *Rapport au Congrès de Bruxelles*, 1910 p. 25

(3) Kammergericht de Berlin, 5 juin 82, Cl. 83, p. 315.

(4) Amiens, 29 juin 95, Cl. 97, 158 ; Cass., 26 novembre 95, S. 95-I-133 ; Cour d'Alexandrie, 19 février 1927, S. 1927-IV-9.

transfert du siège social ait été accompagné de la soumission de la société à la loi française, dans toutes ses dispositions (1). Et l'on peut se demander si cette condition n'entraîne pas la nécessité d'une nouvelle constitution.

D'après MM. Lyon-Caen et Renault, il faudrait un vote unanime des actionnaires pour qu'une société puisse devenir française (2).

56. *Le transfert de fait. Cas des Sociétés russes.*

Dans les cas des sociétés russes qui sont venues s'établir en France après la révolution, certains tribunaux avaient d'abord jugé que le siège social ne pouvait être transféré en France soit en vertu des dispositions des statuts, soit en vertu de celles de la loi russe (3). D'autres décisions, mieux inspirées, estiment que la force majeure doit faire prendre en considération un simple transfert de fait (4).

Plus anciennement, dans une espèce où il s'agissait d'une société qui avait son siège social à Bruxelles, et qui avait été dissoute par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, il a été jugé que cette société n'avait plus de siège social en Belgique, et que celui-ci avait été en fait remplacé par le siège de la liquidation chez le liquidateur domicilié à Paris (5).

(1) Cass., 26 nov. 94, Cl. 95, 117 ; Cass. 29 mars 98, D. 99-I 595.

(2) T. II, n° 1168, contra Boucart, p. 234.

(3) Trib. Com. Seine, 26 nov. 25, Cl. mars 27.

(4) Paris, 31 janvier 28, Gaz. Trib. 5 avril 28.

(5) Cass. Civ., 9 mai 1906, R. S. 1906, 430.

57. *Rapport du Comité de la S. D. N.*

Signalons pour terminer ce chapitre que le rapporteur du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international (1) conclut que la question du changement de la nationalité des sociétés de commerce n'est pas susceptible de règlement uniforme par voie de convention générale. « Si l'on se prononce pour la prohibition absolue du changement de nationalité, une telle prohibition équivaldrait à une dissolution forcée d'une société désirant se soustraire au régime de la législation à laquelle elle a été soumise lors de sa constitution, et si l'on se prononce pour l'admissibilité du changement (en observant naturellement les dispositions concernant l'unanimité des associés, le règlement des dettes etc...) la question de savoir si l'ancienne personnalité ne cesse pas de subsister, bien que la nationalité en soit changée, doit être solutionnée par les législations territoriales respectives ».

Bref, en droit interne, le transfert du siège social est une opération relativement facile, puisqu'elle peut être effectuée par un vote de l'assemblée des actionnaires. Il semble que la position de la doctrine et de la jurisprudence donne satisfaction aux nécessités de la pratique et permette en même temps de déjouer les fraudes qui peuvent se produire.

Il n'en est pas de même en droit international. Transférer le siège d'une société d'un pays dans un autre est

(1) Publications de la S. D. N., V. Questions juridiques 1927, V. 12.

une opération hérissée de difficultés, si les statuts ne l'ont pas prévue. Et c'est pourtant quelquefois une nécessité. Exiger le consentement unanime des associés équivaut à prohiber en fait le transfert ou à imposer aux sociétés une dissolution suivie d'une reconstitution, d'où des frais considérables. Il semble que l'économie internationale exige un régime plus souple, plus apte à favoriser la circulation des capitaux. Ce que le législateur a voulu éviter, c'est la fraude, et particulièrement la fraude fiscale. On pourrait, semble-t-il, souhaiter une modification de la loi de 1913 qui permît de transférer le siège social d'un pays dans un autre par un vote de l'assemblée générale émis à une majorité déterminée et pour des raisons sérieuses. Il faudrait évidemment réserver la possibilité de faire déclarer nul un transfert qui n'aurait été accompli que dans un but de fraude, pour tourner une disposition quelconque de la loi.

CHAPITRE CINQUIEME

LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS
ET LA MONNAIE DE PAIEMENT
DES OBLIGATIONS D'UNE SOCIETE

58. *Position de la question*

Nous n'avons pas l'intention de traiter dans son ensemble la question dite des « paiements-or ». Une telle étude demanderait un travail beaucoup plus étendu que le nôtre et dépasserait le cadre de notre sujet. Nous voudrions seulement examiner un point très particulier de cette question : le fait pour une société de posséder plusieurs établissements peut-il exercer une influence sur la monnaie dans laquelle elle doit payer ses obligations ?

Cette question a revêtu ces dernières années un intérêt considérable, en raison de la dévalorisation du franc. Il était évidemment d'une importance capitale pour certaines sociétés de savoir si elles pouvaient payer leurs obligations en francs amputés des quatre cinquièmes, ou si elles devaient, au contraire les payer en monnaies à change haut, livre sterling, dollar, franc suisse, florin, et les tribunaux ont eu à trancher de nombreux procès,

roulant sur des sommes énormes, entre les sociétés émettrices et leurs obligataires.

Cette question se rattache d'ailleurs par certains côtés à celle de la nationalité des sociétés, et par d'autres, à celle de la compétence en droit international que nous avons déjà examinées. En effet, les tribunaux étrangers exigeront souvent, pour se déclarer compétents et condamner une société à payer ses obligations dans la monnaie de leur pays, que cette société soit nationale, ou au moins qu'elle ait dans leur pays un siège particulièrement important.

59. *Principes dégagés par la jurisprudence.*

Les principes en la matière, tels qu'ils ont été dégagés par la jurisprudence de ces dernières années sont les suivants :

Si le contrat détermine la monnaie de paiement, pas de difficultés, on doit l'exécuter purement et simplement.

Si la convention ne stipule pas de lieu ni de monnaie de paiement, ou si ses termes sont équivoques ou douteux, le paiement doit avoir lieu, en principe, au domicile du débiteur.

Le lieu du paiement détermine la monnaie du paiement.

Le domicile d'une société débitrice est en principe au lieu de son principal établissement.

Reprenons un par un les principes ainsi posés, et voyons comment ils ont été dégagés par les tribunaux.

La jurisprudence égyptienne est particulièrement intéressante et abondante, car il existe de nombreuses sociétés qui ont en Egypte le lieu de leur exploitation ou même leur siège social qui sont quelquefois des sociétés égyptiennes, et qui vivent de capitaux qu'elles ont emprunté en Europe et particulièrement en France.

Tout d'abord, au cas où une monnaie déterminée a été stipulée au contrat, il est évident que c'est en cette monnaie que le débiteur doit s'exécuter. Si elle s'est dépréciée il est vrai que le débiteur pourra se libérer à meilleur compte et que le créancier subira un préjudice. Mais, sauf le cas de lois de valorisation, qui ne sont intervenues que dans quelques pays, il n'y a pas lieu de tenir compte juridiquement de la dépréciation survenue, et le droit commun ne saurait être que le maintien pur et simple de la monnaie stipulée (1).

60. *Le paiement a lieu au domicile du débiteur*

L'art. 1247 du Code Civ. stipule formellement que le paiement doit avoir lieu en principe au domicile du débiteur. C'est une règle très ancienne qui nous vient du droit romain. Dans le cas d'un banquier, le Digeste prévoyait que le paiement devra avoir lieu au siège de son établissement (2). Les règles du droit romain étaient sur ce point identiques à celles du droit français : « Quand il n'y a pas d'élection de domicile et qu'une chose indé-

(1) Art. 1895 Code civ.

(2) L. 45, *De judiciis*.

terminée aura été promise, c'est au domicile du débiteur que la prestation devra être faite, parce que c'est en ce lieu que le débiteur est censé avoir de quoi désintéresser le créancier (1).

Le droit romain admettait que l'on pût avoir plusieurs domiciles, et ainsi, « à défaut d'une désignation expresse pour le paiement ou d'une désignation résultant de la nature de l'acte, l'acquittement de l'obligation sera effectué à l'un des domiciles du débiteur (2). Règle curieusement analogue à la solution contemporaine. En effet, bien qu'en droit français l'unité de domicile soit de principe, tout se passe comme si, en fait, les sociétés pouvaient avoir plusieurs domiciles.

61. *Le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie*

Une autre règle qui a été dégagée par la doctrine et la jurisprudence est la suivante : « Le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie ». Prenons le cas d'un contrat d'obligation dont les stipulations sont équivoques en ce qui concerne la monnaie de paiement, par exemple, celui d'un contrat d'avant-guerre qui aurait été libellé en « francs », sans spécifier qu'il s'agissait de francs français, suisses, belges ou égyptiens. Dans quelle monnaie devra être effectué le paiement à l'échéance ? Certains tribunaux ont pensé qu'il y avait lieu de recher-

(1) Massol, *Du lieu de paiement et du lieu de la compétence dans le cas de paiement*, thèse, Paris, 1882, p. 11.

(2) L. 29, *Dig. Ad. Municipalem* ; Massol, *ibid.*, p. 9.

cher quelle était l'intention probable des parties au moment du contrat. Et l'on peut se demander si l'on doit considérer la détermination de la monnaie de paiement par le lieu de paiement et la détermination par l'intention des parties comme complémentaires ou comme contradictoires. En d'autres termes, quel est l'élément qui doit passer en première ligne : le lieu de paiement ou l'intention des parties ? Doit-on dire : la monnaie est déterminée par le lieu de paiement, quelle qu'ait pu être l'intention des parties, ou doit-on dire : la monnaie doit être déterminée par l'intention des parties, quel que soit le lieu de paiement ? Une solution pourrait concilier ces extrêmes : celle qui consisterait à dire : au cas où l'on ne peut connaître l'intention probable des parties, la monnaie est déterminée par le lieu de paiement.

Nous allons voir que la jurisprudence semble d'abord avoir considéré le lieu de paiement et l'intention des parties comme opposés et contradictoires, puisqu'elle a fini par construire une théorie qui les concilie.

Les tribunaux ont d'abord attaché une importance décisive à l'intention probable des parties qu'ils s'efforçaient de dégager. Résulte-t-il des circonstances de la cause que les parties avaient en vue le franc français ? Le paiement devra se faire en francs français. C'est ainsi que s'expriment diverses décisions : « la monnaie libératoire envisagée n'a jamais été que la monnaie légale ayant cours en France » (1). Dans les mêmes termes ou à peu près, un

(1) Trib. Com. Seine, 21 juillet 26, Ch. de fer de Sao Paulo à Rio Grande.

arrêt de Paris (1) constate que « la Société a promis à ses obligataires des francs, mais non point des francs or, que n'ayant droit en France qu'à des francs, les obligataires qui y réclament le paiement de leurs coupons doivent accepter comme monnaie libératoire et pour leur valeur nominale, les billets de la Banque de France qui ont à la fois cours légal et cours forcé. » De même, le Trib. civ. Seine saisi d'une instance formée par les obligataires de la Société de Suez a décidé qu'il y avait lieu de rechercher « quel franc les parties avaient eu l'intention de choisir (2). Pour rechercher quelle a été l'intention probable des contractants, les tribunaux examinent les différents éléments de la cause : le titre d'abord ; la publicité qui a précédé l'émission, le bulletin de souscription — s'ils stipulent que le paiement aura lieu en or, les obligataires sont en droit de l'exiger alors même que les titres eux-mêmes seraient formulés en France (3) ; et même les prospectus répandus à l'étranger (4). Commentant ces décisions (5), M. Demogue constate que dans le cas de contrat d'adhésion on écarte la règle des art. 1162 et 1327 du Code civil d'après lesquels le doute s'interprète en faveur du débiteur, et, si le souscripteur a pu, à

(1) 23 mars 28, Société d'Héraclée C. Bret.

(2) Trib. Civ. Seine, 1^{er} avril 1925, G. P. 1925-I-662. Dans le même sens, Nancy, 9, nov. 26, G. P. ; 26-II-763.

(3) Trib. Civ. Seine, 24 février 26, D. H. 26, 156 ; Cour de Paris, 25 nov. 26, G. P. 27-I 240.

(4) Trib. Civ. Seine, 27 juillet 27, D. H. 27, 473.

(5) *Rev. Trim. de droit civil*, 1927, p. 203, n° 21.

raison d'une pièce quelconque, compter sur le paiement en or, on lui donne satisfaction.

Certaines décisions ont été jusqu'à dire que « la stipulation de paiement or n'a point besoin d'être expressément formulée. Elle peut être tacite et il appartient aux tribunaux de déterminer la nature de la monnaie que les parties ont eu en vue. Le fait que la souscription est intervenue à une époque où seule la monnaie d'or avait en France cours forcé peut être retenu par les tribunaux comme la preuve de la volonté des parties de stipuler paiement en or » (1). L'article 1895 du Code Civil est ainsi complètement laissé de côté.

On peut encore citer quelques décisions dans lesquelles les tribunaux se reconnaissent le droit de rechercher dans l'ensemble des circonstances de fait, l'intention probable des contractants (2).

Mais cette jurisprudence ne devait pas l'emporter, et c'est alors qu'intervint l'influence du lieu de paiement. Très vite on reconnut le besoin d'une règle plus précise, et la nécessité de limiter la faculté d'appréciation des tribunaux. Déjà dans un article sur « La détermination de la monnaie de paiement et le problème du change » (3).

M. Perroud constate qu'on a fini par considérer uniquement le lieu du paiement. C'est la monnaie qui a

(1) Trib. Com. Evreux, *Rec. Jur. Soc.*, 1928, p. 5.

(2) Trib. Civ. Aïnecy, 2^e déc. 1920, G. P. 21-I-141 ; Trib. Civ. Thonon, 22 déc. 1920, G. P. 21-I-142 ; Trib. Com. Seine, 4 déc. 1920, *Rev. de droit maritime*, 1921, 60,

(3) Cl. 1924, 639,

cours en ce lieu que le jugement devra accorder au créancier... C'est en principe le lieu du paiement qui déterminera la monnaie exigible. Ce sera donc la loi du domicile du débiteur en cas d'obligation délictuelle, la loi du lieu prévu en cas de contrat... Reste à prévoir le cas où la convention n'indique pas le lieu du paiement. Ce sera au juge à le rechercher d'après la loi que les parties ont le plus probablement envisagée. M. André Prudhomme note aussi le revirement de la jurisprudence (1) « La règle : le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie, intervient ainsi comme une règle normale qui s'attache à un élément objectif, le lieu de paiement, supprime les incertitudes d'interprétation, et qui, ayant pour fin et justification d'assurer le respect du contrat, ne peut s'effacer que devant une manifestation expresse de volonté. En la formulant, les arrêts ont avec sagesse et conformément à l'intérêt national, limité les effets de la fiction légale qui veut, contre toute vérité financière et économique, que le franc-papier déprécié équivaille au franc or ». Telle est aussi l'opinion de Mlle Charlotte Béquignon dans sa thèse sur « La dette de monnaie étrangère » (2) « L'élément déterminant est donc, en principe, le lieu de paiement. La règle joue sans restriction quand le lieu de paiement est expressément prévu au contrat, elle vaut aussi quand il y est prévu implicitement, puisqu'en l'ab-

(1) *De la règle : Le lieu du paiement détermine la nature de la monnaie*, Cl. 1925, 865.

(2) *Caen*, 1925.

sence de désignation, le lieu de paiement est normalement le domicile du débiteur ».

En effet, cette règle a été suivie par de nombreux tribunaux. Une jurisprudence déjà ancienne s'était formée en ce sens à un moment où la monnaie italienne avait subi une dépréciation assez sensible. La Cour de Cassation (1) pose en principe que « les sommes exigibles en un lieu situé sur le territoire français doivent être payées en monnaies ayant cours légal en France, sauf conventions contraires ». De même, dans une espèce où il s'agissait aussi de monnaie italienne, le Trib. Supérieur de Monaco (2) décide qu'« à défaut de convention contraire, les parties sont présumées être référées quant à la forme et au mode de paiement à la loi du lieu fixé pour l'exécution. Et par là il entendait que « lorsqu'une somme d'argent a été stipulée payable à Monaco, le paiement doit être opéré en espèces ayant cours dans la principauté et ne peut l'être en monnaie de papier non adoptée par l'usage, bien que cette monnaie ait cours légal dans le pays du créancier ». Cette jurisprudence devait avoir lieu de s'affirmer fréquemment à la suite des variations considérables enregistrées par les changes d'après-guerre.

La Cour de Paris, confirmant un jugement du Tribunal Civil de la Seine (3) a repoussé les prétentions du Crédit Foncier franco-canadien qui soutenait qu'ayant son siège administratif en France, son capital constitué en francs

(1) 18 nov. 95, Cl. 96, 381, Compagnie Italienne des Chemins de

(2) 16 février 84, Cl. 95, 894.

Fer de la Méditerranée.

(3) 2 juin 26, G. P. 26-I-488.

français, une majorité d'actionnaires français, son intention et celle de ses obligataires avait été de contracter en francs français. La Cour de Paris admit au contraire que le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie ; or, dans l'espèce, les coupons étaient payables à Paris et à Lausanne et le défendeur fut condamné à verser des francs suisses (obligations 3,40 %). La même règle fut adoptée par deux arrêts de Paris (1). La Compagnie d'assurances La Bâloise avait passé des contrats par l'intermédiaire de son agent de Paris ; elle fut condamnée à payer en francs suisses, car le lieu de paiement stipulé était Bâle et ceci quoiqu'il fût bien probable que les parties aient eu en vue des francs français. Le Tribunal du Caire (2) puis, en Appel, la Cour d'Alexandrie (3) se conformèrent également à ce principe dans les très importantes décisions concernant la Compagnie de Suez (4).

La jurisprudence adoptait donc cette fois un système de détermination de la monnaie tiré uniquement du lieu de paiement, et ne tenait plus compte de l'intention probable des parties, ce qui était notoirement abusif.

Aussi semble-t-il que certains arrêts récents se soient efforcé de concilier le système du lieu de paiement et

(1) 6 mai 23 et 18 mai 1925, Cl. 1924, 683 et 1925, 1016.

(2) 26 janvier 1925.

(3) 4 juin 1925, Cl. 1925, p. 1080.

(4) Dans le même sens, Trib. Com. Seine, 18 mars 21, G. P. 22 I-16 et Trib. Civ. Belfort, 5 nov. 1920, G. P. 21-I-229 ; Trib. Civ. Seine, 14 nov. 23, G. P. 23-II-702 ; Trib. Civ. Seine, 24 janvier 22, G. P. 22-I-363.

celui de l'intention probable : la nature de la monnaie, disent-ils, est déterminée d'abord par l'intention probable des parties, subsidiairement par le lieu de paiement. D'autre part, le lieu de paiement est un élément qui peut éclairer le juge sur l'intention probable des parties.

Dans l'affaire des Papeteries de Courtelary c. Société Nancéienne, la Cour de Nancy décidait (1) que, d'après les circonstances, l'intention des parties avait été de contracter en francs français et qu'en conséquence la société se libérait en offrant aux obligataires des francs français, et ceci bien que la convention accorde au porteur l'option de recevoir le paiement au siège social de la Société en Suisse, cette option accordée seulement pour la facilité des porteurs étant une option de place et non une option de change.

C'est en ce sens que la Cour de Cass. vient de se prononcer, dans un arrêt récent (2). « En cas de doute sur la monnaie en laquelle les parties ont exprimé leurs conventions, l'indication dans le contrat d'un lieu de paiement ne constitue à cet égard qu'une présomption de leur intention susceptible d'être combattue par toutes présomptions contraires résultant des autres dispositions ». Il semble que ce principe, bien que formulé dans un arrêt rendu en matière d'assurances, soit une règle générale applicable aussi en matière d'obligations.

Enfin, nous avons vu que la jurisprudence française

(1) 9 nov. 26, G. P. 1926-II-763.

(2) Cass. Civ., 13 juin 28, La Bâloise c. Salles, G. P. 1928-II-303.

admettait d'une façon générale que le domicile d'une société est au lieu de son principal établissement, et que le principal établissement est en principe le siège social (v. sup. Compétence et Nationalité), mais qu'une société française ou étrangère peut quelquefois être assignée ailleurs qu'à son siège social, au siège d'établissements importants.

Par la combinaison de ces différents principes, nous allons pouvoir expliquer certaines décisions qui sont intervenues en matière de paiements d'obligations émises par des collectivités et en matière d'indemnités d'assurances ; mais il nous faut auparavant exposer brièvement ce qu'on entend par option de place et par option de change, ces notions revenant fréquemment dans les jugements que nous allons avoir à citer.

62. *Option de place et option de change*

Il arrive fréquemment que des titres émis sur des marchés étrangers par des collectivités soient libellés en plusieurs monnaies. Cela facilite le placement et la circulation des titres, indique clairement aux souscripteurs quelle somme ils auront à recevoir, et les met, en période normale, à l'abri de la perte au change.

Si le titre porte par exemple : intérêt de 15 fr. à Paris, Bruxelles, Genève, 6 shillings à Londres, 3 florins 52 1/2 à Amsterdam... c'est l'option de change.

Si il porte au contraire : intérêt de 15 fr. payable à Paris, ou à Bruxelles, Genève, Londres, Amsterdam, au cours du change sur Paris, c'est l'option de place.

L'option de change suppose donc plusieurs lieux de paiement stipulés sur le même pied, tandis que l'option de place suppose un seul lieu de paiement principal, et le paiement au cours du change sur d'autres places.

On voit immédiatement que des difficultés peuvent surgir au cas où par exemple les coupons sont ainsi libellés : coupons de X... francs payable à Paris, Bruxelles, Genève, sans autre détermination de monnaie. S'agit-il alors d'une option de change ou d'une simple option de place ?

Il peut arriver aussi qu'aucun lieu de paiement ne soit prévu. En ce cas, le droit commun reprend son empire, et nous avons vu qu'en droit français, sauf stipulation contraire, le paiement doit avoir lieu au domicile du débiteur. Si nous supposons maintenant que la société émettrice a un établissement à l'étranger, les obligataires français peuvent-ils obtenir paiement dans la monnaie du pays de cet établissement ? Telle est la question qui nous occupe et le point précis qui se rattache à notre sujet.

En effet, s'il s'agit d'une option de change caractérisée, la pluralité d'établissements de la société n'a aucune influence, puisque dans ce cas, et le lieu de paiement, et la nature de la monnaie sont prévus ; la pluralité d'établissements ne peut avoir d'effet déterminant que si le lieu de paiement n'est pas stipulé et la nature de la monnaie douteuse. Le cas s'est présenté plusieurs fois.

Cependant, il arrive fréquemment qu'une option de change concédée par une société soit une conséquence

de la pluralité de ses établissements. Supposons en effet qu'une société qui possède des bureaux et des caisses dans plusieurs pays émette des obligations ; elle les émettra souvent dans le pays où elle est établie, et les stipulera plus volontiers payables dans les monnaies de ces pays, à ses caisses. Aussi le problème de l'option de change peut souvent se rapporter indirectement à notre sujet.

63. *Domicile légal à l'étranger*

Il y aura un cas où la société possèdera dans un pays étranger un établissement particulièrement intéressant à notre point de vue, c'est quand en vertu de la législation du pays, elle est obligée, soit d'y avoir un siège important, soit d'y élire Domicile (1).

Il arrive en effet fréquemment que des Etats n'accordent à des sociétés étrangères une concession, une autorisation qu'à la condition que celle-ci établisse sur leur territoire un siège spécial, qu'elle y ait un domicile. On voit assez quels mobiles peuvent pousser les Etats à agir ainsi : ils désirent avoir chez eux quelqu'un qui ait pouvoir de traiter au nom de la Société, qui puisse recevoir les significations qui lui seront faites, qui puisse payer les impôts dont elle est débitrice. L'établissement d'un tel domicile doit-il être considéré comme une convention particulière entre l'Etat et la société, ou pourra-t-il avoir

(1) V. ci-dessous affaire de Suez et de Rosario.

quelque effet sur les relations de la société et des tiers, des obligataires, par exemple ? Nous pensons que pour qu'un domicile légal de cette espèce puisse avoir une influence sur les droits des obligataires, il faut qu'il soit aussi, en fait, le centre le plus important de l'activité de la société. C'est pourquoi la solution donnée par les tribunaux égyptiens dans l'affaire de Suez nous paraît justifiée, tandis que l'arrêt de la Cour de Paris dans le procès du Port du Rosario nous paraît au contraire critiquable.

64. *Le procès de la Compagnie du Suez*

Examinons tout d'abord le cas de Suez. La Compagnie Universelle du Canal de Suez est constituée d'une manière tout à fait particulière ; ses statuts ont été reçus par un notaire français, sous la forme d'une société anonyme régie par la loi française, mais c'est indiscutablement une société de nationalité égyptienne, puisqu'elle a reçu l'approbation du gouvernement égyptien. L'art. 73 de ses statuts stipule que « malgré son caractère de société égyptienne, constituée selon la loi française, elle est régie par la loi française ».

D'après l'art. 3 de ces statuts, la Société du Suez a son siège à Alexandrie, mais aux termes du même article, le « domicile administratif » est fixé à Paris ; c'est là que de la façon la plus large est centralisée toute l'administration de la Compagnie et les opérations de trésorerie, telles que l'émission des obligations, le remboursement de celles qui sont amorties, le paiement des coupons, etc...

Le litige portait sur deux séries d'obligations 3 % et 5 % sur lesquelles on lisait que la Compagnie s'engage à payer au porteur 500 francs productifs d'intérêts, sans qu'aucune mention ne permette de déterminer la nature de ces « francs » et de décider s'il s'agissait de francs français, suisses, ou belges, ou au change, sur Paris.

Deux procès furent intentés en même temps par deux groupes d'obligataires, l'un devant le Tribunal Civil de la Seine, l'autre devant les tribunaux égyptiens : Tribunal mixte d'Alexandrie d'abord, puis Cour d'appel mixte d'Alexandrie. Ces deux procès reçurent des solutions différentes.

Le Tribunal Civil de la Seine rendit le 1^{er} avril 1925, conformément aux conclusions de M. le Substitut Fremicourt, un jugement déboutant les porteurs de leur demande, en se basant sur les considérations suivantes : (1)

Le Tribunal reconnaît d'abord que le lieu de paiement détermine la monnaie en laquelle ce paiement doit être effectué ; mais il n'admet l'application de cette règle qu'au cas où il peut y avoir incertitude sur la volonté des parties. Si divers lieux de paiement ont été stipulés, dont la monnaie est également le franc, il est légitime de décider que le franc qui doit être versé est celui du lieu de paiement. Mais, continue le tribunal, cette hypothèse n'est pas à envisager dans le cas de la Compagnie du Suez, puisqu'il n'existe pas en Egypte de monnaie

(1) G. P. 1925-I-662, Marquise de Vaucouleurs c. Compagnie Universelle du Canal de Suez.

dénommée le franc « qu'en fait et en droit le franc égyptien n'a pas d'existence effective et légale et n'est qu'une monnaie de compte, c'est-à-dire une manière de compter, une abstraction, un rapport, un tarif et cela seulement » (nous verrons que les tribunaux égyptiens ont au contraire jugé que le « franc égyptien » existe réellement).

En conséquence, ajoute le jugement, même en Egypte, les porteurs ne pourraient obtenir que des francs français. Nous allons voir que les tribunaux égyptiens ont infligé un démenti formel au Tribunal Civil de la Seine et ont adopté la solution contraire.

L'affaire fut jugée une première fois par le Tribunal Mixte d'Alexandrie le 26 janvier 1925 (1), puis en appel par la Cour Mixte d'Alexandrie le 4 juin 1925 (2).

Le Tribunal mixte d'Alexandrie tint un raisonnement tout différent; en effet, il jugea que le « franc égyptien » existait bel et bien ; dès lors la stipulation en « francs » sans épithète devenait équivoque, et il y avait lieu de la préciser. Mais pour le faire, il partit d'un autre point de vue que le tribunal français. Sans rechercher quelle avait pu être au moment du contrat l'intention des parties, il posa en principe que la monnaie de paiement est déterminée par le lieu de paiement, et que, à défaut de convention, le paiement doit être fait au domicile du débiteur (3). Dès lors la seule question qui se posait

(1) G. P. 1925-I-460, Dabbah et autres c. Compagnie Universelle du Canal de Suez.

(2) D. H. 1925, 490.

(3) Art. 233 Code Civ. Mixte.

était celle de savoir où se trouve le domicile de la Compagnie du Suez à Paris, à son « domicile administratif » statutaire, ou en Egypte, à son siège social.

La situation des parties est parfaitement indiquée dans l'attendu suivant : « Attendu qu'il suit de là que si le domicile de la Compagnie de Suez est, comme elle le prétend, à Paris, à son domicile administratif, elle pourra se libérer, soit à Paris, en monnaie y ayant cours légal et représentant 500 francs, soit en Egypte en monnaie égyptienne équivalant à 500 francs au cours du change sur Paris, et que si son domicile est à son siège social, comme le prétendent les obligataires, elle ne pourra se libérer en Egypte qu'en payant en monnaie égyptienne la valeur légale en Egypte de 500 fr. puisqu'il ne faut pas confondre la monnaie en laquelle on paie avec la valeur de ce qu'on paie ».

La solution du procès dépendait donc uniquement de l'appréciation du domicile social. La société du Suez, tout en reconnaissant qu'elle était de nationalité égyptienne et qu'elle avait son siège social en Egypte, prétendait que son « domicile administratif » de Paris est en réalité son principal établissement et son domicile social, parce que c'est à Paris que sont établies son administration, sa direction, son conseil d'administration et que se réunit l'assemblée générale de ses actionnaires. Le Suez soutenait donc que c'est à Paris que le paiement pouvait lui être demandé. Mais à Paris, la monnaie de papier avait alors cours forcé ; la Société offrait donc de payer au Caire, en monnaie égyptienne, l'équivalent de 500 francs à Paris, au cours du change.

Ces prétentions furent rejetées par le Tribunal qui raisonna ainsi : La société de Suez est égyptienne. Cette nationalité résulte de la fixation du siège social en Egypte. Cette nationalité résulte de la fixation du siège social en Egypte. Si l'on admettait que le domicile de la société est à Paris, il y aurait été dès l'origine en vertu de l'art. 3 des statuts, et l'on serait obligé de décider que la société est de nationalité française, contrairement à ses statuts subordonnés à l'approbation du souverain d'Egypte lui ayant imposé la nationalité égyptienne, et de constater que quoique fondée en France en 1854, elle n'a pu avoir aucune existence, savoir : comme française, jusqu'à la loi de 1867 supprimant l'autorisation gouvernementale jusque là nécessaire à la formation d'une société anonyme, et comme égyptienne, jusqu'au décret du 7 mai 1859 admettant les sociétés anonymes étrangères mais autorisées par le gouvernement de leur pays, à avoir une succursale en France. La Société de Suez, alors inexistante en France, n'a pu y avoir de domicile, donc son domicile social n'a pu et ne peut être qu'à son siège social en Egypte, fixé par les statuts à Alexandrie, puis transféré au Caire en 1897 avec l'approbation du souverain et dont la fixation en Egypte est indispensable au maintien de sa nationalité égyptienne à elle imposée et même à son existence. La Société n'a été autorisée à avoir un « domicile administratif » à Paris que pour la commodité de son haut personnel, mais ce domicile n'a pu, malgré son importance, absorber et remplacer le siège social d'Egypte, ni même être le principal établissement « parce que les affaires les plus importan-

tes de la société, celles dont dépendent sa prospérité et même son existence, sont traitées et ne peuvent être traitées qu'en Egypte et spécialement au Caire avec le gouvernement Egyptien et même le souverain, et la preuve en est que chaque année, le président du conseil d'administration et le directeur général viennent dans ce but faire un séjour en Egypte. Le « domicile administratif » de Paris n'est donc qu'une succursale en France. Le Tribunal fait remarquer que le domicile de la société est en Egypte « non parce que là est son centre d'exploitation, le canal maritime, puisqu'il est admis en doctrine et en jurisprudence que le domicile social peut être ailleurs qu'au centre d'exploitation, mais parce que là sont traitées les plus importantes affaires de la société, d'où dépendent sa fortune ou sa ruine, son existence ou sa dissolution ».

Le domicile de la société étant en Egypte, le paiement doit être fait en « francs égyptiens ». Et ici, le Tribunal d'Alexandrie, contrairement à ce qu'avait décidé le Tribunal civil de la Seine, constate que cette monnaie est d'un usage très répandu en Egypte que « cette unité existe comme valeur de compte, y est fixée à la vingtième partie de la valeur de la pièce française de 20 fr., et a en monnaie égyptienne la valeur de P. T. 3,8575, et qu'elle est la base non de toutes, mais de beaucoup de transactions commerciales et de la comptabilité d'importantes sociétés. » La société fut donc condamnée à servir les intérêts et à rembourser ses obligations amorties à raison de piastres turques 3,8575 par franc, valeur légale du franc en Egypte.

Elle fit appel de ce jugement devant la Cour Mixte d'Alexandrie, en même temps que le groupe d'obligataires qui avait perdu en première instance en France faisait appel devant la Cour de Paris. La Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie (1) confirma le jugement du Tribunal Mixte d'Alexandrie du 26 janvier 1925. Devant cette décision, la Société de Suez s'inclina et régla ses obligations en « francs égyptiens ». Ceux d'entre eux qui avaient fait appel à Paris se désistèrent.

65. *Le procès de la Société du Port de Rosario*

Dans l'espèce que nous venons de rapporter, le procès est né parce que le Suez n'avait pas précisé la nature des « francs » qu'il empruntait. Mais, même au cas où les conventions stipulent formellement que le paiement aura lieu en or, il peut arriver que la présence d'un domicile légal à l'étranger revête une importance considérable. C'est ce qu'on a vu dans le procès de la société du Port de Rosario.

La Société du Port de Rosario avait émis des obligations 5 % libellées en « francs » ; rien sur le titre ne faisait voir qu'il s'agissait de « francs-or ». Mais sur les prospectus de publicité et sur les bulletins de souscription, il était dit que les obligations rapporteraient 25 fr. par an, payables en or, à Paris.

Le Tribunal Civil de la Seine (2), puis la Cour de Paris (3) jugèrent d'abord que si, soit par le prospectus,

(1) 4 juin 1925, D. H. 1925, 490.

(2) 24 fév. 1926, D. H. 1926, 156.

(3) 19 janvier 1928, D. H. 1928, 93.

soit par le titre on a promis le paiement or, celui-ci est obligatoire (1).

Indiscutablement, en 1903, au moment de l'émission la société entendait garantir les actionnaires contre la dépréciation, non du franc, mais de la monnaie argentine. Le Tribunal jugea « qu'un engagement ne saurait être écarté pour la raison qu'il en résulterait des conséquences non envisagées au moment où l'obligation a été contractée ».

Mais la question était rendue plus délicate par le fait que le seul lieu de paiement stipulé était Paris. Or, à ce moment, le franc papier avait cours forcé à Paris.

La Société du Rosario doit avoir, aux termes de son acte de concession, un domicile légal au Rosario, en Argentine, bien qu'elle ait son siège social à Paris et soit de nationalité française (2). Or ce domicile légal, déclare le Tribunal Civil de la Seine, empêche la société de limiter à la France le lieu de ses paiements. Mais alors le cours forcé étant une mesure qui n'a d'effets que sur le territoire français, rien ne s'oppose à ce que les obligataires demandent et reçoivent, au Rosario, des francs-or. C'est dans ce sens qu'avait conclu M. le Substitut Frémicourt devant le Tribunal de la Seine : « A Paris, les obligataires ne pourraient recevoir qu'une som-

(1) V. sur ce point Demogue, *Rev. Trim. de droit civil*, 1927, 203, n° 21.

(2) On sait que la législation argentine ne connaît pas la notion de nationalité des sociétés, mais impose aux sociétés étrangères l'obligation d'avoir un domicile légal dans le pays. V. Féassé : *La situation des sociétés dans la République Argentine*,

me de papier à laquelle les lois d'ordre public donnent fictivement, mais impérativement une valeur libératoire égale à celle de l'or. Au Rosario, il n'en est pas de même, une jurisprudence bien établie ayant décidé que le cours forcé, joint au cours légal, ne met obstacle à l'exécution des conventions qui stipulent un paiement en or que quand il s'agit des paiements effectués en francs par un débiteur français... » (1). Le Tribunal de la Seine adopta les conclusions du ministère public.

La société fit appel de ce jugement ; elle souleva la nullité de la clause-or. Devant la Cour de Paris, M. l'Avocat général Durand conclut dans le même sens que M. le Substitut Frémicourt, en faveur des obligataires.

Il déclara que « le cours obligatoire, mesure prise dans l'intérêt national et restreint au territoire de la nation qui l'institue, ne saurait souffrir d'un paiement à faire, non sur le territoire français, mais au Rosario... que, bien que la société du Rosario soit française, il y avait en l'espèce règlement extérieur au premier chef parce que les capitaux ont été exportés au Rosario avec une affectation spéciale (construction et exploitation du port) dont toutes les modalités figurent dans les extraits du contrat de concession publiés sur les prospectus et sur les titres » (2). Conformément à ces conclusions, la Cour de Paris, par un arrêt du 19 janvier 1928 (3)

(1) Cité par Perquel : *Les vicissitudes des placements français à l'étranger*, 1929, p. 83.

(2) *La France économique et financière* du 7 janvier 1928.

(3) D. H. 1928, 93, Rosario c. Thirion.

condamna la société du Rosario à payer en or, au Rosario. La société s'est pourvue en cassation, mais le pourvoi n'étant pas suspensif, le service des titres est actuellement effectué en or au Rosario.

66. *Effets d'un domicile légal à l'étranger*

Toutefois, l'existence d'un domicile même légal dans un pays, ne suffirait pas à obliger une société à payer ses obligataires dans la monnaie de ce pays, si la dette est contractée en monnaie française, purement et simplement. Aussi un jugement du Trib. Com. de Gray du 10 août 1928, nous semble-t-il très contestable (1).

Le Tribunal de Commerce de la Seine (2) a même décidé que « les coupons d'un titre, encore que stipulés quérables ailleurs qu'en France, ne sont pas payables au siège social de la société hors de France si, de convention expresse, ils ne sont quérables qu'en des lieux nominativement énoncés et si le lieu du siège social est exclu de cette liste des lieux de paiement ». Solution opposée à celle de la Cour de Paris dans l'affaire du Port de Rosario. Le Procès du Ch. de Fer de Sao Paulo est actuellement en appel et n'a pas encore été tranchée (Juin 1929).

La Société du chemin de fer de Rosario à Puerto Belgrano est une société française, qui avait émis des obligations exclusivement libellées en francs ; les coupons

(1) *France écon. et financ.* du 22 sept. 28, Ch. de Fer de Rosario à Puerto Belgrano.

(2) 21 juillet 1926, G. P. 1926-II-528, Ch. de fer de Sao-Paulo.

étaient stipulés payables à Paris aux guichets de diverses banques, et dans les départements et à l'étranger aux agences et succursales des établissements ci-dessus ». Certaines de ces banques ayant des succursales en Suisse, ce fait a suffi pour que le tribunal déclare qu'il s'agit de titres internationaux et que les porteurs ont le droit de demander soit des francs français en France, soit des francs suisses en Suisse. Le jugement paraît s'appuyer également sur le fait que la société possède un domicile légal à Buenos-Ayres. Mais cette considération n'aurait de valeur que si la société avait contracté en francs-or, comme c'était le cas dans le procès du Port de Rosario. Et d'autre part, il est fort contestable que le seul fait que des banques françaises ont accepté de recevoir dans leurs succursales étrangères des souscriptions à l'émission et d'y payer les coupons, puisse créer une véritable option de change au profit des porteurs. Aussi ce jugement a-t-il été vivement critiqué, notamment par M. Albert Dreyfus (1).

67. *La pluralité d'établissements et le cours forcé*

Nous avons vu dans l'étude du procès de la Société du Port de Rosario que la pluralité d'établissements peut avoir pour effet d'écarter l'application du cours forcé. En effet, d'après la jurisprudence, le cours forcé est une mesure dont l'effet est limité au territoire de l'Etat qui l'institue. Aussi a-t-il été jugé qu'« est valable et obligatoire pour les armateurs français en particulier, la

(1) *France écon. et financière* des 22 septembre et 6 octobre 1928,

décision prise par la Compagnie du Canal de Suez aux termes de laquelle les droits de transit doivent être payés en Égypte, donc en monnaie égyptienne, et qui accorde aux clients français la faculté de s'acquitter de ces droits à Paris, mais à la parité de la livre sterling. L'existence de son établissement d'Égypte a donc permis dans l'espèce à la société du Suez de se faire payer les droits de transit, à Paris, en livres (1).

De même une société étrangère ne pourrait se prévaloir d'une valorisation partielle qui aurait été édictée dans le pays où elle a son siège pour refuser à ses obligataires le bénéfice de l'option de change qu'elle leur a formellement accordée. Ainsi la Société de Sosnovice n'a pu se prévaloir du décret du 14 mai 1924 du Gouvernement polonais, valorisant à 33 % les obligations des sociétés (2), pas plus que la Société Italienne des Chemins de fer méridionaux du décret loi italien du 7 mars 1920, majorant seulement de 125 % le tarif-or (3) ou la Société des Chemins de fer Portugais du Cours forcé portugais (4).

68. La jurisprudence égyptienne

Mais c'est surtout devant les tribunaux égyptiens que ces questions de monnaie de paiement des obligations furent le plus fréquemment soulevées, et la jurispru-

(1) Paris, 15 février 1924, Compagnie Havraise Péninsulaire c. Compagnie du Suez, G. P. 1924-I-398.

(2) Paris, 19 avril 1928, G. P. 28-I-813.

(3) Trib. Civ. Seine, 18 janvier 28, G. P. 28 I 813.

(4) Obl. 2 % et 4 % privil., Trib. Com. Seine, 14 nov. 1927, G. P. 27-II-835.

dence des tribunaux mixtes est particulièrement fournie.

A ceci, on peut indiquer deux raisons : d'abord de nombreuses sociétés françaises ou formées avec des capitaux français ou belges ont en Egypte d'importants établissements ; puis, à tort bien souvent, les obligataires se sont imaginé qu'ils feraient triompher facilement devant les tribunaux mixtes des causes qui n'avaient aucune chance de succès devant les tribunaux français (1). Nous avons déjà étudié le procès du Suez. Dans d'autres cas la question s'est rattachée étroitement à celle de l'appréciation de la compétence et de la nationalité des sociétés par les tribunaux mixtes. Ces deux questions de compétence et de nationalité sont d'ailleurs connexes, car la détermination de la compétence des juridictions mixtes dépend de la nationalité des parties en cause (2).

Avant la guerre de 1914, quand il s'agissait d'actions dirigées contre une société relativement à l'ensemble de ses opérations et à son existence, une règle de procédure étendue aux sociétés étrangères par la jurisprudence française et par la jurisprudence mixte, attribuait compétence au tribunal du siège social, à un tribunal étranger par conséquent lorsqu'il s'agit d'une société étrangère (3).

(1) V. dans *La France économique et financière*, 26 fév. 27, « L'abus des procédures engagées en Egypte », 22 janv. 27 ; « Les francs-or devant les tribunaux égyptiens ». V. aussi *ibid.*, 6 octobre 1928, « Option de juges ».

(2) V. Arminjon, *Des conflits de juridiction relatifs aux sociétés en droit égyptien*.

(3) Chambéry, 1^{er} déc. 1866, S. 67-II-182 ; dans le même sens, Trib. Caire, 3 nov. 1900 ; Trib. Mixte, Caire, 23 nov. 1901.

L'article 47 du Code de Commerce Mixte détermine la nationalité des sociétés par le pays où la société s'est fondée. Une société qui s'est fondée en Egypte est donc égyptienne, mais elle est nulle si elle n'obtient pas un firman khédivial d'autorisation. Elle est également obligée d'avoir en Egypte son principal siège social (1).

Depuis la guerre, cette jurisprudence a eu l'occasion de s'affirmer à maintes reprises, et principalement au sujet de la monnaie de paiement des obligations. On vit en effet, certains groupes de porteurs, pour éviter les effets du cours forcé qui régnait en France, s'adresser aux tribunaux égyptiens et demander des francs baptisés tantôt « égyptiens », tantôt « internationaux », tantôt d' « Union latine ». Lorsqu'il s'agissait de sociétés françaises qui avaient émis en France des titres, et qu'aucun service financier n'avait été établi à l'étranger, comme c'était le cas de la Société du Gaz Lebon ou des Messageries Maritimes, ces procédures étaient nettement abusives et vouées à l'échec et ne peuvent s'expliquer que par une arrière-pensée de spéculation...

La jurisprudence égyptienne n'a fait en général, depuis la guerre, que préciser les solutions qu'elle avait dégagées auparavant et qui sont les suivantes :

En matière de nationalité : sont seules égyptiennes les sociétés constituées en Egypte en vertu d'un firman ou d'un décret d'autorisation et qui ont leur siège social dans ce pays. Le seul fait d'avoir en Egypte le champ de

(1) Arminjon, *ibid.*

son activité ne fait pas acquérir à une société la nationalité égyptienne.

En matière de compétence : les tribunaux mixtes n'ont la plénitude de compétence qu'à l'égard des sociétés égyptiennes. A l'égard des sociétés étrangères, le critérium de la compétence est le domicile. Une société étrangère qui a son siège social hors d'Egypte ne peut être citée devant les tribunaux mixtes que s'il s'agit d'obligations relatives à des biens meubles ou immeubles situés en Egypte, ou bien d'obligations dérivant de contrats stipulés en Egypte ou devant y être exécutés, ou de faits qui y ont été accomplis.

Mais si la société a en Egypte une succursale ou une agence, peut-on dire qu'au point de vue de la compétence elle « se trouve en Egypte » et peut être assimilée aux sujets locaux ?

La Cour d'Alexandrie admet que les tribunaux égyptiens sont alors compétents, mais seulement pour les engagements ou les faits qui concernent la succursale en Egypte (1). Dans d'autres cas, la Cour d'Alexandrie se déclare incompétente (2). D'après ces décisions, il faut, pour attirer cette compétence, même relative, qu'il s'agisse d'une véritable succursale ou agence, c'est-à-dire

(1) Cour d'Alexandrie, 3 juin 96 ; *Bulletin de législation et de jurispr. égyptiennes*, t. VIII, p. 309 ; 20 mars 1912, *ibid.*, t. XXIV, p. 206 ; 3 mai 1916, t. XXVIII, p. 294 ; 9 mai 1917, t. XXIX, p. 410 ; 23 avril 1919, t. XXXI, p. 267.

(2) 19 février 90, t. II, p. 198 ; 6 avril 92, t. IV, p. 158 ; 7 février 94, t. VI, p. 178 ; 7 février 1912, t. XXIV, p. 133 ; 9 février 1916, t. XXVIII, p. 143.

« d'un établissement constituant une émanation du siège social, desservi par un personnel à ses gages, ne s'occupant que de ses affaires, et propre à faire acquérir au lieu de son fonctionnement un véritable domicile (1). Cette jurisprudence n'est pas sans analogie avec la jurisprudence française « dite des gares principales » (2).

L'on voit immédiatement que la relativité de la compétence des tribunaux égyptiens va fortement gêner les groupes d'obligataires qui veulent demander en Egypte le paiement de leurs coupons, dans le but de l'obtenir en monnaie égyptienne. Aussi ceux-ci ont-ils parfois cherché à faire juger que les sociétés qui ont en Egypte leur centre unique ou leur principal centre d'activité sont égyptiennes ou doivent être assimilées aux sociétés égyptiennes. Mais les tribunaux égyptiens repoussent ces prétentions (3).

On peut donc conclure avec M. Albert Wagner (4) « que les tribunaux mixtes ne peuvent connaître d'un litige relatif au mode d'exécution des prestations incombant à une société étrangère à raison des titres émis par elle, si ces titres, émis à l'étranger ne renferment aucune stipulation concédant aux porteurs le droit de choisir l'E-

(1) Cour d'Alexandrie, 2 déc. 1915, Cl. 1916, p. 1331.

(2) V. *suprà*.

(3) Cour d'Alexandrie, 12 déc. 95, Bulletin précité, t. VIII, p. 41 ; 15 janvier 1913, t. XXV, p. 131 ; 19 février 27, S. 1927 IV-9 ; Trib. Civ. Caire, 14 mars 1927, Gaz. Trib., 8-9 avril 27. V. décisions en ce sens : *Journal des Tribunaux Mixtes*, 14-15 mars, 16-17 mars, 8-9 juin, 20-21 juin, 29-30 juin, 5-6 août 27.

(4) Note ss. Cour d'Alexandrie Ch. Réunies, 24 février 26, D. 1927-II-133.

gypte comme lieu d'exécution... que, même si la société étrangère s'est engagée à payer ces prestations en Egypte, les tribunaux mixtes restent incompétents quand, s'agissant de titres d'actions, le litige a indubitablement le caractère d'action pro socio. Et pour les obligations, il faut encore faire une distinction entre option de place et option de change (1).

Nous avons vu que, conformément à ces principes, la Cour d'Alexandrie s'est déclarée compétente dans le cas du Suez, parce qu'il s'agissait d'une société égyptienne. Dans de nombreuses autres décisions, elle s'est inspirée des mêmes règles.

L'une des premières affaires qui aient été jugées est le procès de la Société The Cairo Electric Railway and Heliopolis C. Harari (2). Les obligations n'indiquaient aucun autre lieu de paiement que le siège social. La Cour jugea que l'intention probable des parties avait été de stipuler des « francs égyptiens » et condamna la société. Cet arrêt se rapproche de la première jurisprudence française (3) qui recherchait l'intention des parties.

Dans l'affaire Théodoraki c. Trams d'Alexandrie, le Trib. Com. d'Alexandrie a jugé le 1^{er} avril 1926 (4) que les porteurs d'actions amorties sont des créanciers et non plus des associés. Il a estimé que par suite de la souscription, la société a élu domicile en Egypte, qu'elle peut y être assignée, et qu'elle doit y payer en monnaie du

(1) Trib. Mixte du Caire, 14 mars 1927.

(2) Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie, 4 juin 1925, *Rev. Soc.*, 1925.

(3) V. *suprà*.

(4) Cl. 1926, p. 1077.

lieu, c'est à dire sur la base de 1 franc — 3 P. T. 8575, sans pouvoir se prévaloir du cours forcé belge qui n'a pas d'applications en Egypte. Sur appel, la Cour d'Alexandrie infirma ce jugement (1). La société des Trans d'Alexandrie, dit la Cour, est une société belge qui a son siège social à Bruxelles. L'action qui est soumise à la cour est une action « pro socio », puisqu'il s'agit d'un litige entre deux groupes d'actionnaires. Le Tribunal compétent est donc celui du siège social. Dans cet arrêt, la Cour repousse les prétentions des demandeurs qui avaient essayé de faire juger que la Société était égyptienne : « Une société ne peut modifier sa nationalité que par la dissolution ou par le vote unanime de ses actionnaires et des circonstances extérieures et accidentelles, survenant postérieurement à sa constitution, telles que le changement de nationalité des actionnaires, du centre d'exploitation, etc... ne peuvent influencer sur sa nationalité valablement acquise. Pour qu'une société soit égyptienne, il faut qu'elle ait obtenu un firman du khédive, et en tout cas le seul fait d'avoir le champ de son activité en Egypte ne suffit pas à lui conférer la nationalité de ce pays ».

Les mêmes principes ont été suivis par le Tribunal mixte de première instance du Caire (2) : un simple siège administratif en Egypte ne suffit pas à conférer à une société la nationalité égyptienne, et les tribunaux égyptiens ne sont pas compétents pour connaître des

(1) 19 février 1927, S. 1928-IV-9.

(2) 14 mars 1927, Gaz. Trib., 8-9 avril 1927.

litiges nés d'actes émanés de l'administration centrale, dans l'espèce, du paiement d'obligations émises en Belgique en francs.

Dans une affaire concernant la même société des Trams d'Alexandrie, le Trib. Com. d'Alexandrie (1) a décidé que la société ayant stipulé le paiement à Alexandrie elle pouvait y être assignée, bien qu'elle ait son siège social en Belgique. Le lieu de paiement déterminant la nature de la monnaie, elle a été condamnée à verser des francs à P. T. 3,8575.

69. *Le procès de la Caisse Hypothécaire d'Egypte*

Toutefois, depuis un arrêt important de la Cour d'Alexandrie Chambres réunies (2), la jurisprudence égyptienne s'oriente dans un autre sens et rompt avec ses traditions antérieures, d'après lesquelles les tribunaux égyptiens sont incompétents pour connaître des litiges nés de l'administration centrale des sociétés étrangères ayant leur exploitation en Egypte.

Déjà dans un arrêt du 6 janvier 1919 (3) la 3^e Chambre de la Cour avait décidé « que les nombreuses sociétés pour qui l'Egypte constitue le seul marché d'exploitation quoiqu'elles aient leur siège social à l'étranger, doivent répondre devant la juridiction mixte égyptienne ». Des obligataires de sociétés étrangères, s'appuyant sur cet arrêt, soutenaient que l'art. 14 du Code Civil Mixte,

(1) 19 avril 1926, Cl. 1926, p. 767.

(2) 6 mars 28, D. 1928-II-139, Caisse Hypothécaire d'Egypte.

(3) Garbe c. Crédit Foncier d'Orient.

ainsi interprété, leur permettait d'assigner ces sociétés étrangères devant les tribunaux égyptiens, même en l'absence d'une stipulation de lieu de paiement en Egypte (1). Nous avons vu que dans l'affaire des Trams d'Alexandrie (3), la Cour d'Alexandrie n'admettait pas cette manière de voir. Dans un autre arrêt rendu le 17 mai 1927 entre cette même société et ses obligataires, elle décida « que les règles générales de la compétence à raison du lieu de paiement ne pouvaient pas recevoir application en matière d'émission de titres au porteur, matière régie par des principes juridiques totalement différents de ceux auxquels est soumise la livraison d'une marchandise » (2).

Les obligataires de la Caisse Hypothécaire d'Egypte, société belge ayant un siège administratif statutaire au Caire, assignaient cette société pour obtenir paiement de leurs coupons en « francs égyptiens ». Ils invoquaient l'arrêt *Crédit Foncier d'Orient c. Garle* (3). La Société répondait en invoquant l'arrêt « *Société des Trams d'Alexandrie C. Wadich Bachou* (4) ».

Devant cette division de la jurisprudence, la Cour d'Alexandrie, dans son arrêt du 2 février 1928, se contente d'exposer les circonstances de fait : La Caisse Hypothécaire d'Egypte est une société belge qui a son siège social à Bruxelles et un siège administratif statutaire au Caire... elle est administrée par un conseil composé de neuf membres au moins et de quatorze au plus, nommés

(1) 19 février 1927, S. 1927-IV-9.

(2) *Bull. législ. et jurispr. égypt.*, t. XXXIX, p. 480.

(3) Bulletin précité, t. XXXI, p. 103.

(4) Bulletin, t. XXXIX, p. 480.

par l'assemblée générale des actionnaires, duquel conseil la moitié au moins devra résider en Europe, les membres résidant en Egypte formant un comité local à qui, selon les statuts, le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs et dont les pouvoirs sont déterminés par un règlement d'ordre intérieur. Les titres n'indiquent pas le lieu de paiement, mais le siège social. Les divers prospectus envisageaient un seul champ d'activité pour la société : l'Egypte, ils ne parlaient pas de la nationalité de la société, assimilaient les obligations à d'autres valeurs égyptiennes, et, en fait, c'est à son siège administratif que la société a toujours réglé ses coupons.

Puis, en vertu de l'article 416 bis du Code de Procédure Mixte, la 2^e Chambre de la Cour renvoie devant la Cour toutes Chambres réunies, pour dire droit.

Devant la Cour, M. le Procureur général Van den Bosch soutint que « le fait qu'une société a à l'étranger un centre d'exploitation encadré d'un siège administratif, ne saurait la soustraire à la compétence de son lieu d'origine et du lieu de ce siège social pour les opérations consécutives de l'activité de ce siège. Nulle renonciation à cette compétence ne peut être présumée ». En conséquence, il concluait dans le sens de la jurisprudence traditionnelle : Compétence nationale pour les opérations du siège social, et pour les opérations du centre d'exploitation, compétence de la juridiction du pays où cette exploitation s'exerce. Les tribunaux mixtes sont donc incompétents relativement à l'émission des obligations, sauf si le lieu de paiement est stipulé en Egypte.

Le 6 mars 1928, la Cour d'Alexandrie, Chambres réu-

nies, contrairement à ces conclusions, inaugurerait une jurisprudence nouvelle : « Attendu que si le siège social d'une société est en général le domicile exclusif de la société, c'est à raison du caractère du principal établissement qu'a ce siège ; mais lorsqu'une société étrangère manifeste en Egypte sa vie sociale en y plaçant non pas une simple succursale, mais son centre exclusif ou principal d'activité, rendu d'ailleurs apparent par l'existence d'un siège administratif qui collabore à la direction des intérêts sociaux, en ayant les pouvoirs ou quelques-uns des pouvoirs qui se rattachent à l'ordinaire au siège social, tels que le paiement des dettes sociales... elle accepte par là même la juridiction des tribunaux du pays. Attendu qu'il s'ensuit que la juridiction mixte est compétente, au cas où ni les obligations, ni les coupons n'indiqueraient spécialement un lieu de paiement... ».

Ainsi donc la Cour d'Alexandrie rompt avec sa jurisprudence antérieure, laquelle décidait qu'il n'y a pas lieu de faire de différence au point de vue compétence des tribunaux mixtes entre les sociétés étrangères qui ont en Egypte leur centre unique et celles qui n'y ont qu'une succursale (1).

La Cour d'Alexandrie, Chambres réunies a donc fixé en sens inverse le droit sur l'interprétation des art. 13 et 14 Code Civ. Mixte d'après lesquels les étrangers qui « se trouvent » en Egypte sont assimilés aux sujets locaux

(1) 19 février 1927, S. 27-IV-9 ; 24 février 26, D. 27-II-133 ; 17 mai 27, *Bull. Législ. et Jurispr. égypt.*, t. XXXIX, 480 ; Trib. Civ. Caire, 14 mars 27, *Gaz. Trib.*, 8-9 avril 27.

et peuvent être cités devant les tribunaux du pays à raison des obligations par eux contractées même à l'étranger.

Dans une note au Dalloz (1), M. Albert Wagner pense qu'on doit interpréter restrictivement l'arrêt des Chambres réunies. D'abord, dit-il, il n'est pas applicable à l'espèce au sujet de laquelle il a été demandé (2). En effet, dit M. Wagner, « il semble que l'indication du siège social sur le titre vaut attribution de juridiction pour le paiement. » « Nous croyons, ajoute-t-il, devoir conclure encore à la compétence des tribunaux du pays du siège social, même si la société, pour obtenir une concession en pays étranger, a dû y avoir un domicile et s'engager à se conformer à toutes les lois et à tous les règlements de ce pays. Il est manifeste en effet que ce domicile spécial n'est à considérer que pour les affaires se rattachant directement à l'exploitation de la concession, et que la soumission aux lois et règlements du pays, loin d'impliquer en elle-même une attribution de juridiction, ne peut que ramener à la question de savoir si ces lois et règlements du lieu d'exploitation donnent compétence aux tribunaux locaux dans le cas qui nous occupe ».

Quoi qu'il en soit, la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie (3) appliquant le principe qui avait été posé par les

(1) 1928-II-139.

(2) La Cour, Chambres réunies, ne juge pas en effet ; elle se contente de donner son avis sur le point de droit qui lui a été demandé par une Chambre. C'est une sorte de consultation.

(3) 12 avril 1928, Cl. 28, 777.

Chambres réunies, se déclara compétente et condamna la Caisse Hypothécaire d'Egypte, car « une société anonyme belge, qui a émis des obligations payables en Belgique, en France et en Suisse, et qui a son champ d'activité et son siège administratif en Egypte ne peut pas, pour soutenir que tout paiement fait en Egypte devrait être fait sur la base du change sur Bruxelles, lieu du paiement, invoquer le principe que le paiement est supposé stipulé devoir être fait au domicile du débiteur (1) faute d'avoir spécifié un paiement au cours du change sur Bruxelles, ou indiqué en tout cas un paiement en monnaie belge, précisions à défaut desquelles la société se trouve avoir créé non seulement une option de place, mais une option de change et doit rester régie par la règle suivant laquelle le lieu de paiement détermine la monnaie dans laquelle le paiement doit avoir lieu ».

70. *Le procès de la Société des Wagons-Lits*

Nous nous sommes étendus assez longuement sur la jurisprudence des tribunaux égyptiens, parce que c'est une des plus abondantes et des plus intéressantes en notre matière. Mais des juges d'autres pays ont eu aussi à juger des procès intentés par des obligataires au sujet de la monnaie de paiement.

C'est ainsi que les obligataires de la Compagnie Internationale des Wagons-lits plaidèrent au Caire, à Londres et à Berlin sans jamais rencontrer le succès d'ailleurs.

(1) Art. 233 Code Civ.

71. Au Caire

Au Caire, ils plaidèrent que la Compagnie des Wagons-lits avait en Egypte une agence : qu'elle pouvait donc y être assignée en vertu de l'art. 14 du Code Civil Mixte. Nous avons vu que si la jurisprudence égyptienne a admis cette interprétation depuis l'arrêt d'Alexandrie Chambres Réunies, il n'en était pas de même en 1906, au moment où le procès fut engagé.

Au fond, les obligataires soutinrent que la Compagnie est internationale pour son objet, qu'elle doit un franc international, le franc-or d'Egypte, et ne saurait se prévaloir du cours forcé belge. En réalité, il ne s'agissait pas de titres à option de change, puisque la Compagnie avait emprunté en Belgique des francs belges : et les obligataires furent déboutés de leur demande par le tribunal du Caire.

On peut toutefois se demander si la même solution serait intervenue si le procès avait été plaidé après l'arrêt « Caisse Hypothécaire d'Egypte », bien que dans l'espèce la Compagnie des Wagons-Lits n'avait en Egypte qu'une simple succursale et non un siège administratif important.

72. A Londres et à Amsterdam

Devant les tribunaux d'autres pays, les obligataires perdirent également leur procès : à Londres (1) et à Amsterdam (2).

(1) Aff. Hopkins King's Bench Division, 26 janvier 27.

(2) 3^e Ch. Trib, 1^{re} instance, aff. Kol et C^o.

73. A Berlin

Ils portèrent alors le litige devant la Cour de Berlin (1). Celle-ci le 10 juillet 28 repoussa leurs prétentions. Les obligataires soutenaient que les obligations de la société avaient pour objet, non pas des francs belges, mais des francs « d'Union Latine » qui équivaldraient à des « francs or », et ceci parce que bien qu'ayant son siège à Bruxelles, la Compagnie est administrée de Paris où elle possède un établissement important. Le raisonnement des porteurs est le suivant : La Compagnie étant « internationale », ses emprunts sont « internationaux », et dans de tels emprunts, la clause-or est toujours entendue.

La Cour de Berlin estima au contraire que la société des Wagons-Lits « est une société belge, constituée selon le droit belge, qu'elle régle les affaires de son administration de Bruxelles ; que le fait qu'elle possède à Paris un siège administratif d'une importance considérable ne la transforme pas en société internationale ». La Cour jugea ensuite que le franc belge avait bien une existence indépendante du franc « d'Union Latine » et que les titres n'accordaient pas option de change, mais simplement option de place.

(1) V. *La France économique et financière* du 27 oct. 28.

TROISIÈME PARTIE

Effets de la pluralité d'établissements au moment de la disparition de la Société

74. *Introduction*

Lorsqu'une société cesse son exploitation, soit volontairement, soit par suite d'événements indépendants de sa volonté, comme la faillite, la liquidation judiciaire, ou la nationalisation, la pluralité d'établissements va encore produire des effets intéressants.

Nous n'étudierons pas le cas de la dissolution volontaire qui ne donne lieu à aucune difficulté ; la loi prévoit en effet, quelles seront les formalités à remplir au cas où une société cesse son exploitation, ou fusionne avec une autre entreprise : il faudra remplir certaines formalités de publicité au siège des différents établissements de la société dissoute.

La question est beaucoup plus complexe quand il s'agit de faillite ou de liquidation judiciaire. D'abord, en droit interne, quel tribunal sera compétent pour connaître de la faillite ? Il peut y avoir doute quand le principal établissement n'est pas en fait au siège social statutaire.

Puis, en droit international, dans quelles conditions une société étrangère peut-elle être mise en faillite en France ? Quelles règles seront observées pour la liquidation de son patrimoine ? Les créanciers français auront-ils un droit de préférence sur les biens de la société situés en France ? En d'autres termes, doit-on adopter la règle de l'universalité et l'unité de la faillite, ou doit-on admettre au contraire qu'une même société peut faire l'objet de plusieurs faillites dans des pays différents ?

Une question voisine qui a été posée par les événements survenus en Russie ces dernières années est celle de la nationalisation des sociétés. Au cas où des sociétés russes avaient des établissements dans d'autres pays, quelle va être la situation de ces établissements ? Peuvent-ils survivre malgré la disparition du siège social en Russie, et dans quelles conditions ? Question particulièrement délicate en raison du caractère de la législation soviétique et de ses principes opposés à ceux des autres législations européennes.

CHAPITRE SIXIEME

EFFETS DE LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS AU CAS DE FAILLITE OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

75. *La compétence en matière de faillites. — Textes*

SECTION I. — EN DROIT INTERNE

La question de la compétence pour la déclaration de faillite ou l'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire n'est qu'un aspect particulier du problème de la compétence en général. Mais il faut remarquer que l'action en faillite est une action d'une nature spéciale, puisqu'ici ce n'est pas seulement un acte isolé de la société, mais son fonctionnement qui est en jeu. Contrairement à ce qui se passe pour les actions ordinaires pour lesquelles comme nous l'avons vu, on peut admettre la compétence de divers tribunaux, en matières de faillites, il ne peut y avoir qu'un seul tribunal compétent. Mais il y a des cas où la détermination de ce tribunal peut susciter des difficultés, comme nous allons le voir,

En droit français, les textes qui régissent la matière sont les suivants :

L'art. 438 du Code de Commerce qui prévoit qu' « en cas de faillite d'une société en nom collectif, la déclaration contiendra le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires. Elle sera faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège du principal établissement de la société ». On s'accorde pour déclarer que ce texte est applicable également aux autres formes de société.

L'article 3 de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire qui prévoit que la requête « est déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social. A défaut de siège social en France, le dépôt est effectué au greffe du tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement ».

On voit que tandis que l'art. 438 parle du « principal établissement », l'art. 3 de la loi de 1889 parle du « siège social ». Cette différence dans les termes de ces deux articles a fait naître une controverse dans la doctrine.

Certains auteurs ont soutenu que le législateur avait eu l'intention d'établir des règles de compétence différentes pour la faillite et pour la liquidation judiciaire.

76. Doctrine

Pour la liquidation judiciaire pas de doute possible : aux termes mêmes de la loi, le tribunal compétent est celui du siège social. Mais pour la faillite certains

auteurs pensent que l'art. 438 Code Com. en employant les mots « principal établissement », a voulu viser le centre d'exploitation principal de la société, et leur opinion a été suivie par quelques décisions de jurisprudence (1). Les auteurs qui professent cette opinion sont ceux qui attachaient déjà une grande influence au siège d'exploitation dans la détermination de la nationalité des sociétés (2). MM. Lyon-Caen et Renault estiment que « le principal établissement d'une société est le centre de ses affaires, et l'on ne saurait considérer comme le lieu où est le centre des affaires d'une société celui où elle n'a ni atelier ni usine ni magasin, mais où les actionnaires et les administrateurs tiennent leurs séances en vertu des statuts ».

Mais on voit immédiatement à quelles difficultés pratiques inextricables conduirait ce système s'il y avait lieu par exemple à conversion de la liquidation judiciaire en faillite, ou bien s'il y avait à la fois assignation en faillite et demande d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire. Aussi ce système est-il aujourd'hui abandonné et la plupart des auteurs admettent avec la jurisprudence que les règles de compétence sont identiques pour la faillite et la liquidation judiciaire.

Dès avant la loi de 1889, de nombreuses décisions estimaient que le tribunal compétent pour déclarer la

(1) Civ., 13 mars 65, D. 65-I-228 ; Cass., 15 mars et 21 juillet 75, S. 75-I-260 et 358 ; Nancy, 8 mai 75, S. 76-II-137 ; Cass., 9 août 81, D. 82-I-408 ; Aix, 3 avril 84, *Journ. Fail.*, 88, 488 ; Req., 11 août 84, D. 85-I-372 ; Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n^{os} 1152 et ss. ; Rousseau, n^{os} 2058, Pic, p. 60.

(2) Voir *suprà*.

faillite était celui du siège social (1), et l'on peut en tirer argument en disant que la loi de 1889 n'a voulu que consacrer la jurisprudence antérieure qui décidait ordinairement que le « principal établissement » visé par l'art. 438 code Com. est en principe le siège social ; et même des partisans du siège d'exploitation sont obligés de reconnaître qu'« au point de vue pratique il peut y avoir de sérieux avantages à la compétence du tribunal du siège social. C'est là, en effet, que se trouvent les livres de la société, que sont conservées sa correspondance et toutes les pièces concernant ses opérations » (2).

Aujourd'hui, l'on peut dire que l'accord est fait entre la doctrine et la jurisprudence et que toutes deux reconnaissent, aussi bien pour la liquidation judiciaire que pour la faillite, la compétence du tribunal du siège social. M. Thaller (3) estime que l'antinomie entre l'art. 438 du Code Com. et la loi de 89 n'est qu'apparente et que « la différence d'expressions ne répond pas à une différence de régime ; juridiquement parlant, le siège social est le lieu du principal établissement ».

(1) Cass. Civ., 22 août 65, *Journ. Trib. Com.*, 65, 520 ; Cass. Req., 11 déc. 71, D. 71-I-300 ; 26 déc. 71, *Journ. Trib. Com.*, 72, 352 ; Cass. Req. 1^{er} février 81, D. 81-I-314 ; Paris, 1^{er} fév. 81, J. S. 81, 141 ; Cass. Req., 9 août 81, D. 82-I-408 ; Cass. Req., 30 janvier 82, D. 83-I-223 ; Cass. Req., 13 février 84, S. 84-I-264 ; Cass. Req., 1^{er} février 84, S. 86-I-276 ; Cass. Req., 15 avril 85, J. S. 90, 547 ; Cass. Req., 4 août 85, *J. Fail.*, 85, 433 ; Aix, 22 déc. 85, *J. Fail.*, 87, 355.

(2) Lyon-Caen et Renault t. VIII, n° 1152.

(3) *Traité élém. de droit com.*, n° 1738.

77. Jurisprudence

Nous avons vu que dès avant la loi de 89 la jurisprudence avait une tendance à préférer le siège social au siège d'exploitation ; cette tendance s'est encore accentuée depuis et les décisions dans ce sens sont innombrables (1). En tout cas une chose est absolument certaine : le tribunal d'une succursale n'est jamais compétent pour déclarer la faillite d'une société (2), même au cas où le conseil d'administration s'y serait accidentellement réuni (3).

Mais ici nous retrouvons la même réserve qu'en matière de nationalité encore faut-il que ce siège social soit sérieux et non fictif (4). Et, d'après la jurisprudence, on

(1) Cass., 31 juill. 1905, S. 1906-I-270 ; Cass., 25 mai 1909, D. 1910-I-27 ; Cass., 15 janvier 1912-11 mars 1912, *Journ. Fail.*, 1912, 49 et 198 ; Cass., 12 nov. 1913, *Gaz. Trib.*, 13 et 16 avril 1914 ; Paris, 23 nov. 95, D. 97-II-497 ; Cass. Req., 20 janvier 97, D. 97-I-169 ; Amiens, 9 nov. 1901, J. S. 1903, 20 ; Cass. Req., 26 janvier 1903, *J. Fail.*, 1903, 149 ; Toulouse, 17 mars 1903, R. S. 1904, 283 ; Trib. Com. Seine, 29 oct. 1904, *Journ. Trib. Com.*, 1906, 229 ; Dijon, 5 juin 1905, D. 1906-II-8 ; Paris, 20 février 1906, *Journ. Fail.*, 1906, 159 ; Cass. Req., 3 déc. 1907, D. 1908-I-505 ; Trib. Com., Marseille, 12 août 1908, *J. Fail.*, 1908, 531 ; Paris, 23 mars 1909, J. S. 1909, 268 ; Besançon, 23 mars 1910, J. S. 1911 20 ; Cass. Req., 19 juin 1911, *Rev. Soc.*, 1912, 10 ; Cass., 11 mars 1912, *J. Fail.*, 1912, 198 ; Cass., 15 mars 1916, S. 1916, Som. I, 10.

(2) Req., 11 déc. 71-26 déc. 71, D. 72-I-200.

(3) Civ., 4 août 85, *J. Fail.*, 85, 433 ; Dijon, 5 juin 1905, Req., 25 fév. 1907, D. 1910-I-491 ; Req. 3 déc. 1907, D. 1908-I-505.

(4) Req. 25 fév. 1907, D. 1910-I-491 ; Req., 20 janvier 97 (3 arrêts), R. S. 98, 267 ; Req., 26 nov. 1906, D. 1911-I-54 ; Req., 3 déc. 1907,

doit considérer qu'on est en présence d'un siège fictif et purement nominal dans deux cas :

Quand malgré les indications statutaires les éléments qui composent le siège social (ass. gén., conseils d'administration, direction, etc...) ont été installés dès l'origine ou transférés en fait dans un autre lieu (1).

Dans l'hypothèse inverse, quand le transfert du siège social ayant été régulièrement décidé, il n'a pas été réalisé en fait (2). Mais un transfert régulièrement décidé et effectivement exécuté entraînerait changement de compétence (3).

Certaines situations sont délicates et ont amené des divergences entre la jurisprudence et la doctrine. C'est ainsi que si une société change de domicile après la cessation de ses paiements, mais avant d'être assignée en faillite, la jurisprudence décide que cette société doit être mise en faillite au domicile où elle a cessé ses paiements, tandis que la doctrine estime qu'on doit con-

D. 1908-I-505 ; Cass., 24 avril 1912, *J. Fail.*, 1912, 341 ; Req., 9 avril 1913, D. 1914-I-198.

(1) Bordeaux, 18 janvier 88, R. S. 88, 251 ; Cass. Req., 20 janvier 97, R. S. 97, 297 ; Paris, 26 mai 1903, Cass., 26 nov. 1906, S. 1909-I-393 ; Paris, 27 mars 1907, R. S. 1908, 195 ; Paris, 27 oct. 1908, *J. Fail.* 1908, 484 ; Trib. Com., Marseille, 16 oct. 1908, R. S. 1910, 218 ; Cass. Req., 15 mai 1911, D. 14-I-275 ; Cass., 24 avril 1912, *J. Fail.*, 1912, 341 ; Cass. Civ., 9 avril 1913, S. 1913-I-235 ; Cass. Req., 7 mars 22, S. 23-I-344 ; Paris, 2 nov. 23, G. P., 24-I-215.

(2) V. plus haut, chapitre IV, *Le transfert du siège social*, Cass. Req., 16 mars 74, S. 75-I-51 ; 11 août 84, D. 85-I-372 ; 25 fév. 1907, R. S. 1908, 233 ; 3 déc. 1907, D. 1908-I-505 ; Douai, 13 juin 93, R. S. 93, 457.

(3) Cass., 31 juillet 1905, S. 1906-I-270.

sidérer les faits tels qu'ils existent au jour de la demande (1). Mais au cas où le transfert du siège social aurait eu lieu après l'assignation en faillite, le tribunal saisi resterait compétent (2).

Comme nous l'avons vu pour la nationalité et la compétence, les tribunaux se réservent le droit d'apprécier si le siège social est sérieux ou fictif, et considèrent cette question comme une pure question de fait. « Le principal établissement se confond en principe avec le siège social tel qu'il est déterminé par les statuts ; mais il peut en être autrement quand les circonstances spéciales de la cause, appréciées souverainement en fait, permettent de reconnaître qu'en réalité le principal établissement de la société est dans un autre lieu (3) ».

En matière de faillite, le siège d'exploitation n'entre pas en ligne de compte ; ce que les tribunaux recherchent, c'est le lieu d'où est dirigée la société, où se trouve sa « tête » (4). C'est ainsi que la Cour de Cassation a décidé que le tribunal du lieu du siège social est incompétent, si, en dehors de ce siège, il a été créé par les statuts un siège central et administratif devenu le véritable domicile social par la concentration des affaires qui s'y traitent et l'intensité de sa vie commerciale, et qui d'ailleurs a été indiqué comme siège social dans des

(1) Cass. Req., 25 février 1907, R. S. 1908, 233.

(2) Douai, 7. fév. 52, S. 52-II-329 ; Trib. Com., Marseille, 21 juin 90 ; *Journ. Jurispr.*, Marseille, 90-I-265.

(3) Cass., 15 mars 1916, S. 1916, Som. I, 10.

(4) Cass. Req., 31 juillet 1905, S. 1906-I-270.

documents de publicité (1). Mais si le siège administratif n'est qu'un organe accessoire placé sous la surveillance du siège social auquel il doit rendre des comptes, la compétence reste au tribunal du siège social (2), même si une clause des statuts attribuait compétence au tribunal de ce siège administratif pour les litiges entre les actionnaires et la société. De même, le tribunal du siège social cesse d'être compétent si le conseil d'administration a délégué à l'administrateur résidant au lieu de l'exploitation tous les pouvoirs qui lui avaient été attribués par l'assemblée générale (3).

Au contraire, dans le cas où le siège social est toujours demeuré établi au lieu fixé par les statuts et n'est pas purement nominal, alors même que l'unique objet de la société serait l'exploitation d'une entreprise située dans un autre lieu, il échet de décider que le domicile de la société est au siège social, pourvu que l'exploitation soit soumise à son contrôle (4).

Une question analogue se pose dans le cas où une société possède des filiales. La mise en faillite de la société-mère entraînera-t-elle automatiquement la fail-

(1) Req., 20 janvier 97, D. 97-I-69 ; Req., 19 juin 1911, J. S. 1912, 31.

(2) Cass., 12 nov. 1913, D. 1917-I-160.

(3) Civ., 9 avril 1913, Gaz. Trib., 29 avril 1913.

(4) Cass., 9 août 81, D. 82-I-408 ; 30 janvier 82, D. 83-I-223 ; 13 février 84, R. S., t. 14-I-318 ; 20 janvier 97, D. 97-I-69 ; 25 mai 1909, D. 1910-I-27 ; 7 nov. 22, R. S. 23, 235 ; 23 juin 1924, S. 25-I-360 ; v. cependant *contrà*, un arrêt récent, Cass. Req., 17 déc. 28, S. 29-I-127.

lite de la filiale ? La Cour d'Aix a admis l'affirmative (1). Cependant on fait observer en note sous cet arrêt qu'il ne faut peut-être pas admettre d'une façon absolue cette solution « parce que dans l'espèce la Cour d'Aix a estimé qu'en fait il n'y avait qu'une seule société. On ne saurait ériger en principe général la solution donnée, car les sociétés filiales qui ont une personnalité morale propre, ont aussi généralement une indépendance financière complète ». C'est également l'opinion de M. Rousseau (2). « Pour tout ce qui concerne le fond du droit, on ne pourra jamais faire abstraction de l'unité profonde entre la société-mère et la filiale. Pour les formes de procédure, on devra au contraire tenir compte de deux sociétés en apparence distinctes. Or la demande en faillite semble bien rentrer dans la procédure » (3).

Nous partageons entièrement cette manière de voir ; il peut arriver que la société-mère périclite, tandis que la filiale bénéficie de circonstances plus favorables et jouit d'une situation prospère. La faillite de l'une ne doit pas nécessairement entraîner la faillite de l'autre. Nous croyons que la Cour d'Aix en a décidé autrement dans l'arrêt cité parce qu'il y avait dans la cause des circonstances spéciales : il y avait eu collusion entre les deux sociétés, et la filiale n'avait été créée que pour soustraire

(1) 14 nov. 27, G. P. 1928-I-260.

(2) Note ss, Cass., 20 nov. 22, S. 26-I-304.

(3) Cf. Cons. d'Etat, 1^{er} juillet 1925, Maguéro, *Rev. des Impôts*, août 1925 ; Cour de Paris, 22 oct. 27, G. P. 27-II-741 ; v. aussi Gegout, *Filiales et groupements de sociétés*, thèse, Paris, 1929.

aux créanciers de la société-mère la plus grande part de l'actif de cette dernière.

SECTION II. — EN DROIT INTERNATIONAL

78. *La faillite en droit international*

Il arrive très fréquemment que des sociétés aient des établissements dans différents pays. Si elles cessent leurs paiements, quel tribunal sera compétent pour les déclarer en faillite ?

En droit interne, cette question de compétence n'avait qu'une importance relative, car elle ne touchait pas au fond du droit des créanciers qui restait le même, quelle que soit la solution admise, elle n'avait que des effets accessoires, sur la commodité des créanciers, et sur les intérêts des syndics en présence. En droit international, il n'en est plus de même, car très souvent la question de compétence influera indirectement sur le fond du droit.

79. *Système de l'universalité de la faillite*

On peut en théorie envisager deux solutions de ce problème: l'unité ou la pluralité de faillites. En droit interne, le législateur, pour assurer l'unité de la faillite, a attribué compétence exclusive au tribunal du domicile du failli, et en matière de société, du siège social. On pourrait admettre que cette règle doit être adoptée dans les rapports internationaux, et ainsi le tribunal du siège social serait compétent à l'exclusion de tout autre, en quelque pays qu'ils se trouvent. Il en résulterait que lorsqu'un

tribunal étranger aurait déclaré une faillite, aucun tribunal français ne pourrait plus la déclarer, si le premier tribunal était celui du siège social, et réciproquement. Le syndic du siège principal sera admis à opérer dans les autres pays où le failli possède des succursales ou des biens.

C'est le système dit de l'unité ou de l'universalité de la faillite, dont on voit immédiatement les grands avantages pratiques, et qui est préconisé par la plupart des auteurs (1). MM. Lyon-Caen et Renault pensent que « l'avenir appartient à cette doctrine. Elle a été préconisée par de nombreux congrès internationaux (2).

Cette solution paraît admise avec quelques tempéraments par la jurisprudence italienne (3). Cependant les tribunaux italiens admettent que la succursale italienne d'une société de commerce étrangère qui a son siège principal à l'étranger peut être déclarée en faillite par les

(1) Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1230 ; Carle, *La faillite en droit international privé*, trad. Dubois, n° 14 et ss. ; Travers, *De l'unité de la faillite en droit international*, 1894 ; Despagnet et de Boeck, *Précis de d. i. p.* ; Weiss, *Traité de d. i. p.*, 764 ; Boistel, 899 bis ; Glasson, Cl. 81, 126 ; Surville et Arthuys, *Cours élém. de d. i. p.*, n° 515 ; Thaller, *Traité élém. de droit com.*, 1716, 856 ; Pasquale Fiore, *D. i. p.*, n° 305 et ss. ; Nachbaum, *De la faillite en droit privé*.

(2) 1889, Congrès de Montevideo, entre les Etats de l'Amérique du Sud ; Institut de Droit International, session de Paris, 1894 et de Bruxelles, 1902 ; Conférence de La Haye, 1894.

(3) Milan, 15 déc. 76, R. S. 12-II-53 ; Cour d'Appel de Rome, 15 juin 82, Cl. 85, 458.

juridictions italiennes (1). En tout cas, si une société a en Italie son principal établissement et si l'autorisation du gouvernement Italien lui impose l'obligation d'y avoir son domicile légal, elle peut y être mise en faillite (2).

C'est aussi le système adopté par la jurisprudence belge (3) par la législation roumaine. L'Autriche et l'Angleterre appliquent le principe de l'unité de la faillite aux meubles, celui de la territorialité aux immeubles (4). Différents traités l'ont consacré : ceux de 1826 entre la Suisse et le Wurtemberg, de 1881 entre l'Autriche et la Serbie, du 15 juin 1869 entre la Suisse et la France, du 8 juillet 1899 entre la Belgique et la France. Nous étudions plus loin ces deux derniers traités.

Que l'on justifie cette théorie en disant comme on le faisait autrefois que les règles de la faillite dépendent du statut personnel, ou avec M. Thaller (1716) en s'appuyant sur la doctrine de la personnalité du droit, le résultat pratique est le même ; la faillite étrangère s'appliquera en France, peut-être même de plein droit et sans exequatur.

(1) C. Cass., Turin, 13 déc. 98, Cl. 1901, 850 ; Milan, 24 oct. 1911, Cl. 1912 p. 1263.

(2) Cass. Florence, 10 avril 79, Cl. 81, 453 ; Cour de Lucques, 9 avril 80, Cl. 81, 453 ; C. d'Appel de Milan, 30 nov. 83, Cl. 85, 461.

(3) Thaller, 1716.

(4) V. note Pic ss., Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185,

80. *Système de la pluralité de faillites*
Système de la jurisprudence

Cependant la jurisprudence française est fixée depuis longtemps en sens opposé ; elle pense que l'article 14 Code Civil fait obstacle à l'application du système de l'universalité. La Cour de Cassation l'a formellement décidé (1). Une même société peut donc faire l'objet de plusieurs faillites et les tribunaux français se déclarent compétents pour prononcer la faillite de sociétés dont le siège social statutaire est à l'étranger, mais dont le principal établissement est en France (2). Même si l'établissement que possède la société en France n'est qu'un siège administratif ou une simple succursale, nos tribunaux se déclarent compétents (3). Cette solution est expressément admise en matière de liquidation judiciaire par la loi du 4 mars 1889 qui prévoit que dans le cas où une société étrangère n'aurait pas son siège social en France, elle

(1) Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185.

(2) Trib. Seine, 10 août 72, Cl. 74-II-124 ; Paris, 20 juin 74, D. 76-V-232 ; Nancy, 8 mai 75, Cl. 77, 144 ; Aix, 3 avril 84, J. S. 90, 394 ; Cass., 29 avril 85, R. S. 85, 460 ; Seine, 25 avril 90, R. S. 90, 394 ; Paris, 19 juin 91, *Rev. d. i. p.*, 92, 168 ; Paris, 26 mai 1903, R. S. 1903, 479 ; Seine, 14 janvier 1914, G. P. 12 mai 1914 ; Req., 29 avril 85, D. 85-I-225.

(3) Seine, 18 août 75, Cl. 76, 455 ; Paris, 17 juillet 77, S. 80-II-195 ; Paris, 7 mars 78, Cl. 78, 606 ; Aix, 3 avril 84, Cass., 29 avril 85 ; Seine, 25 avril 90 ; Paris, 23 nov. 95 J. S. 96, 167 ; Cass., 1^{er} août 1906, S. 1906-I-436 ; Trib. Com. Seine, 14 janvier 1914, G. P. 1914-I-580 ; dans ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. VIII, 1229, Pic, p. 752.

pourrait s'adresser au tribunal dans le ressort duquel se trouve son principal établissement en France.

Si la société étrangère possédait en France plusieurs succursales, la compétence appartiendrait au tribunal dans le ressort duquel se trouve la succursale la plus importante (1).

Certaines décisions vont jusqu'à estimer que l'art. 14 Code Civil est applicable en matière de faillite, et certains tribunaux ont jugé qu'un Français peut faire déclarer la faillite en France d'une société étrangère alors même qu'elle n'y posséderait aucun établissement et qu'il s'agirait d'opérations passées à l'étranger (2). Toutefois il est évident que l'on ne saurait accorder à un étranger le bénéfice de l'art. 14 du Code Civil, et que dans ce cas, les tribunaux français devraient se déclarer incompétents si la demande en faillite était formée par un étranger (3).

Par l'application de ce système, on arrive à faire prononcer des faillites distinctes dans chacun des états où le failli possède des biens à liquider. « Chacune des faillites sera réglée par le droit intérieur de l'Etat où elle est prononcée. Un commerçant, déclaré failli à l'étran-

(1) Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1233, Paris, 23 novembre 95, D. 97-II-497 ; Req., 1^{er} août 1906, S. 1906-I-436.

(2) Cass., 12 nov. 72, S. 73-I-17 ; Paris, 17 juillet 77, S. 78-II-195 ; Aix, 30 nov. 80, Cl. 81, 363 ; Seine, 15 janvier 95, D. 97-II-497 ; Cass., 5 juillet 97, D. 97-I-524 ; Paris, 23 novembre 95, D. 97-II-497 ; Trib. Com. Seine, 14 novembre 27, G. P. 27-II-835. En ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. VIII, 1232, Pic, p. 594 ; *Contrà* Glasson, Cl. 81, 126.

(3) Trib. Com. Seine, 18 nov. 27, G. P. 1928-I-272,

ger n'est pas dessaisi en France, et les créanciers peuvent diriger sur ses biens des poursuites individuelles jusqu'à ce qu'un tribunal français ait prononcé à son tour sa faillite » (1). On voit quelles considérations peuvent inspirer ce régime « qui traduit peut-être un état de droit international assez arriéré » (2) : on dit que les juges d'un état ne peuvent prendre de mesures d'exécution que sur des valeurs situées dans cet état même. Il faut reconnaître que ce système a l'avantage de donner certaines garanties aux créanciers qui voient liquider d'après leur loi et sous leurs yeux l'actif de leur débiteur.

Il résulte du système de la pluralité des faillites diverses conséquences :

La faillite déclarée à l'étranger n'est pas exécutoire de plein droit en France. Le syndic doit en poursuivre l'exequatur, que nos tribunaux peuvent lui refuser.

A défaut de cet exequatur, la faillite étrangère ne met pas obstacle à une nouvelle déclaration de faillite en France (3). Les deux faillites ont chacune leur masse distincte et n'ont aucun lien (4).

Un concordat homologué à l'étranger n'a pas d'effets en France et n'empêche pas que la déclaration de faillite puisse y être prononcée (5).

(1) Req., 5 juillet 97, S. 98-I-66 ; même sens, Paris, 9 janvier 1907, S. 1907-II-141 ; Thaller, *Tr. élém.*, n° 1717.

(2) Thaller, 1717.

(3) Cass. Req., 5 juillet 97, D. 97-I-524 ; Cass. Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185 ; Paris, 7 mars 78 ; Ref. S. tome 12-II-135.

(4) Paris, 10 nov. 86 ; Nancy, 12 juillet 87, Ref. S. tome 15-II-94.

(5) Trib. Com. Seine, 14 nov. 27, G. P. 27-II-835.

Et dès que la faillite a été déclarée en France, le jugement de faillite étranger ne peut plus être revêtu de l'exequatur (1).

Toutefois nos tribunaux reconnaissent même sans exequatur, certains droits au syndic étranger : le jugement déclaratif étranger fait foi par lui-même du mandat judiciaire donné au syndic (2). Il peut produire à la faillite française au nom de la masse étrangère.

Les créanciers français ne sont donc pas avantagés par rapport aux créanciers étrangers, et il nous faut maintenant examiner les droits des créanciers au fond, car chaque groupe territorial de valeurs ne sera pas exclusivement affecté au groupe des créanciers qui ont traité en face de lui (3).

81. *Droit des créanciers au fond*

La question de savoir de quels créanciers va se composer chacune des masses est très controversée. Pour les uns, les créanciers devraient produire dans chaque pays à la faillite de l'établissement qui y est situé et avec lequel ils ont traité, que ce soit une maison principale, une succursale, ou une agence. Ce système a été suivi par quelques arrêts (4). Chaque créancier ne produira donc qu'à une seule faillite. Cette solution a le grave inconvé-

(1) Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185; Paris, 7 mars 78, Ref. S. tome 12-II-135.

(2) Paris, 19 nov. 86; Nancy, 12 juillet 87, Ref. S. tome 15-II-94; Paris, 7 mars 78, Ref. S. tome 12-II-135.

(3) Thaller, 1717.

(4) Nancy, 12 juillet 87, S. 90-II-187; Orléans, 27 mars 85, Cl. 85, p. 178.

nient de créer des différences de traitement entre les créanciers d'un même débiteur, car chaque faillite produira un dividende différent. Ainsi se trouve violé le principe de l'égalité devant la faillite et le droit de gage général des créanciers. On pourrait appeler ce système le système des « faillites étanches ».

On a aussi soutenu que tous les créanciers peuvent produire à la faillite de l'établissement principal, mais que seuls les créanciers qui ont traité avec les succursales peuvent produire à leurs faillites (1). Ce système a le même inconvénient que le précédent.

Le système le plus généralement admis reconnaît que tous les créanciers peuvent produire à toutes les faillites de leur débiteur (2). Ainsi se trouve respectée l'égalité des créanciers (3). On a objecté que ce système peut avoir pour résultat de faire toucher aux créanciers une somme supérieure à leur créance. Dans le silence des textes, il paraît cependant difficile d'obliger les créanciers qui ont touché à l'étranger à rapporter à la faillite française.

Le règlement des faillites en droit international est encore compliqué par le fait que certaines législations créent un privilège au profit des créanciers nationaux. Devrait-on appliquer la réciprocité aux créanciers étran-

(1) De Bar, *Theorie und praxis des internationalen Privatrechts*, t. II, p. 482.

(2) Thaller, *Des faillites en droit comparé*, II, 233 ; Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1303.

(3) Cass., 5 juillet 97, D. 97-I-524 ; Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185 ; Cf. Reichsgericht, 14 oct. 87, Cl. 89, p. 307.

gers au cas où, dans leur pays, ils auraient évincé des créanciers français ? On a parfois admis un système analogue à celui qui est pratiqué pour les successions (1) ; les créanciers français auraient le droit de prélever dans la faillite française les sommes dont ils ont été frustrés dans la faillite étrangère (2). Mais l'extension aux faillites de règles particulières aux successions semble tout à fait arbitraire et peu juridique.

On a vu certains jugements accorder un droit de prélèvement et quelquefois de représailles aux créanciers français, au cas où des créanciers étrangers avaient été favorisés (3), ce système est autorisé par les jurisprudences allemande et autrichienne. M. Pic exprime l'opinion que, malgré le silence de notre législation, si les faillites sont concomitantes, on peut exiger du syndic étranger un engagement de réciprocité pour son admission à la faillite française (4). Cette solution est évidemment équitable, mais paraît difficile à justifier au point de vue strictement juridique. La Cour de Paris a refusé d'admettre à la faillite française un créancier brésilien parce que, dit l'arrêt, étant privilégié au Brésil, il arriverait à toucher deux fois le montant de sa créance (5). C'est, dit la note, une solution « illégale mais équitable ».

(1) Art. 2 de la loi du 14 juillet 1819 (art. 1872 du Code Civil).

(2) Trib. Com. Perpignan, 29 juin 83, Cl. 85, 83 ; Cass., 30 juin 87, *Journ. Fail.*, 87, 849 ; Montpellier, 12 juin 84 et 8 août 84, *Journ. Fail.*, 84, 410.

(3) Trib. Com. Seine, 22 nov. 82 et 6 janvier 83, *Journ. Fail.*, 88, p. 61.

(4) Note ss. Cass. Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185.

(5) Paris, 11 mai 1927, Cl. 28, p. 654.

82. Conclusion. — *Traités franco-belge et franco-suisse*

Devant toutes ces difficultés qui découlent de l'adoption du système de la pluralité des faillites, on est amené à penser que l'unité de la faillite, en droit international, serait bien préférable. Nous avons vu que l'unité de la faillite est préconisée par la doctrine ; elle a été réalisée partiellement par différents accords internationaux, et en particulier par la convention franco-suisse du 15 juin 1869 et la convention franco-belge du 8 juillet 1899. L'art. 8 paragr. 1 de ce dernier traité stipule que « pour les sociétés commerciales françaises ou belges ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui du siège social (1) ». D'ailleurs la jurisprudence des deux pays refuse d'attribuer aucun effet à un siège social purement nominal ou fictif : le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel est établi le véritable siège social (2).

Pour la jurisprudence relative au traité franco-suisse, v. l'affaire du Crédit Foncier Franco-Suisse (3).

(1) V. Trib. Com. Seine, 29 sept. 1900, Cl. 1901, 556.

(2) Trib. Com. Seine, 5 mars 1902, Cl. 1902, 587 ; Paris, 26 mai 1903, Cl. 1903, 135 ; 27 mars 1907, *Rev. de d. i. p.*, 1909, 580 ; 27 octobre 1908, *Journ. Fail.*, 1908, 484 ; 23 mars 1909, D. 1910-II-108 ; Paris, 10 novembre 22, S. 22-II-128 ; Trib. Civ. Bruxelles, 26 févr. 23, D. 23-II-54. En ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1284 ; Weiss, t. V, p. 777.

(3) Paris, 20 juin 74, D. 76-V-222 ; Conseil Fédéral, 21 janvier 75, Cl. 75, 482 ; v. aussi Cour de Justice Civile de Genève, 7 nov. 1908, Cl. 1909, 848 et Cass. Req., 25 février 79, D. 80-I-20.

83. *Aperçu de droit comparé*

Dans presque tous les pays on admet qu'une société qui a son siège social à l'étranger peut être déclarée en faillite au siège de sa succursale, et on adopte le principe de la pluralité des faillites (1).

Certaines jurisprudences pratiquent le système des « faillites étanches ». « Chaque faillite a ses biens, ses créanciers, ses débiteurs », déclare la Cour d'Appel d'Athènes (2). Cette solution a été repoussée par le Trib. Mixte Com. Alexandrie (3), qui décide qu'il y a autant de masses distinctes qu'il y a de faillites, mais que tous les créanciers quels qu'ils soient ont le droit de produire dans la totalité des faillites de leur débiteur. Cependant ce jugement fait une exception : « les règles du droit international étant fondées sur le principe de la réciprocité, dans le cas où les créanciers de la faillite du siège social seraient exclus des opérations de la faillite de la succursale, les créanciers de cette dernière ne sauraient être admis à prendre part aux opérations de la faillite du siège social ». La jurisprudence française admet en principe que les créanciers étrangers doivent être admis à la faillite sans condition de réciprocité (4).

(1) Trib. Com. Bruxelles, 12 nov. 1910 et 26 nov. 1910, Cl. 1912, 573 ; *Contrà*, Trib. Justice de l'Amazone, 2 août 1902, Cl. 1905, 1095 ; Trib. Supérieur du district de l'Amazone, 4 sept. 1919, Cl. 1920, 269.

(2) 1892, n° 1002, Cl. 93, 234.

(3) 28 mai 23, *Rev. Alg.*, août-sept., 24.

(4) Civ., 11 mars 1913, D. 14-I-185 ; v. cependant Paris, 11 mai 27, Cl. 28, 654.

Certaines législations créent un véritable privilège en cas de faillite au profit de leurs créanciers nationaux. C'est ainsi que la faculté de produire à la faillite d'une société déclarée en Russie a été refusée aux créanciers du siège social (1) ; le décret d'autorisation de la société portait que « tous les biens possédés par la société en Russie seront attribués de préférence au règlement des dettes sociales résultant des opérations faites en Russie ». Au Brésil, les créanciers nationaux priment les étrangers (2). De même en Uruguay (3), aux Etats-Unis (4) il existe un droit de préférence au profit des nationaux.

(1) Sénat dirigeant, dépt. Civ. Cass., 19 sept. 1907, Cl. 1909, 1214.

(2) V. Paris, 11 mai 27, Cl. 28, 654.

(3) Code Com., art. 1539.

(4) V. Jurispr., Cour suprême, Cl. 1908, 1322.

CHAPITRE SEPTIEME

LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS
ET LA NATIONALISATION
LE CAS DES SOCIETES RUSSES

84. *Les mesures de nationalisation*

Lorsqu'une société est nationalisée dans un pays, elle y perd toute existence. Mais que va-t-il advenir des établissements que cette société pouvait posséder à l'étranger ? Vont-ils être englobés dans la nationalisation du siège social ou vont-ils au contraire se mettre à vivre d'une manière indépendante ? Telle est la question qui s'est posée récemment à propos des sociétés russes nationalisées par les Soviets. Ont-elles pu se survivre par leurs établissements à l'étranger et particulièrement en France, où un grand nombre d'entre elles s'étaient réfugiées ? Ont-elles pu valablement y transférer leur siège social et quels droits doit-on leur reconnaître ?

Après la révolution soviétique du 7 novembre 1917, on s'efforça en Russie de réaliser l'idéal communiste dont le premier point est évidemment l'abolition de la pro-

priété privée. Les sociétés commerciales, soutiens du monde capitaliste, devaient être visées les premières. Le 14 décembre 1917, le Comité Central Exécutif décida que le commerce de Banque devient monopole de l'Etat, que les banques privées seront fusionnées avec la Banque d'Etat qui reprend leur actif et leur passif. Par la suite, le capital des anciennes banques privées fut confisqué au profit de la Banque d'Etat, et la Banque d'Etat elle-même fut supprimée au profit de l'Etat. (28 février 1920). Les sociétés de navigation furent nationalisées par décret du 26 janvier 1918 et les sociétés d'assurances par décret du 1^{er} décembre 1918.

Ces mesures furent appliquées en Russie ; mais ces décrets pouvaient-ils avoir des effets extra-territoriaux ? Beaucoup de sociétés russes qui avaient des établissements à l'étranger continuèrent à y manifester leur existence et à y faire des affaires. Devait-on admettre que par suite de leur nationalisation en Russie, elles avaient perdu toute existence juridique ? Le problème des sociétés russes est l'un des plus délicats et des plus complexes offerts par le droit contemporain, par suite de l'opposition fondamentale existant entre le droit des Soviets et le droit des autres pays.

Dans son ouvrage sur « L'existence à l'étranger des sociétés russes constituées sous l'ancien régime et nationalisées par le gouvernement des soviets » (1) M. Goeldin de Tiefenau étudie les positions prises par la doc-

(1) Paris, 1928, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

trine et la jurisprudence, en France, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique et en Suisse.

85. *La jurisprudence anglaise*

L'Angleterre signa le 12 mars 1921 un traité de commerce avec la Russie ; elle reconnut de jure le gouvernement des Soviets le 1^{er} février 1924.

Les tribunaux anglais attribuèrent des effets considérables à la reconnaissance du gouvernement soviétique. Ils décidèrent que la courtoisie internationale exigeait qu'on tint pour valables les décrets émanant d'un gouvernement reconnu.

Tant que le gouvernement des Soviets n'était pas reconnu, l'existence juridique des sociétés russes fut incontestée, l'ancien droit étant seul reconnu et appliqué (1). Après la reconnaissance des Soviets « de facto » (1921), leur existence devint au contraire douteuse, puis on en vint, en 1923, à leur dénier toute existence juridique (2), car « la question de savoir si une Société russe est dissoute, dépend de la loi russe, la loi du pays de sa constitution, et non de la loi anglaise, dont les Cours de justice et la loi ne peuvent créer ou dissoudre une entité juridique russe ».

On voit immédiatement quelles graves conséquences découlaient de cette jurisprudence, puisque depuis 1918 les succursales des sociétés russes, quoique illégales,

(1) Goeldlin, p. 73.

(2) Cour d'Appel, 12 juin 1923, Cl. 24, 226.

avaient continué leurs opérations. Logiquement, il aurait fallu déclarer nulles toutes les transactions intervenues depuis 1918.

Aussi, devant ces inconvénients, la Chambre des Lords, le 22 juillet 1924, dans un arrêt qui fit loi (1), estima que les sociétés russes ont conservé une personnalité juridique, car, dit-elle, cette personnalité n'a pas été supprimée par les décrets soviétiques, et en admettant même qu'elle était supprimée en Russie, il n'est pas sûr qu'elle aurait été détruite aussi en Angleterre. La succursale d'une Banque russe a pour le moins le droit de réunir son actif, de faire face à son passif et d'être liquidée en Angleterre. Cet arrêt fit jurisprudence, et cette interprétation du droit soviétique fut étendue par les tribunaux inférieurs à toutes les sociétés russes, qu'il s'agisse de banques, d'assurances, de Compagnies de navigation ou d'autres sociétés.

La personnalité qui est reconnue aux sociétés russes en Angleterre est non seulement une personnalité restreinte pour les besoins de leur liquidation, mais une personnalité plus étendue qui leur permet de jouir, sous certaines conditions, d'une pleine capacité juridique (2). On doit donc admettre que les sociétés russes nationalisées sont régulièrement représentées par leurs anciens administrateurs, qu'elles peuvent valablement fonctionner en Angleterre et y réunir des assemblées générales (3)

(1) Cl. 24, 1081.

(2) Goeldlin, p. 94.

(3) *Ibid.*, p. 98.

On reconnaît même qualité aux succursales anglaises pour mener à bonne fin les opérations rentrant dans le domaine du siège social (1).

86. *Jurisprudence allemande*

L'Allemagne reconnut de jure le gouvernement soviétique par la ratification du traité de Brest-Litowk, le 29 mars 1918 ; puis ce traité fut considéré comme sans force obligatoire et un nouveau traité intervint à Rapallo le 16 avril 1922.

Les tribunaux allemands commencèrent par décider que les décrets soviétiques n'étaient pas contraires « aux bonnes mœurs ou au but visé par une loi allemande », et qu'en conséquence les sociétés russes n'ont plus aucune existence juridique (2).

Puis, sur une consultation du Prof. Dr. Zaitzeff, la Cour d'Appel de Berlin, le 3 mars 1925, (3) appréciant différemment le droit soviétique, estima qu'on ne peut déduire des décrets de nationalisation que les anciennes banques ont juridiquement perdu leur personnalité morale.

Enfin, le 25 octobre 1927, nouveau revirement de la jurisprudence : sous l'influence d'une consultation du Prof. Schöndorf, la Cour d'Appel de Berlin décide que « conformément au but de la nationalisation, les sociétés russes ont perdu leur propre personnalité juridique et

(1) Goeldlin, p. 101.

(2) Goeldlin, p. 106.

(3) Cl. 1925, p. 1057.

n'existent plus que comme divisions impersonnelles de la Banque d'Etat » (1).

D'ailleurs, par suite de la guerre, les sociétés russes n'avaient plus de succursales fonctionnant en Allemagne, aussi la seule question qui se pose est de savoir à qui seront attribués les biens que possédaient en Allemagne les anciennes sociétés russes.

87. *Jurisprudence des Etats-Unis*

Aux Etats-Unis d'Amérique, jamais le gouvernement des Soviets n'a été reconnu et les tribunaux ont admis la survie des sociétés russes qui avaient des agences ou des succursales dans leur pays.

Leurs décisions sont diverssement motivées ; quelquefois ils déclarent que jamais le gouvernement des Etats-Unis n'a reconnu le gouvernement révolutionnaire de la Russie, que par suite ses décrets sont sans importance ; quelquefois ils s'appuient sur des notions d'ordre public, d'équité et de justice (2) et ils tranchent le « cas de conscience » qui leur est proposé plutôt en s'inspirant des circonstances de fait que de la stricte logique du droit, ce qui est peut-être la meilleure façon de régler des situations aussi anormales (3).

Mais comme il est impossible aux sociétés russes nationalisées de fonctionner conformément à leurs statuts,

(1) Cité par Goeldlin.

(2) Goeldlin, p. 126.

(3) V. Division d'appel de la Cour suprême de New-York, 1925, Cl. 25, 451.

et qu'ainsi les tiers peuvent être lésés, il faudra procéder à leur liquidation. Les tribunaux américains décident que, comme il n'est pas possible de centraliser la liquidation au siège social, celle-ci doit avoir lieu dans chaque pays où la société a des intérêts.

Aux Etats-Unis, on règlera d'abord les « domestic creditors » c'est-à-dire ceux qui ont traité avec la société russe aux Etats-Unis, en se basant de bonne foi sur l'actif de la société dans ce pays (1), puis les créanciers et actionnaires, où qu'ils se trouvent.

88. *Jurisprudence suisse*

La Suisse n'a jamais reconnu le gouvernement des Soviets, mais le Tribunal Fédéral estime que le droit soviétique est seul en vigueur en Russie et il ne subordonne pas l'application d'un droit privé étranger à la reconnaissance d'un gouvernement.

La Cour de Justice Civile de Genève, dans un arrêt du 6 mars 1923, avait admis que le décret de nationalisation ne peut avoir d'effet en dehors de la Russie, et qu'en conséquence les sociétés russes n'ont pas cessé d'exister en Suisse. Sur un recours formé contre cette décision, le Tribunal fédéral estima au contraire le 10 décembre 1924 (2) que les sociétés russes ont perdu toute personnalité. En effet, dit-il, « une succursale est un organisme autorisé à conclure des affaires d'une manière

(1) Goeldlin, p. 139.

(2) Cf. 1925, 488.

autonome et jouissant d'une indépendance relative, mais demeurant dans des rapports de subordination avec la maison-mère et n'ayant pas une existence séparée de cette dernière », et « l'existence d'une succursale n'est pas concevable sans l'établissement principal dont le centre d'affaires secondaire dépend. » Et la question de l'existence de l'établissement principal relève du droit russe, lequel est applicable dans une certaine mesure en Suisse, car « la non reconnaissance du gouvernement soviétique a simplement pour conséquence que pour les rapports de droit international, ce gouvernement n'a pas qualité pour représenter la Russie en Suisse, ni en matière de droit public, ni en matière de droit privé. Mais cette circonstance n'empêche pas le droit russe d'exister et de sortir ses effets ». Or, dit le tribunal, il résulte du décret du 27 septembre 1917 que les banques ont été supprimées en Russie, leurs succursales en Suisse ne peuvent donc avoir conservé la personnalité. Une banque russe, étant inexistante en Suisse, ne peut ni poursuivre ses débiteurs ni être poursuivie par ses créanciers.

Aussi pour éviter des conséquences injustes, le Tribunal décida-t-il que les sociétés russes devraient être pourvues d'une curatelle et liquidées officiellement. Mais il n'a pas encore décidé à qui devaient être attribués les biens des sociétés russes (1).

(1) Goeldlin, p. 159.

89. *Jurisprudence française*

Passons maintenant à l'examen de la doctrine et de la jurisprudence françaises dans la question des sociétés russes. La question est fort complexe, et M. Jean Delehelle constate « que les affaires relatives aux sociétés russes après la révolution de 1917 ont été parmi les plus difficiles qu'aient eu à résoudre les tribunaux français » (1).

Le Gouvernement français reconnut le gouvernement des soviets le 28 octobre 1924.

Avant cette reconnaissance, les tribunaux français décident constamment que le pouvoir judiciaire est subordonné aux vues du pouvoir exécutif, et qu'en conséquence les décrets soviétiques ne sauraient avoir aucun effet en France.

La survie des sociétés nationalisées est donc admise sans difficultés. On décide même que les différentes succursales d'une société russe restent liées entre elles malgré la disparition du siège central (2). Pendant cette période qui dure jusqu'à la reconnaissance, c'est l'ancien droit russe qui est censé continuer.

Puis intervint la reconnaissance du gouvernement soviétique, qui fut le signal d'un revirement de la jurisprudence.

Le 22 octobre 1924, une ordonnance du Président du Tribunal de la Seine rendue sur requête du Procureur de la République, nomma un administrateur provisoire

(1) *La situation juridique des Russes en France*, thèse, Lille, 1926.

(2) Trib. Com. Seine, 15 avril 24, Cl. 27, p. 1075.

de tous les biens à l'abandon par suite de la Révolution russe.

Le 29 novembre 1924, après la reconnaissance, le Procureur de la République présenta une nouvelle requête, exposant que les « sociétés, notamment les banques russes soumises en Russie à la législation de l'U. R. S. S. avaient en France des succursales dont la situation est actuellement incertaine, et l'administration suivant les règles statutaires antérieures impossible ». Il obtint la mise sous séquestre des succursales des sociétés russes en France.

A cette époque, on considère donc que les sociétés russes ont perdu toute personnalité juridique, et que la reconnaissance des Soviets entraîne l'application des décrets de nationalisation (1).

D'après M. Goeldlin (p. 30), on ne peut cependant rattacher à ce système le jugement du tribunal Civil de la Seine du 9 mai 1925 (2), car si le Tribunal juge « qu'il est impossible d'admettre qu'une société qui serait inexistante dans son pays d'origine puisse cependant continuer d'exister en pays étranger », il ajoute : « en l'absence de toute succursale ou de toute reconstitution dans ce pays », ce qui semble dire que les sociétés russes peuvent se survivre en France comme sociétés de fait, et apparemment cette décision à la théorie des sociétés de fait, qui, comme nous le verrons, a prévalu par la suite.

(1) Trib. Civ. Seine, Référés 23 déc. 24, Cl. 25, 419.

(2) Cl. 26, 126, Compagnie d'Assurances Le Nord de Moscou c. Union et Phénix Espagnol.

La jurisprudence française ne tarda pas à changer d'orientation et à admettre de nouveau la personnalité des sociétés russes nationalisées. Elle le fit de deux façons : ou bien elle décide que les sociétés russes ont conservé leur personnalité parce que les décrets soviétiques sont contraires à l'ordre public français, et ne sauraient, malgré la reconnaissance du gouvernement de l'U. R. S. S., être appliqués en France, ou bien elle déclare que, quoique disparues en Russies, les sociétés nationalisées peuvent subsister en France, à l'état de sociétés de fait, tout au moins pour les besoins de leur liquidation.

1. Première tendance : Les décrets de nationalisation sont contraires à l'ordre public.

Tout d'abord, les mesures de séquestre établies en application de l'ordonnance du 29 novembre 1924 furent rapportées : C'est ainsi que fut levé le séquestre de la Banque générale pour le Commerce extérieur, société française qui avait été fondée pour recueillir et avait recueilli en fait les biens de la Banque Russe pour le Commerce étranger (1). Le 23 mars 1925 (2), le Président du Tribunal civil de la Seine rapportait le séquestre établi sur la Banque Russo-Asiatique, motivant sa décision sur le fait que « cette banque avait transporté ses services à la succursale de Paris, devenue le centre de son activité, même pour l'étranger, et qu'elle avait reconstitué ses conseils de direction et de surveillance » et déclarait « que la succursale antérieurement établie à Paris a perdu ce

(1) Réf. Prés. Trib. Civil Seine, 23 déc. 1924, Cl. 25, p. 419.

(2) Cl. 27, 352.

caractère et apparaît comme devenue le siège même de la société » et « que la mesure limitée aux succursales ne saurait être étendue aux sociétés elles-mêmes, en quelques conditions d'ailleurs que se présente leur gestion ». De même il fut jugé (1) que la succursale de Paris de la Banque Russe pour le commerce étranger ne se trouvait pas « à l'abandon » parce que « depuis plusieurs années les conseils de surveillance et de direction du siège social de la Banque se trouvent réunis à Paris, et que leur composition est la même que celle qui existait au moment de la révolution russe ». C'était également le cas de la Société générale pour le commerce étranger, dont l'« ex-succursale était régulièrement transformée depuis plus d'un an en société française indépendante » (2). Ainsi furent rapportées les mesures de séquestre à l'égard de toutes les succursales de sociétés russes, à l'exception d'une seule qui se trouvait en état de cessation de paiements (3).

On peut diviser en deux groupes ces décisions qui reconnaissent la survie de la personnalité des sociétés russes nationalisées ; pour les unes, les décrets soviétiques sont contraires à l'ordre public français ; pour les autres, le siège social est censé toujours exister en Russie même.

Dans un jugement du 23 avril 1925 (4), le Tribunal de

(1) Réf., 3 mai 26, Cl. 27, 358.

(2) Trib. Civ. Seine, Réf. 23 déc. 24, R. S. 25, 247.

(3) Goeldlin, p. 32.

(4) Cl. 25, p. 391, aff. Etat Russe c. Compagnie Russe de navigation à vapeur et de commerce Ropit.

Commerce de Marseille déclare que les lois soviétiques ne peuvent être appliquées en France parce qu'elles sont contraires à l'ordre public français. Cette décision fut confirmée par la Cour d'Aix (1) et par la Cour de Cassation (2).

D'autres décisions s'appuient sur des motifs différents pour admettre la survie des sociétés russes : elles déclarent que leur siège social est toujours en Russie. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises le Trib. Com. Seine s'est déclaré incompétent pour connaître d'actions dirigées contre des succursales françaises de banques russes, car, dit-il leur siège social est toujours à Pétrograd et n'a pas été transféré en France, et il ne pourrait l'être que dans les conditions et formes déterminées par les statuts (3). C'est le même point de vue qui est adopté par la Cour de Paris dans un arrêt du 17 mai 1927 (4). On peut remarquer que le Tribunal de la Seine et la Cour de Paris n'ont pu se déclarer incompétents que parce que dans toutes ces espèces, les demandeurs étaient étrangers (5).

Ce système avait pour résultat de soustraire les banques russes aux demandes de leurs créanciers. Mais n'est-ce pas

(1) 23 déc. 25, Cl. 26, 667.

(2) 5 mars 28, Cl. 28, 674. Dans le même sens, Paris, 18 février 26, Cl. 1927, 1061 ; Trib. Civ. Seine, 2 mai 27, Société Cockerill et C^o c. Compagnie Union et Phénix Espagnol, cité par Goeldlin.

(3) 10 avril 1924, cité par Goeldlin ; 10 janvier 1925, *id.* ; 15 mai 1925, Cl. 27, 354 ; Novembre 1925, Cl. 27, 355 ; 19 nov. 27, Cl. 28, 132.

(4) Cl. 28, 131.

(5) V. *suprà*, ch. Compétence.

abuser de la théorie et de la fiction que de renvoyer ces créanciers à un siège social notoirement inexistant ? Aussi ces arrêts, qui ne tiennent manifestement aucun compte de la réalité des faits, furent-ils très vivement critiqués par MM. Picard et Tager (1) et la jurisprudence en vint à reconnaître que les sociétés russes ont été supprimées en Russie, quitte à limiter, en France, les conséquences de cette suppression.

A de nombreuses reprises, les tribunaux français ont jugé que le siège social des sociétés russes n'est plus en Russie, mais a été transporté en France, et en conséquence, ils se déclarent compétents (2). Ils considèrent la situation de fait : la société s'est transportée en France, s'y est créé un domicile de fait et a perdu tout domicile légal en Russie (3). La Cour de Paris a pris la même position dans deux arrêts fortement motivés ; elle déclare qu'une société nationalisée ne peut plus avoir de siège social en Russie, mais qu'elle s'est créée en France un domicile de fait par le transfert de ses archives (4).

Ce n'est pas parce que les décrets soviétiques sont contraires à l'ordre public français que les sociétés russes

(1) Cl. 1928, 135.

(2) Trib. Com. Seine, 20 mai 21, Cl. 23, 533 ; Trib. Com. Seine, 3 juillet 21, Cl. 27, 349 ; Trib. Com. Seine, 16 janvier 22, Cl. 23, 539 ; 26 avril 23, Cl. 23, 933 ; 29 novembre 23, Cl. 27, 349.

(3) Réf. Trib. Civ. Seine, 23 mars 25 ; Trib. Com. Seine, 12 avril 26 ; Trib. Com. Seine, 1^{er} octobre 26 ; Tr. Com. Seine, 2 nov. 23, Cl. 27, 349 et ss. ; Trib. Com. Seine, 1^{er} mai 25, Cl. 27, 353 ; Trib. Civ. Seine, Réf. 28 février 27, Cl. 28, 686.

(4) 31 janvier 1928 et 8 mars 1928 et note Picard et Tager au Cl. 28, 683.

peuvent continuer d'exister en France, mais parce qu'elles se sont manifestées dans ce pays comme sociétés de fait. Tel est le système qui paraît ressortir des arrêts les plus récents et qui est soutenu par la doctrine (1). Ces deux arrêts décident que si la confiscation sans indemnité des banques et des assurances est contraire à l'ordre public français, leur suppression « considérée en soi indépendamment de la confiscation » est parfaitement acceptable en France, mais ils admettent que les sociétés russes peuvent être considérées comme survivant en France si elles justifient dans ce pays d'une existence de fait permettant de les considérer comme indépendantes de leur maison-mère supprimée en Russie (2).

On peut rapprocher de cette jurisprudence un arrêt de Paris (3) qui décide que, lorsqu'une société qui avait son siège social en pays envahi a transféré son principal établissement à sa succursale de Paris, elle peut y être assignée comme à son siège social.

Quant aux sociétés russes nationalisées qui ne se manifestent pas comme des sociétés de fait, elles ne survivent que pour les besoins de leur liquidation. C'est ce

(1) Picard et Tager au Cl. 1927, 360 ; Hémard, *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait* ; Bordeaux, 2 janvier 28, S. 28-II-161 et note Niboyet ; Paris, 13 juin 28, G. P. 1928-II-594, réformant un jugement du Trib. Com. Seine, 15 mai 25, G. P. 1925-II-695.

(2) *Contrà*, d'anciennes décisions et notamment Paris, 4 juill. 23, Cl. 24, 992.

(3) 23 juin 1917, G. P. 18 et 19-I-62.

qu'expriment les conclusions de M. l'Avocat Général Sevestre dans l'affaire du Nord de Moscou : « Les sociétés russes nationalisées ne se survivent que dans la mesure où leurs établissements en France ont une existence de fait permettant de les individualiser en France. Elles se survivent dans la mesure où elles se continuent comme sociétés de fait. Leurs succursales en France ont gardé leur existence. Elles peuvent se présenter comme demandereses ou défenderesses devant les tribunaux (1). Et celles qui n'ont pas de succursales en France ne peuvent avoir d'autre suivie que celle que peut avoir une société dissoute pour les besoins de sa liquidation ».

Contrairement à cette opinion et à ces arrêts, M. Hémond estime que les sociétés russes ont pu continuer d'exister en pays étranger « même en l'absence d'agence ou de succursale et sans avoir procédé à une reconstitution » (2).

Les tribunaux français reconnaissent donc une certaine personnalité aux sociétés russes réfugiées en France ; mais comme le fonctionnement de celles-ci selon les statuts était devenu impossible dans la plupart des cas, ils ont dû admettre souvent que nécessité fait loi, et tenir pour régulières des situations de fait anormales. C'est ainsi qu'ils admettent qu'en raison de la force majeure, les conseils de surveillance et de direction, voire même le siège social, ont pu, malgré la prohibition formulée

(1) Dans le même sens, Niboyet, note au S. 28-II-161.

(2) *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*, p. 451, note 3.

par les statuts, être valablement transférés en France (1) que les pouvoirs des administrateurs sont prorogés (2).

Mais jamais les tribunaux français n'ont été jusqu'à reconnaître l'autonomie complète des succursales vis-à-vis de leur siège social. Deux cas se sont présentés : dans l'un la succursale française d'une société russe réclamait son autonomie afin de se soustraire aux engagements pris par le siège social qui avait été nationalisé ; dans l'autre, il s'agissait d'une société française dont une succursale avait été nationalisée en Russie et qui demandait qu'on reconnût l'autonomie de sa succursale nationalisée, afin d'être dégagée des obligations que celle-ci avait contractées. Dans les deux cas il a été décidé que les différents établissements d'une société étaient solidaires, quel que soit leur sort (3). Il a été de même jugé aux Etats-Unis que la confiscation des succursales des banques américaines en Russie par le gouvernement des soviets ne libère pas ces banques de leurs engagements à l'égard de leurs créanciers qui avaient des comptes dans leurs succursales russes (4). La même solution a été adoptée par le T. A. M. Anglo-Allemand dans l'affaire « Deutsche Bank c. Scottisch Herring Import and Export Co Ltd (5) et par la Cour de Paris (6).

(1) Trib. Civ. Seine, 23 mars 25, Cl. 27, 352 ; Trib. Civ. Seine, Réf. 3 mai 26, Cl. 27, 358 ; Trib. Com. Seine, 1^{er} oct. 26, Cl. 27, 359.

(2) Paris, 7 janvier 28, Cl. 28, 689 ; 31 janvier 28, Cl. 28, 679.

(3) Trib. Seine, 20 mai 21, Cl. 23, 533 ; T. A. M. franco-allemand, 30 juillet 23, G. P. 23-II-582.

(4) Division Cour suprême de New-York, mars 1924, Cl. mars-avril 1925.

(5) Cl. 28-I-135.

(6) 18 février 1927, D. 28-II-53.

Cependant un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine resté isolé, a admis l'autonomie d'une succursale (1).

Un autre jugement du Tribunal de Commerce de la Seine (2) reconnaît dans une large mesure aux succursales une existence distincte : « Attendu qu'en proposant et effectuant l'ouverture du compte dans les conditions où elle l'a fait, la succursale a agi comme établissement distinct de son siège social, auquel le titulaire du compte est resté étranger » (3). Mais ces décisions sont restées sans écho et la jurisprudence est nettement en sens contraire.

Malgré la largeur d'esprit de la jurisprudence française il est évident que l'existence à l'état de simples sociétés de fait est une situation bien précaire pour les sociétés russes en France. Aussi quelques-unes d'entre elles ont-elles essayé de se liquider ou de se transformer. C'est ainsi qu'un administrateur provisoire « jusqu'au jour où la Compagnie reprendra son fonctionnement normal » fut nommé à la Ropit (4). La Banque Russo-Asiatique fut admise au bénéfice de la liquidation judiciaire, et la Cour de Paris décida qu'elle devait continuer à être

(1) 20 août 24, Cl. 25, 385.

(2) 30 mai 1919, Gaz. Trib. 1919-II-322, Fribourg c. Banque Internationale de Pétrograd.

(3) V. sur ce jugement, note Demogue, *Rev. Trim. Droit Civil*, 1920, 379.

(4) Trib. Com. Marseille, 8 juin 1920, Cour d'Aix, 20 juin 21 ; cf. le cas de la Société Péroune, Trib. Com. Seine, 5 janvier 21, Cl. 24, 139.

régie par ses statuts (1). D'autres sociétés russes se sont transformées en sociétés françaises, plus ou moins ouvertement (2). Cependant la plupart des sociétés russes vivent actuellement en France à l'état de sociétés de fait ; leur existence est précaire : « elles pourront vivre jusqu'au jour où un associé en provoquera la dissolution, où un associé ou un tiers intéressé en fera prononcer la nullité, et alors il restera à en effectuer la liquidation » (3).

D'après M. Delehelle (p. 182) « la situation de fait des sociétés en Russie est telle qu'on ne peut plus les considérer comme existantes. Ayant cessé d'exister en Russie, elles doivent cesser d'exister en France, parce que leur personnalité est unique et que les circonstances ne leur permettent pas de continuer à exister normalement ». « La nécessité de liquider leurs biens qui se trouvent en France, empêche d'admettre que la cessation de leur existence se soit produite brutalement au jour de la reconnaissance des Soviets. Il est en effet un principe de droit qui veut que la personnalité morale d'une société soit reconnue jusqu'à l'achèvement de sa liquidation. Les sociétés devront donc survivre pour les besoins de leur liquidation ».

Il faudra donc un jour ou l'autre envisager leur transformation ou leur liquidation. Leur transformation est

(1) 27 mai 27, Cl. 28, 126.

(2) Goeldlin, p. 61 et ss. ; v. aussi Trib. Civ. Seine, Réf. 23 déc. 24, *Rev. Soc.*, 1925, 247.

(3) Hémard, *Théorie et pratique*, 1926, p. 451, note 3.

dans la plupart des cas impossible. Comment et par qui sera réalisée leur liquidation ? A qui sera attribué leur actif ? M. Delehelle pense que « les biens qu'elles possédaient en France devront être liquidés conformément à leurs statuts et en suivant les règles de la loi française sur la transmission des biens ». Il semble que les règles du droit ordinaire soient incapables de s'appliquer à des situations aussi particulières qui appellent une intervention du législateur. C'est à la même conclusion qu'arrive M. Niboyet (1). Il constate que d'après les termes des arrêts « il semble que l'existence de fait des sociétés russes serait de nature à pouvoir se prolonger indéfiniment », et il estime qu'« il est difficile de trouver à cette solution une explication juridique : c'est vraiment assurer une part trop large au fait à l'encontre du droit ». D'après lui, si les sociétés russes veulent continuer à agir en France, elles doivent se transformer régulièrement en sociétés françaises. Mais cette transformation paraît impossible, d'après le même auteur, « il ne faut pas se dissimuler que les sociétés russes se trouvent dans une situation inextricable. Comment se transformeraient-elles valablement en sociétés françaises par exemple ? Il leur faudrait pour cela remplir les conditions de la loi russe, quant aux autorisations nécessaires. Or celle-ci n'existe plus. Alors même qu'elles rempliraient désormais les conditions de la loi française, ne pourrait-on prétendre qu'elles n'ont pas valablement pu renoncer à leur statut de sociétés russes ?... Nous en arrivons ainsi à cette

(1) Note au S. 1928-II-161.

conclusion que les principes du droit ne fournissent ici que des solutions insuffisantes et qui vont à l'encontre des intérêts des sociétés, ainsi que de la commisération à laquelle elles ont un peu droit. Le plus simple serait de faire, en France, une loi sur le statut des sociétés russes, en vue de leur permettre au moins vis-à-vis de la France, de rentrer dans la légalité ».

C'est également notre opinion. Jusqu'à présent les tribunaux se sont efforcé de sauvegarder les droits et les intérêts des sociétés russes sans rien compromettre ; des mesures définitives s'imposent maintenant : espérons que le législateur entendra bientôt les vœux de la doctrine et donnera aux sociétés russes le statut libéral qui leur est nécessaire.

CONCLUSION

90. *Les principes qui se dégagent de cette étude*

Nous venons d'étudier les effets de la pluralité d'établissements d'une société pendant les diverses phases de son existence.

De cette étude se dégagent certains principes qu'on peut résumer ainsi :

1° Parmi les divers établissements d'une entreprise, celui auquel la jurisprudence et la doctrine attachent des effets juridiques, n'est jamais le siège d'exploitation. Cela est vrai aussi bien au point de vue de la compétence qu'au point de vue de la nationalité ou de la faillite.

C'est le siège social qui importe ; celui-ci est déterminé par différents éléments, en particulier par les assemblées générales, les conseils d'administration, les bureaux, les archives etc... bref par le lieu où se trouve effectivement le centre de direction de la société.

2° Un autre principe que nous avons vu constamment suivi refuse tout effet à la fiction. Pour qu'on prenne en considération le siège social fixé par les statuts, il faut qu'il soit sérieux et réel et non fictif ou frauduleux. C'est

nous l'avons vu, le système admis par la jurisprudence pour la détermination du siège social en vue de la compétence, et en vue de l'appréciation de la validité du transfert du siège social.

3° Sous quelque forme que se soit présentée la pluralité des établissements, la jurisprudence a toujours considéré avant tout l'unité de la société. Même les décisions qu'elle a rendues au sujet des sociétés russes s'inspirent de ce principe. Les engagements pris par les succursales ont la même valeur que ceux que prend le siège social. La question s'est posée en 1879 au moment de la fondation par le Crédit Lyonnais d'une succursale à Londres (1) Il s'agissait de savoir si le siège social était responsable du paiement des traites acceptées par les succursales. La question a été tranchée par l'affirmative pour les raisons suivantes : d'abord, les succursales sont mandataires de la société et l'engagent dans les limites de leur mandat. L'étranger qui a traité avec la succursale aura un recours envers la maison-mère en vertu de l'art. 15 du Code Civil aux termes duquel un Français peut être traduit devant un tribunal de France pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. Puis, par la publicité qu'elle donne à l'existence de ses succursales, la maison-mère ratifie leurs actes.

En temps normal, la solution n'est pas douteuse ; cependant dans des cas exceptionnels, elle peut devenir beaucoup plus délicate. Nous avons vu que dans leur jurisprudence relative aux sociétés russes, les tribunaux

(1) Cl. 1879, p. 537.

ont décidé que l'unité de la société subsistait, ainsi que la solidarité entre ses différents établissements, bien que le lien qui les rattachait à la maison-mère ait été rompu. Il a donc toujours été décidé que les dettes des succursales étaient celles du siège social et réciproquement (1).

Ce n'est que sur des points de détail qu'il a pu être décidé que les obligations des succursales n'avaient pas la même étendue que celles du siège social, par exemple en ce qui concerne la communication des livres (2) ou les effets d'une saisie-arrêt (3). Et encore ce dernier jugement peut-il être critiqué ; la Cour de Paris (4) a au contraire décidé qu'une succursale assignée en déclaration affirmative doit déclarer toutes les sommes dont la société est débitrice, sans pouvoir limiter sa déclaration aux sommes dues par la succursale. On doit pourtant signaler que pendant la guerre, il a été admis que les succursales situées en pays neutre des sociétés dont le siège social était dans un pays belligérant n'avaient pas à tenir compte des séquestres établis au siège social. Le séquestre avait un effet exclusivement national (5).

(1) Trib. Com. Seine, 30 mai 19, *Gaz. Trib.* 1919-II-322 et note de M. Demogue, *Rev. Trim. Droit Civ.*, 1920, p. 379 ; Paris, 18 février 1927, D. 28-II-53 ; Cass. Turquie, 24 juillet 24, Cl. mars-avril 25 ; Division Cour suprême de New-York, mars 1924, Cl. mars-avril 1925 ; Trib. Com. Seine, 15 avril 24, Cl. 1927, 1075 ; Goeldlin, p. 64-65.

(2) Trib. Civ. Seine, 2 déc. 92, Cl. 93, p. 592 ; *Contrà*, Req., 19 juin 1908 et 31 oct. 1905, D. 1910-I-94 et 1907-I-167.

(3) Trib. Civ. Bruxelles, 2 déc. 25, Cl. 27, 186.

(4) 16 juin 1902, *Rev. Soc.*, 1902, 475.

(5) Cass. Turquie, 24 juillet 24, Cl. 25, p. 492 ; Oberlandgericht de Hambourg, 24 fév. 1915, Cl. 1918, p. 491 ; Trib. Fédéral Suisse,

Enfin, au cours de notre étude, nous avons rencontré plusieurs questions qui semblent appeler une intervention législative. Nous les rappelons pour terminer.

Il serait souhaitable que la nationalité des sociétés soit réglée par une convention internationale. Nous avons vu quels inconvénients résultent en France, de la position prise par la jurisprudence et du critérium du siège social qu'elle a adopté. Mais une intervention du législateur français seul serait inefficace, car elle ne pourrait avoir pour effet de supprimer les conflits de lois. Le projet de convention élaboré par le Comité de la S. D. N. que nous avons analysé, paraît pouvoir fournir la base d'un règlement international de la question.

En matière de publicité, deux réformes seraient souhaitables : il faudrait décider que le défaut de publicité au siège d'une succursale n'entraîne pas la nullité d'une société, mais seulement l'attribution de dommages-intérêts aux tiers qui seraient lésés.

Il faudrait soumettre les sociétés étrangères qui fondent des succursales en France aux mêmes formalités de publicité que les sociétés françaises, quoiqu'on puisse dire que la question a perdu de son intérêt depuis l'institution du registre du commerce.

En matière de faillite, une convention internationale stipulant l'universalité de la faillite est fort à désirer. Malheureusement, il ne semble pas qu'elle doive être réalisée dans un avenir prochain.

Enfin, il est de toute nécessité qu'une loi intervienne pour fixer le statut des sociétés russes, les conditions de leur existence et, le cas échéant, la dévolution de leurs biens.

Vu : *Le Président,*

R. DEMOGUE.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour le Recteur de l'Académie de Paris,

L'Inspecteur de l'Académie

L. BENAERTS.

BIBLIOGRAPHIE

I. — RECUEILS DE JURISPRUDENCE DEPOUILLES

Dalloz (D.).

Dalloz Hebdomadaire (D. H.).

Gazette du Palais (G. P.).

Journal des Sociétés (J. S.).

Journal du Droit International privé de Clunet (Cl.).

Revue des Sociétés (R. S.).

Sirey (S.).

II. — TRAITES

ARMINJON. — *Des conflits de juridiction relatifs aux sociétés en droit égyptien.*

ARTHUYS. — *Traité des Sociétés commerciales, Paris 1906.*

BÉQUIGNON (Charlotte). — *La dette de monnaie étrangère, thèse, Caen 1925.*

BROALLIER. — *Les succursales des établissements industriels et commerciaux, thèse, Lyon 1926.*

COPPER-ROYER. — *Traité théorique et pratique des sociétés anonymes.*

CUQ. — *La nationalité des sociétés.*

- DECUGIS. — *Traité pratique des sociétés par actions*, Paris 1925.
- DELEHELLE. — *La situation juridique des Russes en France*, Thèse, Lille 1926.
- DEMASSIEUX. — *Le changement de nationalité des sociétés commerciales*. Thèse, Lille 1927.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, 5 vol. Paris.
- FROMAGEOT. — *De la double nationalité des individus et des sociétés*. Thèse, Paris 1891.
- GEGOUT. — *Filiales et groupements de sociétés*. Thèse, Paris, 1929.
- GILLES NORMAND. — *Les sociétés de crédit et banques à succursale en France*.
- GOELDLIN DE TIEFENAU. — *L'existence à l'étranger des sociétés russes nationalisées*.
- HEMARD. — *Théorie et Pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité des sociétés*. 3 vol.
- LEVEN. — *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*. 8 vol.
- MASSOL. — *Du lieu de paiement et du lieu de la compétence dans le cas du paiement*.
- NAST. — *Traité des sociétés*. 6 vol. (par Alfred NAST et Jean MICHEL, Jurisclasseur commercial).
- NIBOYET. — *Manuel de droit international privé* (2^e éd. du manuel de Pillet et Niboyet), Paris, 1928.
- PÉPY. — *La nationalité des sociétés*.

PERCEROU. — *Des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires.*

PERQUEL. — *Les vicissitudes des placements français à l'étranger.* (Editions du Capital), Paris, 1929.

PIC. — *Des sociétés commerciales.* (2^e éd.). 3 vol., Paris, 1925.

PILLET. — *Traité pratique de droit international privé,* 1924, 2 vol.

Rapports du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international. La nationalité des sociétés de commerce et leur protection diplomatique. Publications de la S. D. N. Questions juridiques, 1927 V. 12.

Répertoire pratique de DALLOZ.

RODRIGUEZ. — *Une fraude à la mode : des entreprises françaises constituées en sociétés anglaises.*

ROUSSEAU. — *Les sociétés commerciales françaises et étrangères.*

THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial.*

THALLER. — *Des faillites en droit comparé.*

THALLER et PERCEROU. — *Traité de droit commercial.*

VAVASSEUR. — *Traité des sociétés civiles et commerciales.*

VEYRIERAS. — *Les sociétés étrangères en France.*

WAHL. — *Précis théorique et pratique de droit commercial.*

WEISS. — *Traité théorique et pratique de droit international privé.*

WEISS. — *Manuel de droit international privé.*

III. — ARTICLES ET NOTES

- D'AMÉLIO. — *A quels signes reconnaître une société comme nationale en Italie ?* Cl. 1917 1224.
- BONAN. — *La nationalité des sociétés constituées au Maroc (Zone française).* Rec. Jur. Soc. 1928 164.
- BOSVIEUX. — *De la détermination en vue de fixer la nationalité des sociétés du lieu de leur véritable siège social,* article au J. S., 1908, 49.
- BOSVIEUX. — *Note ss. Madagascar,* 27 juillet 1910. J. S. 1911 160. — *Note ss. Besançon,* 16 octobre 28, J. S. 29, p. 102.
- CLUNET. — *Les Compagnies étrangères d'assurances opérant en France et le cas de leur double faillite.* Cl. 1922 537.
- DELOISON. — *De la compétence en matière de sociétés commerciales étrangères,* J. S. 1894 134.
- DEMOGUE. — *Rev. Trim. Droit Civil* 1920 379. — *Journal du Notariat* 1923 99. — *Rev. Trim. Droit Civil* 1927 203. — *Note sous Trib. Civ. Lille* 21 mai 1908 S. 1908 II 177. — *Rapport au Congrès de Bruxelles de 1910.*
- ESCARA. — Cl. 1924 1142.
- HAMEL. — *Note ss. T. A. M. franco-allemand,* 27 octobre 1923 S. 24 II 25.
- LESCOT. — *Des succursales de sociétés.* Rec. Jur. Soc. 1924.
- LACOUR. — *Note ss. Cass. Civ.* 21 novembre 1916 D. 21 I 9.

- LYON-CAEN. — *Note ss. Paris*, 29 décembre 85, Ref. S. f. 14 II 322. — *Note au S.* 86 II 41, *Des conditions à exiger pour que les sociétés soient françaises.* Cl. 17 1224.
- MAZEAUD. — *De la nationalité des sociétés.* Cl. 28 30.
- NAQUET. — *Note ss. Cass. Req.* 15 juin 1909 S. 1911 I 81.
- NIBOYET. — *Note ss. Cass. Req.* 2 février, S. 25 I 225. — *Note ss. Bordeaux*, 2 janvier 28 et Paris, 13 juin 28 S. 28 II 161. — *Existe-t-il vraiment une nationalité des sociétés ?* Rev. de d. i. p. 1927, n° 3. — *Note ss. Cass.* 24 déc. 28 S. 29 I 121.
- PERCEROU. — *La nationalité des sociétés.* Ann. de droit com. 1926 5. — *Note ss. Trib. Civ. Lille* 21 mai 1908 D. 1910 II 41.
- PERRAUD. — *La détermination de la monnaie de paiement et le problème du change.* Cl. 24 639. — *Du changement de nationalité d'une société anonyme.* Cl. 1926 561.
- PIC. — *note ss. Cass. Civ.* 11 mars 1913 D. 14 I 185. — *Note ss. Req.* 17 juillet 99 D. 1904 I 225. — *Contribution à l'étude de la nationalité des sociétés.* Cl. 1917 841. *De la faillite et de la liquidation judiciaire des sociétés commerciales en droit international privé.* Cl. 92 577.
- PICARD et TAGER. — *La situation des sociétés russes en France.* Cl. 1927 349. — *Note ss. Paris* 6 mars 28 Cl. 28 683.
- PRUDHOMME André. — *De la règle : le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie.* Cl. 1925 865
- PRUDHOMME André. — *La reconnaissance en France du*

gouvernement des Soviets et ses conséquences juridiques. Cl. 25 318.

PRUDHOMME André. — *La créance or de la France sur l'étranger. La loi du 25 juin 1928.* Cl. 28 853.

RAULT. — *Des difficultés relatives à la monnaie de paiement dans le domaine des obligations émises par les collectivités.* R. S. 1928 p. 65, 97 et 193.

ROUSSEAU. — *Note ss. Cour d'Alexandrie 19 février 27 S. 27 IV 9.*

TRACHTENBERG. — *La situation légale des sociétés russes en France.* Cl. 1926 572.

VIVANTE. — *Les sociétés étrangères en Italie.* Cl. 1910 1086.

WAGNER. — *Note ss. Alexandrie 24 février 26 D. 27 II 133*
Note ss. Alexandrie, Chambres réunies 6 mars 28 D. 28 II 139.

WAHL. — *Note ss. Madagascar, 27 juillet 1910 S. 1911 I 265.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

1. Causes de la pluralité d'établissements.....	7
2. But de cette étude	8
3. Plan : Effets produits à la constitution de la société	9
4. Plan : Effets produits au cours de l'existence de la société	10
5. Plan : Effets produits au moment de la dispa- rition de la société	11

PREMIERE PARTIE

EFFETS PRODUITS A LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

CHAPITRE PREMIER. — LA NATIONALITÉ

6. La nationalité des sociétés	15
7. Intérêts de la question	18
8. Qualités d'un bon critérium de nationalité...	19
9. Nationalité imposée ou nationalité choisie	20

10. Doctrine et jurisprudence françaises : la nationalité est déterminée par le domicile....	21
11. La jurisprudence française avant la guerre de 1914	22
12. Le critérium du siège d'exploitation, ses inconvénients	23
13. Le critérium du siège social	24
14. Conditions à remplir pour que le siège social soit réel et sérieux	28
15. Cas où le siège social est divisé en plusieurs éléments	30
16. Aperçu de droit comparé	35
17. Essais d'unification intervenus avant 1914....	36
18. La nationalité des sociétés pendant la guerre de 1914	37
19. Les traités et la notion de « contrôle ».....	41
20. La jurisprudence française après la guerre....	42
21. Le rapport du comité de la S. D. N.....	43

CHAPITRE DEUXIÈME. — LA PUBLICITÉ

22. Les textes	50
----------------------	----

I. — *En droit interne.*

23. Doctrine : Premier système : pas de nullité pour défaut de publicité au siège d'une succursale	52
24. Deuxième système : nullité	53
25. Systèmes intermédiaires	54
26. Jurisprudence	55

27. Conséquence du système adopté par la juris- prudence	59
---	----

II. — *En droit international.*

28. Droit international	60
29. Cas des sociétés étrangères ayant des succur- sales en France	60
30. Cas des sociétés françaises ayant des succursales à l'étranger	65

DEUXIEME PARTIE

EFFETS DE LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS AU COURS DE L'EXISTENCE DE LA SOCIETE

31. Introduction	67
------------------------	----

CHAPITRE TROISIÈME. — LA COMPÉTENCE

I. — *En droit interne.*

32. Textes et principes	69
33. Détermination du principal établissement par la jurisprudence	72
34. La jurisprudence des « gares principales »...	73
35. Sa justification théorique	73
36. Son application pratique	75
37. La notion de succursale d'après la jurisprudence	77
38. Exceptions à la compétence des tribunaux d'une succursale	81
39. L'action des employés d'une succursale contre la société	82

40. Compétence en matière d'assurances	84
41. Les filiales et les règles de compétence	85

II. — *En droit international.*

A) *Le procès a lieu en France.*

42. Le demandeur est français	86
43. La société possède une succursale en France..	87
44. Le demandeur est étranger	92

B) *Le procès a lieu à l'étranger.*

45. Aperçu de droit comparé	93
46. Le traité franco-suisse	95
47. La convention franco-belge	96

CHAPITRE QUATRIÈME. — LE TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

48. Les effets du transfert du siège social.....	98
--	----

I. — *En droit interne.*

49. Transfert du siège social dans une même ville	100
50. Transfert du siège social dans un même pays	100
51. Conditions pour que le transfert soit valable	102

II. — *En droit international.*

52. Transfert du siège social dans un autre pays	104
53. Transfert du siège social d'une société de France à l'étranger	104
54. Un tel transfert est-il possible ?.....	107

55. Transfert du siège social d'une société de l'étranger en France	108
56. Le transfert de fait. Cas des sociétés russes...	109
57. Le rapport du comité de la S. D. N.....	110

CHAPITRE CINQUIÈME. — LA PLURALITÉ
D'ÉTABLISSEMENTS ET LA MONNAIE DE PAIEMENT
DES OBLIGATIONS D'UNE SOCIÉTÉ

58. Position de la question	112
59. Principes dégagés par la jurisprudence.....	113
60. Le paiement a lieu au domicile du débiteur..	114
61. Le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie	115
62. Option de place et option de change.....	123
63. Domicile légal à l'étranger	125
64. Le procès de la Compagnie du Suez.....	126
65. Le procès de la société du Port de Rosario....	132
66. Effets de l'existence d'un domicile légal à l'étranger	135
67. La pluralité d'établissements et le cours forcé	136
68. La jurisprudence égyptienne	137
69. Le procès de la Caisse Hypothécaire d'Egypte	144
70. Le procès de la Société des Wagons-Lits.....	149
71. Le procès au Caire	150
72. Le procès à Londres, à Amsterdam	150
73. Le procès à Berlin	151

TROISIEME PARTIE

*EFFETS DE LA PLURALITE D'ETABLISSEMENTS
AU MOMENT DE LA DISPARITION
DE LA SOCIETE **

CHAPITRE CINQUIÈME. — EFFETS AU CAS DE FAILLITE
OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

74. Introduction	153
75. La compétence en matière de faillite. Textes..	155
76. Doctrine	156
77. Jurisprudence	159
78. La faillite en droit international. Compétence	164
79. Système de l'universalité de la faillite.....	164
80. Système de la pluralité de faillites. Système de la jurisprudence	167
81. Droits des créanciers au fond	170
82. Conclusion. Traités franco-belge et franco- suisse	173
83. Aperçu de droit comparé	174

CHAPITRE SEPTIÈME. — EFFETS AU CAS DE
NATIONALISATION *

84. Les mesures de nationalisation en Russie....	176
85. Leurs effets à l'étranger. La jurisprudence anglaise	178
86. La jurisprudence allemande	180
87. La jurisprudence des Etats-Unis d'Amérique.	181

88. La jurisprudence suisse	182
89. La jurisprudence française	184

CONCLUSION.

90. Les principes qui se dégagent de cette étude..	197
--	-----

BIBLIOGRAPHIE.

